BIBLIOTHÈQUE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

MAX HOSCHILLER



LE MIRAGE DU SOVIÉTISME

PRÉFACE DE A. MERRHEIM



PAYOT, PARIS



LE MIRAGE

DU

SOVIÉTISME

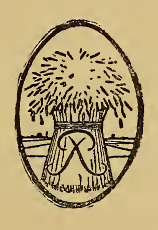
MAX HOSCHILLER

LE MIRAGE

DU

SOVIÉTISME

PRÉFACE DE A. MERRHEIM



PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1921

DU MÊME AUTEUR :

L'Europe devant Constantinople, 1916 (Marcel Rivière, éd.).

Les Dangers de la guerre économique, 1917 (Tirage à part de la *Revue de Paris*).

En préparation :

La Poussée du Moujik.

PRÉFACE

C'est en raison des relations fraternelles qu'Hoschiller et moi nous entretenons depuis une quinzaine d'années que j'écris cette préface. Je la dois à sa sincérité d'ami et aussi à ce que je l'ai encouragé de toutes mes forces à partir pour la Russie. Je voulais savoir comment se développait la Révolution russe, l'aide que nous pouvions lui apporter, et nul n'était plus qualifié que lui, puisqu'il connaît à fond la Russie et la langue russe, pour rapporter ces renseignements fidèles. Il les a résumés, en partie, dans ce livre. Mon seul vœu, c'est que ces pages, à la fois vécues et documentées, servent à la vérité, en même temps qu'à l'enseignement des militants.

Mais, au moment d'écrire cette préface, ma pensée se reporte invinciblement à septembre 1915. Elle se reporte à Zimmerwald, à la longue, pénible, âpre discussion que j'eus avec Lénine à Berne, avant l'ouverture de la Conférence.

Je me revois, avec mon excellent camarade

Bourderon, pris, à ma sortie de la gare de Berne, par les amis de Lénine. Ils étaient là, envoyés par lui, afin qu'avant tout autre il pût discuter avec les délégués français.

A peine étions-nous assis, avec une trentaine d'autres camarades, dans l'une des salles de la Maison du Peuple de Berne, que la discussion commença. Lénine développa cette double thèse :

1° La Conférence doit constituer la IIIe Internationale;

2° Elle doit lancer un appel pour la grève générale immédiate des masses et des soldats contre la guerre.

Martelant ses mots, les répétant volontiers, tantôt doux et félin, tantôt violent et incisif, il me disait :

« La IIe Internationale a trahi, elle est morte ; ses chefs sont des social-traîtres. Ils sont les complices des responsables de la guerre. »

A cette impuissance, il ne voyait qu'une issue : créer la IIIe Internationale, lancer un appel à la grève générale des masses contre la guerre.

De toute sa volonté sectaire, de toute la force de son implacable et étroite logique, de toute son ironie sarcastique, Lénine s'efforça pendant plusieurs heures à me faire partager ses convictions. Et quand il cessait de parler, un autre de ses amis,

souvent une femme, reprenait la même thèse, cherchant à détruire l'argumentation logique, serrée que j'opposais à leur mysticisme révolutionnaire d'émigrés exaspérés et sans responsabilité directe dans l'action.

Je faisais valoir que je prendrais inutilement, en France, la responsabilité de lancer cet appel à la grève générale des masses, car ces dernières ne répondraient pas. De plus, disais-je, qu'êtes-vous capables de faire en Russie, où l'autocratie du tsarisme empêche toute action?

Sa réponse n'était guère compliquée. Pour lui, Lénine, il fallait que la Russie fût vaincue ; à cette condition seulement une révolution serait possible et certaine. Il affirmait que la Russie allait à la défaite, mais que cette défaite serait bien plus certaine si, dans chaque pays, — et surtout en France, ce qui, d'après lui, déclancherait la révolution en Allemagne, — la grève des masses et des soldats éclatait simultanément contre la guerre. Rien ne put le faire dévier et sortir de cette idée hallucinante : la grève des masses et la IIIe Internationale. Aucun accord ne fut possible et il le constata avec violence et dépit.

Quand, après sept à huit heures de cette discussion épuisante, je me levai, un homme s'approcha de moi. C'était le docteur Meyer, rédacteur

au *Vorwaerts*, et venu en cette qualité à Berne pour suivre la Conférence.

« Ce que vous avez affirmé et défendu là, Merrheim, dit-il, est très bien. J'ai senti qu'avant tout vous voulez un rapprochement entre les deux prolétariats, français et allemand. J'en ferai part aux délégués », et ce fut lui qui ménagea notre entrevue avec la délégation allemande.

Le lendemain nous nous retrouvions à Zimmerwald. Lénine n'avait pas abandonné son point de vue. Avec Radek et un délégué suisse, Platten, il le défendit âprement au sein de la Conférence.

Une scène est restée profondément gravée dans ma mémoire. C'était à la Commission des résolutions. Nous étions réunis, Morgari, Rakovsky, Grimm, Ledebour, Lénine et moi. Quelques chaises, une table et un canapé sur lequel Lénine s'était allongé : pas un instant il ne se départit de son air nonchalant, méprisant et sarcastique. Comme il l'avait fait à Berne, dans notre réunion, et au sein de la Conférence, il défendit âprement son point de vue : Constitution de la III[e] Internationale, révolution mondiale par la grève immédiate des masses ouvrières et des soldats. Rien ne pouvait le faire sortir de cette position et de ce raisonnement simpliste.

L'instant le plus émouvant et le plus pathétique

fut celui où il s'attaqua à Ledebour. Ce dernier prenait, vis-à-vis de la Commission, l'engagement solennel de voter au Reichstag contre le budget, mais refusait de laisser insérer cet engagement dans la résolution que nous étions chargés de rédiger pour la Conférence.

Ce fut pendant près d'une heure un véritable duel moral entre ces deux hommes.

Lénine, incisif, véhément, tantôt mettant en cause la bonne foi de Ledebour, tantôt le sommant d'accepter l'insertion de son engagement dans la résolution ; Ledebour lui répliquant non moins véhémentement que sa parole devait suffire, qu'il n'exigeait pas de Lénine qu'il rentrât en Russie pour y mettre sa conception de la grève des masses en application (ce qui serait pourtant logique), car certainement il serait fusillé. Mais que, cependant, ce que Lénine exigeait de lui, c'était le poteau certain, dès sa rentrée en Allemagne, à moins qu'il ne fît comme Lénine : qu'il restât tranquillement en Suisse.

Rien des émouvantes affirmations de Ledebour n'atténuait la dialectique sarcastique et satanique de Lénine. Rien ne le fit modifier sa pose insolente, ni son air méprisant. L'éclat de ses yeux, la rapidité de ses répliques, toujours en français, montraient quelle joie, quelle jouissance morale

sardonique il éprouvait à tirailler, tenailler Ledebour sur cette question.

Mais cette scène allait avoir une fin. Ledebour voulait rompre et repartir pour l'Allemagne. C'était l'effondrement de la Conférence de Zimmerwald. C'est alors, qu'au moment où nous allions abandonner la salle pour ne plus y revenir, Rakovsky sauva la situation en demandant qu'on suspendît la séance. Lénine resta impassible et ne quitta pas le canapé ni sa pose insolente. Ledebour eut ensuite satisfaction, c'est-à-dire que son engagement de ne plus voter les crédits ne fut pas inséré dans la résolution. Rentré en Allemagne, alors que Lénine restait en Suisse, il vota contre les crédits de guerre au Reichstag. *Lénine vota contre la résolution de Zimmerwald tant à la Commission qu'à la séance du Congrès.*

Quand on me demanda mon impression sur Lénine, je répondis : « C'est un Guesdiste, cent fois plus sectaire que tous les Guesdistes réunis, ce qui n'est pas peu dire, mais d'une intelligence dix fois supérieure à Guesde, avec cet autre avantage qu'il a voyagé dans le monde entier et parle ou comprend presque toutes les langues. »

Telle fut ma rencontre avec celui qui, aujourd'hui, en Russie, a remplacé le tsar, est devenu le dictateur et broie sous sa volonté même les socia-

listes de toutes les tendances, y compris les anarchistes.

*
* *

J'ai tenu à rappeler ces souvenirs pour éclairer ce qui va suivre.

En effet, certains militants — non la masse — sont hantés par la « Révolution russe », qui n'est pas ici en discussion, et on leur a persuadé que l'adhésion à la IIIe Internationale apporterait une aide morale à la Révolution russe. Ils font de cette adhésion une simple question de « principe », alors qu'en fait il y a une question de « doctrine » et que l'adhésion à la IIIe Internationale comporte l'acceptation de cette « doctrine » et l'application, en France, des théories de Lénine et de son parti. Et il est incontestable, il serait honnête, que si le syndicalisme admettait jamais l'adhésion à la IIIe Internationale, il devrait substituer à sa doctrine concrétisée par la Charte d'Amiens la « doctrine » du Marxisme, telle que l'a conçue la fraction du parti socialiste démocrate révolutionnaire que représente et dirige Lénine et à qui il impose sa volonté, telle enfin qu'il l'a appliquée en Russie depuis qu'il est au pouvoir.

C'est en 1903 que Lénine, dans un Congrès

du parti socialiste de Russie. a triomphé de la doctrine spécifiquement socialiste de Martoff. Il proposait que l'article premier des statuts du parti socialiste russe fût rédigé comme suit :

« Est considéré comme membre du parti quiconque reconnaît son programme et soutient le parti aussi bien de ses ressources matérielles QUE PAR SA PARTICIPATION PERSONNELLE DANS UNE DES ORGANISATIONS DU PARTI. »

Le camarade Martoff lui opposait le texte suivant :

« Est considéré comme membre du Parti socialiste démocrate ouvrier de Russie, quiconque reconnaît son programme, soutient le parti par ses ressources matérielles et lui prête UN CONCOURS PERSONNEL RÉGULIER SOUS LA DIRECTION D'UNE DE SES ORGANISATIONS. »

Ainsi Lénine s'opposait à ce que les militants fussent sous « la direction » d'une des organisations du parti. Il manifestait, sous cette forme, son besoin de domination. C'est Lénine qui l'emporta sur Martoff, et, la même année, 1903, Trotzky écrivit une brochure contre Lénine, ayant pour titre : *Le deuxième Congrès du parti socialiste démocrate ouvrier de Russie.* Dans cette brochure, il prend vivement à parti Lénine tant

pour son œuvre de division que pour son esprit de domination. Il dit de lui :

« *Au deuxième Congrès de la social-démocratie russe, cet homme a joué, avec l'énergie et le talent qui lui sont propres, le rôle de désorganisateur du Parti* (p. 11).

« L'état de siège » sur lequel le camarade Lénine insistait avec tant d'énergie demande un « pouvoir ferme ». La pratique de la méfiance organisée exige une main de fer. Le système de la terreur exige un Robespierre. *Le camarade Lénine passait mentalement en revue le personnel du Parti, et arrivait à la conclusion que la main de fer c'était lui et lui seulement. Et il avait raison. L'hégémonie de la social-démocratie dans la lutte libératrice signifiait, d'après la logique de l'état de siège, l'hégémonie de Lénine sur la social-démocratie* » (p. 20).

Dix ans plus tard, les divisions entre les différents partis socialistes russes sont tellement profondes que la question est portée devant l'Internationale socialiste. Coïncidence curieuse, M. Rappoport, en 1913-1914, confirme le jugement de Trotzky. Il écrit dans son journal *Contre la guerre*.

« Il y avait, au temps de Molière, des médecins qui ne reconnaissaient d'autre méthode de guérison que la « saignée ». On saignait à tout pro-

pos et hors de propos. C'est la méthode de l'organisation « socialiste » de notre camarade Lénine. Il a mis en pièces notre parti, la glorieuse social-démocratie russe de 1905-1906, qui, à la seconde Douma, représentait une véritable force historique de premier ordre. Maintenant, grâce aux efforts combinés du gouvernement et des scissions perpétuelles dont Lénine est l'instigateur le plus remarquable, nous sommes réduits, à la quatrième Douma, au nombre de treize ou quatorze. Mais ce nombre a paru encore trop grand au plus grand commun diviseur du parti. Et il a travaillé de son mieux à couper en deux la fraction social-démocrate au quasi-Parlement russe.

« Ainsi Lénine a couronné l'œuvre néfaste de division qu'il a entreprise depuis dix ans.

« Nous reconnaissons les mérites de Lénine. C'est un homme d'une volonté peu ordinaire, un organisateur de groupes sans pareil. Mais il a la faiblesse et la vanité de se croire seul socialiste. Tous ceux qui ne sont pas de son avis sont condamnés à mort. Il est, dans le camp révolutionnaire, ce que Stolypine était au gouvernement du tsar. La peine de mort est pour lui le seul moyen efficace de faire vivre le parti social-démocrate. C'est un homme de guerre à mort contre tous ceux qui ne pensent pas comme lui. »

Et M. Rappoport conclut en disant :

« Nous n'appartenons à aucune des fractions en lutte. Nous sommes simplement social-démocrates. Mais nous avons acquis, pendant de longues années, la conviction douloureuse que le triomphe de Lénine est le plus grand danger pour la révolution russe. Lénine l'embrasse si fortement qu'elle en étouffe... »

Ce qui est caractéristique, c'est l'ignorance, en France, des conditions dans lesquelles s'est faite la révolution russe. Lénine n'y est pour rien, puisqu'il était tranquillement en Suisse, et qu'aucun de ses écrits ne pouvait pénétrer en Russie.

La Révolution éclata et, surtout, se développa, parce que les soldats paysans ne voulaient plus, à aucun prix, continuer la guerre. La faute de Kerensky, c'est d'avoir voulu qu'elle recommençât et d'y avoir poussé. Mais que fait Lénine? Il continue son œuvre néfaste de division contre Kerensky. Il tente un premier coup d'État pour renverser Kerensky, et il échoue. Il se cache alors dans Pétrograd et prépare un second coup d'État, qu'il réussit d'autant plus facilement que Kerensky est aux prises avec Kornilof.

On peut donc dire, sans crainte d'être démenti, que Lénine et son parti ne sont pour rien dans le

déclenchement même de la révolution russe. Ils avaient réduit à l'impuissance les quatre ou cinq partis socialistes russes qui existaient avant la guerre. On peut soutenir que c'est le coup de revolver du comte Yousoupoff, assassin de Raspoutine, qui déclencha la révolution du Palais, laquelle emporta le tsarisme et son régime de corruption. Lénine a simplement jeté bas un gouvernement révolutionnaire qui l'a laissé faire. Il l'a renversé avec à peine trois mille soldats, grâce à son mot d'ordre : « La paix à tout prix », en faisant appel à la haine, à toutes les haines, les plus viles et les plus basses :

« Il a su exploiter avec une grande maîtrise ce puissant facteur social qu'est la haine. Il a mis à profit toutes les haines amassées par les iniquités de la vie et augmentées par la guerre : la haine de l'ouvrier contre le capitaliste, celle du petit employé contre son patron, celle du paysan contre le propriétaire foncier, celle du letton prolétarisé contre le riche, celle du *coolie* chinois contre le pays où il fut maltraité, celle du juif opprimé contre ses oppresseurs, celle surtout, terrible, du soldat et du matelot contre l'officier et la discipline militaire. La haine, toute la haine, rien que la haine, tel fut le levier d'Archimède qui a fait monter Lénine au pouvoir avec cette rapidité

foudroyante. » (*Lénine*, par M. Landau, 1919.)

Puis, il imposa sa dictature en dissolvant la Constituante. Dans le *Journal du Peuple*, du 24 janvier 1918, M. Rappoport condamnait cet acte dans les termes ci-dessous :

« Lénine vient, par un coup de force, de renverser, non seulement la Constituante, mais aussi et surtout sa propre doctrine : le programme socialiste international. La garde rouge de Lénine-Trotzky a fusillé Karl Marx, dont les chefs du bolchevisme se réclament à chaque instant contre les opportunistes du militarisme. C'est la course folle à l'abîme. C'est du blanquisme à la sauce tartare ! C'est le suicide de la révolution. On ne joue ainsi avec les lois fondamentales d'un pays libre... »

Et M. Rappoport concluait :

« ... *En chassant la Constituante, Lénine compromet son œuvre de paix, la seule qu'il aurait pu invoquer pour justifier sa dictature. Aucun gouvernement digne de ce nom ne voudrait négocier avec un homme qui se dresse contre la majorité de la nation.* »

La Constituante chassée, Lénine n'a plus qu'une idée fixe : faire la révolution mondiale pour sauver la révolution russe. Cette idée, il l'a proclamée nettement dans sa lettre aux ouvriers américains,

en leur disant qu'il a « misé sur la révolution mondiale ». Dès lors, pour se maintenir au pouvoir, il poussera à son paroxysme les excitations à la haine et à la destruction. Lénine et son parti avaient promis aux masses une paix démocratique et révolutionnaire : ils ont réalisé une paix de capitulation.

« Antimilitaristes acharnés, ils ont créé une armée avec une discipline de fer. Adversaires, tant qu'ils étaient dans l'opposition, de la peine de mort, ils en font un usage constant. Communistes jusqu'au bout, ils en sont venus à promettre la protection à la petite propriété paysanne. Anticapitalistes, ayant nationalisé chez eux les banques, le commerce, l'industrie, faisant une guerre implacable aux capitalistes nationaux, ils font appel aux banques et aux capitalistes étrangers, leur offrant des concessions avantageuses. » (Edouard Bernstein.)

Après avoir dit que « la classe ouvrière a démontré qu'elle sait, sans les intellectuels et les capitalistes, organiser l'industrie», il déclarera être prêt à donner « un pot de vin d'un demi-milliard au capitaliste qui lui enseignera l'art d'organiser l'industrie ». Le 29 mars 1919, il proclame : « Bêtes sont ceux qui croient que la foule peut gouverner le pays. »

Le Soviet, aujourd'hui, n'existe qu'en tant qu'il appuie la dictature de Lénine. Les conseils d'usine sont déchus. Lui, qui avait combattu les syndicats, il fait appel aux organisations syndicales pour l'aider dans l'organisation du travail et dans l'établissement d'une discipline de fer par la militarisation des ouvriers.

Voilà l'homme, sa démagogie, sa tactique et l'aboutissement logique de son action : *la dictature sur tout et sur tous*, sa dictature à lui, dût la civilisation reculer d'un siècle.

Voilà devant quel homme et devant quelles méthodes, les socialistes, les anarchistes, les libertaires et tous les « istes » de France sont en admiration.

Aveuglément, inconsciemment, ils sont en général agenouillés devant ses ukases émaillés de calomnies et d'injures.

Dans le mysticisme des adorateurs de Lénine, j'ai retrouvé les mêmes sentiments qui, il y a quelque vingt ans, entraînaient, derrière le panache et la queue du cheval noir du général Boulanger, les masses ouvrières françaises.



Elles criaient alors : « C'est Boulange, Boulange qu'il nous faut. » Quand les adorateurs de Lénine crient, ou qu'on leur fait crier : « C'est les

Soviets que nous voulons », il y a là la même ardeur inconsciente d'individus cherchant un sauveur, l'homme qui fera la révolution pour eux.

De cet état d'esprit, nos gouvernants sont responsables. C'est eux qui, par leur blocus criminel à l'égard de la Russie, leur censure imbécile sur tout ce qui pouvait permettre de montrer sa situation réelle ont aidé au développement des illusions que se fait une minorité de la classe ouvrière française sur la révolution russe, sur son origine, ses développements et ses conséquences.

L'œuvre de division, de scission perpétuelle, qu'il poursuivait au sein des partis socialistes russes avant la guerre, Lénine la poursuit aujourd'hui au sein de tous les partis, de toutes les organisations syndicales de tous les pays. Il veut, pour employer l'expression des socialistes autrichiens, briser « l'épine dorsale du mouvement ouvrier », en détruisant l'organisation syndicale internationale.

C'est à ce titre que Lénine nous appartient. C'est à cause de cela que nous nous reconnaissons le droit de montrer l'opportunisme dans lequel il se complaît et d'opposer à sa « doctrine », les principes, la doctrine du syndicalisme, telle que

l'a définie le Congrès confédéral d'Amiens en 1906.

« La Charte d'Amiens », pour l'appeler du nom donné à la résolution, a une double valeur révolutionnaire. Elle indique aux travailleurs que leurs revendications corporatives ne sont qu'un des côtés du syndicalisme, et qu'il faut qu'ils s'associent à toute action sociale visant à la disparition du salariat et à la transformation de la Société. Mais cette transformation, les travailleurs doivent la préparer dans leurs groupements locaux, leurs fédérations d'industrie, leurs unions départementales, dont la C. G. T est l'expression supérieure. C'est donc une *doctrine constructive* et non, comme celle de Lénine et de son parti, une *doctrine destructive.* Lénine exige, en effet, qu'on détruise d'abord, pour ensuite reconstruire. Il suffit d'ailleurs de se reporter au début de la résolution d'Amiens pour confirmer ce que nous avançons.

Qu'on compare, maintenant, les deux doctrines. La première, celle de Lénine et de son parti, a pour but principal : la destruction. Pour s'emparer du pouvoir politique, on ne doit reculer devant aucune démagogie; tous les moyens, les plus perfides, peuvent et doivent être employés pour y parvenir. Qu'importent les destructions et les ruines! On reconstruira après, et on emploiera

au besoin la violence et la force pour reconstruire, comme on l'a utilisée pour détruire.

Le syndicalisme, au contraire, par sa doctrine, s'interdit l'exploitation de la haine. Comme a su le faire Zola dans *Travail*, il magnifie l'effort individuel accompli au bénéfice de la collectivité. Il repousse tout ce qui excite les appétits ou les haines, tout ce qui a pour aboutissant la destruction, et magnifie tout effort de pensée, ou tout effort matériel, qui vise à construire un monde nouveau, à développer les sentiments de dignité, de moralité, de justice et de bien-être personnel et collectif.

C'est en vertu de ces principes, de cette doctrine, et inspiré par eux, que je me suis toujours élevé contre ceux qui faisaient appel à la haine du travail et voyaient dans la diminution de la production une arme révolutionnaire. Je me suis toujours refusé à m'associer à une pareille propagande, qui démoralise les individus, leur enlève toute conscience, toute moralité et toute dignité, qui leur fait penser que, la révolution faite, le travail cessera d'être utile, qui leur fait croire, surtout, que la violence, et seulement la violence, peut assurer le succès d'une révolution économique telle que l'appellent nos efforts de propagande et d'action.

Notre doctrine syndicaliste s'adresse à la conscience des individus, sans jamais l'abaisser. Elle tend au relèvement de leur moralité et de leur dignité. Elle leur inculque la nécessité de défendre l'intérêt général, même au détriment de l'intérêt personnel.

C'est en agissant dans ce sens que nous éviterons, au lendemain d'une poussée révolutionnaire, les déceptions, l'hostilité au travail, auxquelles se heurtent les militants russes, et auxquelles ils n'ont trouvé d'autre remède que la militarisation des ouvriers.

En m'excusant de cette trop longue introduction, je souhaite que les résultats des observations directes de mon ami Hoschiller, fortifiés par les documents que contient ce livre, apportent un peu de lumière et de vérité aux travailleurs français.

A. Merrheim.

CHAPITRE PREMIER [1]

LE MESSIANISME RÉVOLUTIONNAIRE

Il est naturel que toute révolution victorieuse dans un pays cherche à faire retentir, dans le reste du monde, ses vibrations. Ainsi la Révolution française, pendant un temps plus ou moins long — jusqu'à ce qu'elle se consacrât à la défense nationale — professait la doctrine de la propagande universelle et armée. Les bolcheviks russes n'ont pas échappé à la règle générale ; ils font de leur messianisme un des principes fondamentaux de leur politique.

Mais en Russie, le messianisme n'a pas surgi tout à coup, comme en France, au cours de la Révolution. Il y sommeillait de tout temps. L'intellectuel russe, réactionnaire ou révolutionnaire, monarchiste ou socialiste, a toujours cru que son pays était destiné à donner un grand exemple au monde entier, voire à le régénérer. Par leur prosélytisme, les bolcheviks sont foncièrement russes ; ils se rattachent à la lignée

1. Ce chapitre est tiré d'une étude sur la « Politique extérieure des Soviets » que l'auteur a publiée dans la *Revue de Paris* du 15 janvier 1920.

des intellectuels de Moscou, bien qu'on se plaise à les considérer comme produits d'importation étrangère.

Jusqu'à présent, seul le panslavisme réactionnaire attirait l'attention de l'étranger. Les chefs panslavistes (les Khomiakoff, les Aksakoff, les Danilewsky, les Dostoïevsky, pour ne nommer que les plus connus), prêchaient que la Russie, nouvelle venue dans la société européenne, était appelée à remplacer l'Occident « pourri de vices », glorieux de son passé, mais dégénéré physiquement et spirituellement. Avec ses institutions politiques et religieuses, — le servage, l'autocratie et l'orthodoxie, — la Russie tsariste allait, croyaient-ils, s'imposer au monde pour le plus grand bien de l'humanité, le conduire vers de nouvelles destinées. Dostoïevsky n'est-il pas allé jusqu'à préconiser la conquête de Constantinople, à seule fin de partir de la « Ville du Milieu » tsarifiée pour la croisade panslaviste contre l'Europe gangrénée?

Ce qu'on ignorait complètement à l'étranger, c'est que les ennemis mortels des panslavistes autocrates, c'est-à-dire les révolutionnaires, attribuaient à la Russie les mêmes vertus, mais en lui assignant un autre but. Ils estimaient que la Russie, du jour où elle se débarrasserait des entraves tsariennes, non seulement se mettrait au niveau des autres nations, mais les devancerait toutes, passant d'emblée par-dessus les stades intermédiaires et réalisant l'idéal de la civilisation.

Faute de pouvoir invoquer, à l'appui de leurs prétentions, les progrès réalisés par la Russie dans le

domaine social et politique, ils invoquaient — suprême ironie — l'état même d'infériorité dans lequel se trouvait le peuple russe.

Cet état d'âme apparaît dès 1848. Aussitôt après la révolution, des discussions ont été soulevées en Russie sur le rôle du « mir ». Le « mir », on se le rappelle, est une sorte de gestion collective de l'exploitation agricole, qui, surgi du servage, consacrait l'instinct routinier et réactionnaire des paysans, entravait le libre développement des esprits et de la culture, et ne servit au tsarisme qu'à mieux policer l'immense Russie rurale. Cette institution fut déclarée, à la fois par les réactionnaires et par les révolutionnaires, l'idéal de la société européenne. Les premiers soutenaient que la pauvre Europe, pour s'être plu à l'expansion de la propriété individuelle et de la civilisation industrielle, allait être livrée à des secousses révolutionnaires sans trêve ni issue, tandis que la Russie ne redoutait guère le communisme, « inhérent » à l'âme du peuple russe. L'Europe slave ne connaîtrait jamais la révolution, car le communisme, « ce monstre redoutable prêt à avaler l'Occident, paît tranquillement dans les pâturages russes ». Les organes gouvernementaux développaient à souhait ce thème depuis 1848, et la Cour y a cru jusqu'à ce que Stolypine entreprît sa campagne contre le « mir »[1].

Mais simultanément, les socialistes prônaient le

1. Voir l'excellent ouvrage de M. Tchernicheff : *la Politique agraire en Russie depuis cent cinquante ans* (en russe), Pétrograd, 1918.

même mir, le considérant non point comme une institution féodale destinée à disparaître, mais comme je ne sais quelle survivance du communisme primitif, prêt à servir automatiquement de base au communisme moderne de la société socialiste ! Dès lors, on saisit l'aboutissement de la pensée : que la Russie se débarrasse de son régime politique, et la voilà d'emblée placée à la tête des nations qui sont encore à se demander par quels voies et moyens elles réaliseront l'idéal de la justice sociale. L'Occident s'effacerait devant une nouvelle force historique...

Herzen écrivait : « Bien que le mot socialisme soit inconnu du peuple russe, sa signification est proche de l'âme russe qui est toute dans le mir... Étant donné les formes de communauté de la majorité de sa population, la Russie ne doit pas passer par les phases maladives de l'évolution historique, pas plus qu'elle ne doit commencer par construire d'abord les chaussées et ensuite les chemins de fer, du moment que la supériorité de ceux-ci est manifeste. » Il suffirait donc, le moment venu, de féconder l'ancien mir par la science de l'Occident pour que le monde socialiste — type suprême de l'évolution humaine — surgît de l'ordre patriarcal : les paysans semi-asiatiques sauraient en remontrer aux prolétaires civilisés de l'Occident. Pour les mêmes raisons, Herzen soutenait en 1854 que la Russie, « grâce à ses coutumes, est de toutes les nations européennes la plus proche du nouveau régime social vers lequel tend le prolétariat ». Et il concluait que « le socialisme, idée révolution-

naire en Occident, pourrait devenir en Russie une idée populaire ».

Monstrueuse idéalisation !

Que l'on s'imagine qu'à cette époque les révolutionnaires russes aient pu d'aventure imposer leurs conceptions et que les Occidentaux, séduits par ce mirage, les eussent mises en application, on voit qu'elles auraient conduit l'Europe à l'exclusivisme agricole et détruit la civilisation industrielle. Quand on constate à quel dédale fantaisiste et réactionnaire conduit ce messianisme chez un homme comme Herzen, qui de cent coudées dépasse les pygmées de la pensée bolcheviste, on comprend mieux le danger d'une logomachie soi-disant humanitaire.

A aucun précurseur socialiste il n'a été donné de vaincre cet utopisme bien national. Tchernichevsky ne tendait-il pas aussi la main au panslavisme, par-dessus le tsarisme aboli et le mir conservé? Et le tempérament ardent de Bakounine n'a pas pu résister à l'ambiance générale de l'illuminisme ; il poussa son messianisme jusqu'à soutenir que les brigands qui pullulaient à cette époque dans le pays pourraient bien constituer les cadres d'un parti communiste fort résolu, tout comme les *lazzaroni*, à qui il assignait une place prépondérante dans un coup d'État conçu en Italie.

Le célèbre « manifeste révolutionnaire à la jeunesse », lancé en 1861, résume à merveille le panslavisme révolutionnaire :

« Nous ne voulons pas du prolétariat, de l'aristo-
« cratisme et de l'étatisme. Nous avons toute possi-
« bilité d'éviter le misérable sort de l'Europe. Nous ne
« devons pas prendre le chemin d'une Saxe, d'une
« Angleterre ou d'une France quelconque. Est-ce que
« ces pays ont le communisme agraire? Est-ce que
« chez eux tout citoyen, tout paysan peut devenir
« propriétaire? Non. — Et chez nous, oui ! Nous
« sommes un peuple arriéré, et c'est là notre salut. »

Il a fallu que feu Plekhanoff revisât cette doctrine pour qu'elle disparût des publications socialistes russes, mais elle est demeurée dans les cœurs russes. Un orgueil étrange se mêle à cette foi, qui apparaît aujourd'hui dans sa plénitude par l'épanouissement du messianisme bolcheviste. Que de fois, en Russie, après une longue conversation avec un révolutionnaire ou un bolchevik, entendis-je ce refrain : « On ne nous comprend pas. Nous avons un mot nouveau à dire à l'Europe. »

Il faut ajouter que Karl Marx n'a pas résisté à l'emballement de ses compagnons russes. Dans sa fameuse lettre à Mikaïlowsky (1877), il annonçait : « Si la Russie continue à marcher sur le chemin qu'elle a pris en 1861, elle perdra l'occasion la plus magnifique que jamais l'histoire ait donnée à un peuple d'éviter toutes les vicissitudes du capitalisme. » Et cinq ans après, dans la préface à la traduction du Manifeste communiste, il surenchérissait : « Si la révolution russe est le signal de la révolution prolétarienne dans l'Occident, l'une complétant l'autre, l'actuelle posses-

sion collective du sol en Russie pourra servir de point de départ à l'expansion communiste. »

Pareille consécration du messianisme russe, par la plume de celui qui de tout temps fut un grand adversaire du panslavisme, alimenta bien des illusions, bien des espoirs.

Aussi bien, à peine le tsarisme fut-il tombé, le messianisme traditionnel l'emporta sur l'esprit critique des marxistes passés par l'école de Plekhanoff.

Presque tous les socialistes russes, y compris Kerensky, étaient partisans du programme de Zimmerwald. Mais on ne saurait trop insister sur le fait qu'ils se rapprochaient bien plus de la tendance de Lénine que de celle des Français ou des Allemands qui s'y rencontraient avec eux. Or les délégués français n'ont pas pu s'entendre avec Lénine, dont le dessein était de transformer la guerre mondiale en une guerre civile. Et Trotzky, en même temps, développait l'idée qu'il fallait « profiter » de la guerre et faire une révolution socialiste, afin de hisser au pouvoir un parti politique qui représenterait le prolétariat ; jamais les syndicalistes français ne purent se rallier à cette conception qui serait la négation de leur idéal.

Avec des restrictions qui ne changeaient pas grand'chose quant au fond, les socialistes russes partageaient, à quelques exceptions près, tous les espoirs de Lénine. Seule la révolution sociale saurait faire cesser la guerre mondiale d'une bonne façon, en insti-

tuant la paix éternelle par le régime socialiste. D'où leur indifférence pour les garanties d'une paix durable. D'où leur mépris pour le programme Wilson, mépris que certains partis (socialistes révolutionnaires) cherchent à dissimuler depuis que les bolcheviks sont au pouvoir. D'où leurs haussements d'épaules quand on dit en leur présence : « société des nations ». En dehors de la révolution mondiale, pas de salut. Simplisme qui permet d'ignorer la complexité des problèmes soulevés par la guerre et de nier tout effort tendu vers un stade supérieur des relations internationales. A quoi bon étudier, discuter, quand le mot « impérialisme » suffit pour aveugler par sa clarté tout problème international, si complexe qu'il soit ! Alors qu'en 1793, les Hébert et les Anacharsis Cloots, qui méconnaissaient dans le monde humain la loi de l'évolution historique, ne formaient qu'un petit noyau de sectaires, ils sont légion dans la Russie révolutionnaire

Et naturellement, comme la révolution russe éclata la première, elle devait donner le signal à toutes les autres. Dès le 15 mars 1917, on pouvait lire dans des *Isvestia* (nº 3) la petite note que voici :

« A Berlin, voilà trois jours qu'une révolution san-
« glante est en marche. »

Et depuis lors, avec une ténacité incroyable, les socialistes russes continuent à entretenir parmi les soldats et la population la foi dans la révolution mondiale imminente. Révolution-Providence qui résoudra d'elle-même toutes les questions vitales pour la

Russie. Doctrine à la taille du Russe prompt à s'adonner au fatalisme du bien comme du mal, à condition qu'on ne lui réclame pas d'efforts personnels.

Le Soviet de Pétrograd de la première période, bien qu'il se déclarât hostile au bolchevisme, écrivait dans son appel du 1er mai 1917, que la révolution russe « est le premier cri d'indignation, le premier échelon de l'armée internationale du travail lancée contre le crime de l'impérialisme international. C'est non seulement une révolution nationale, mais aussi la première étape de la révolution internationale, qui mettra fin à la honte de la guerre et donnera la paix à toute l'humanité ».

De même que Kerensky, qui, avant de se heurter aux difficultés du pouvoir, s'adonnait aux mêmes illusions, Tseretelli, qui, au contact de la réalité, devint rapidement prudent, paya son tribut à l'illuminisme général. En rentrant du bagne, dans son premier discours public, il s'écriait : « Nous sommes profondément convaincus que cet appel fraternel sera entendu en dehors de la Russie. Il sera entendu par le pays qui est en guerre avec nous, et les peuples aveuglés par les luttes fratricides se donneront les mains pour faire la paix par-dessus les têtes des gouvernements. » Deux semaines après sa rentrée, Tseretelli commettait encore la faute insigne, qu'il essayait ensuite de réparer par d'honnêtes efforts, de dénoncer comme hypocrite l'idée même de la lutte contre le militarisme allemand ; à la réunion des membres des quatre Doumas, emporté par le désir de combattre les critiques bour-

geois des Soviets, il disait que « la destruction du militarisme d'un pays étranger par la force armée est le meilleur moyen d'implanter le militarisme et la barbarie dans son propre pays ». Lui aussi, à cette date, se refusait à identifier le peuple et le gouvernement en France et en Angleterre ; il ajoutait : « Nous y verrons bientôt la même preuve éclatante qu'en Russie. »

Quand, plus tard, Tseretelli et ses amis abandonnèrent l'idée de conduire la politique extérieure de la Russie selon les concepts messianiques, les bolcheviks eurent beau jeu pour présenter ce revirement aux yeux des masses comme une trahison par vénalité (« l'or de l'Entente »). Qu'un chef d'un parti, instruit par les événements, cherchât à baser la politique extérieure sur des données plus réalistes, aussitôt il se trouvait débordé, la gauche pratiquant la surenchère afin de s'emparer du pouvoir. Si bien que jamais la Russie nouvelle n'a cessé de « miser » sur la révolution mondiale. Le parti socialiste révolutionnaire, tout-puissant pendant la période pré-bolcheviste, et dont se réclamait Kerensky, son délégué au gouvernement provisoire, ne manqua pas à la tradition :

« On me demande, disait Tchernoff au congrès « du parti, à Moscou (juin 1917), quel est le moyen « d'accélérer la révolution dans les démocraties de « l'Occident. Nous l'avons, ce moyen : c'est notre « levier international que nous agitons lorsque nous « convoquons, par exemple, au nom du Soviet, la « conférence internationale socialiste de Stockholm. « Et ce travail donne déjà ses fruits. Chaque jour

« nous apprend que la politique révolutionnaire et
« socialiste, qui était en stagnation là-bas, s'éveille à
« la nouvelle vie, sous la pression de notre levier
« international. »

Bref, les chefs de la première et de la seconde période de la révolution ne différaient au fond que par la tactique : conférences internationales sous le régime du premier Soviet, propagande extra-légale sous le bolchevisme. Le principe de la politique extérieure est le même : les uns et les autres épient avidement la face sociale de l'Occident ; ils espèrent y surprendre les premiers indices de la guerre civile mondiale se déclenchant sous l'influence ou au signal des événements russes ; les uns et les autres sont partisans de la conception purement catastrophique du socialisme, qu'ils voudraient voir se propager à travers l'univers, sans se demander si les classes appelées à se substituer aux anciennes classes dirigeantes sont prêtes à assumer la tâche immense qu'on attend d'elles dans l'intérêt de la collectivité et non pas dans leurs intérêts particuliers et égoïstes.

Au même congrès du parti socialiste révolutionnaire qui dominait le Soviet, on a vu un leader, Avksentieff, dont le rôle dans l'élaboration des directives à l'usage du gouvernement provisoire fut de toute importance, s'élancer tête baissée dans les prophéties léninistes : « Tous nous soutenons qu'il faut que la révolution russe soit la première étincelle de l'embrasement général révolutionnaire. La thèse qui est prise, par le camarade Gotz, pour base de la réso-

lution adoptée par le conseil des délégués paysans, est tout à fait exacte. Cette thèse, la voici : la démocratie russe conduit maintenant la guerre pour réaliser l'union internationale de toutes les classes laborieuses; et c'est là sa force, qui peut et qui doit être décisive ; la démocratie russe est le facteur qui déterminera la lutte, si les classes dirigeantes des pays belligérants veulent continuer cette guerre. Je dis, s'exclama Avksentieff, que le flambeau qui embrasera l'Europe, c'est la révolution russe. »

Cela se disait, cela se propageait six semaines avant l'offensive du mois de juillet 1917 ! Même dans des têtes plus solides et plus instruites que celles des paysans russes, pareilles campagnes eussent pu suffire pour jeter le trouble. Enfin, un mois avant le coup d'État bolcheviste, en septembre 1917, la Conférence démocratique, dans son appel au « monde entier » rédigé par les modérés du premier Soviet, à l'exception des bolcheviks, proclamait qu'elle attendrait « avec confiance l'heure où les peuples des deux coalitions en guerre se soulèveront au nom de la conclusion immédiate de la paix démocratique générale, et imposeront leur volonté, malgré toutes les forces sociales qui cherchent à prolonger la guerre dans des buts de conquête ».

Un mois plus tard, les bolcheviks, parvenus au pouvoir, poussèrent ce messianisme et cette doctrine de la guerre civile mondiale à leur aboutissement logique. Qui nierait la continuité? La véhémence vaine des

uns devint activisme chez les autres : le fond de la pensée resta le même.

Depuis que le gouvernement des Soviets est installé officiellement en Russie, c'est-à-dire depuis la fin du régime de la dualité du pouvoir, inauguré par Kerensky, la politique extérieure bolcheviste ne cesse de miser sur la révolution mondiale. Cela n'empêche pas d'ailleurs qu'au besoin les chefs bolchevistes n'hésitent pas à railler les espoirs de révolution imminente, dès que les circonstances exigent d'eux une de ces nombreuses palinodies auxquelles ils ont recours d'habitude pour se cramponner au pouvoir. Personne n'a flagellé plus férocement les dupes innocentes de la phrase révolutionnaire léniniste que Lénine lui-même, en grand opportuniste cynique qu'il est.

Or, il est incontestable que, pour les besoins de la cause, le bolchevisme officiel a exaspéré le messianisme dans la masse de ses adeptes, le poussant jusqu'au délire. Si, avant le coup d'État de novembre 1917, les bolcheviks apercevaient confusément dans la révolution mondiale une sorte d'assurance contre le retour de la réaction, maintenant c'est l'instinct de la conservation qui les fait s'accrocher à l'illusion suprême : Lénine, de son propre aveu, a fait une « expérience » sociale avec la Russie. Il ne peut garder le pouvoir que si d'autres pays se lancent dans une aventure analogue, qu'il souhaite et exige au nom de la prétendue solidarité prolétarienne.

C'est pourquoi les bolcheviks entretiennent sans se lasser la foi dans la force d'attraction que la révo-

lution russe exerce, à les entendre, sur l'univers entier. Dans les jours les plus sombres du régime bolcheviste, où, sous les coups du général Hoffmann conduisant les armées allemandes encore intactes, s'envolaient les dernières illusions sur les vertus de la diplomatie révolutionnaire de Trotzky, où Lénine lui-même protesta contre le messianisme romantique, le traitant irrévérencieusement de « gale révolutionnaire », on pouvait lire dans les journaux officiels des Soviets des notices, voire des articles entiers destinés à prouver au peuple l'imminence de la révolution mondiale. A parcourir aujourd'hui ces quotidiens avec leurs manchettes flamboyantes, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer : l'imagination facile des bolcheviks ou leur art de berner le peuple.

Le 1er décembre 1917, la *Pravda* publie en caractères énormes :

En Europe, l'incendie révolutionnaire s'étend. Zurich en émeute est entourée de troupes. A Lyon, de graves désordres. L'Asie se soulève. Les Soviets sont créés aux Indes.

Je viens de relire la collection de la *Pravda* et des *Izvestia* : presque tous les jours les nouvelles de ce genre étaient servies aux Russes tenus en haleine par l'agence télégraphique bolcheviste, qui excellait dans la fabrication des informations fausses. Tantôt c'était la France, tantôt le Siam ou le Canada ou la Chine qui instituait la dictature du prolétariat pour venir à la rescousse de Lénine. Déjà les promesses et les fanfaronnades de Trotzky aboutissaient au honteux traité

de Brest-Litovsk. Déjà l'abîme s'ouvrait devant la Russie dépecée, mais la *Pravda* continuait à leurrer ses lecteurs :

« Notre pensée devance un peu les événements et « déjà notre imagination esquisse un énorme sanato- « rium, que prépare l'histoire, pour tous les fossiles « du régime féodalo-bourgeois. Dans les étages supé- « rieurs de ce sanatorium on installera les ex-rois et « empereurs, avec Nicolas Romanoff en tête ; au « second étage, les ex-ministres bourgeois : les Miliou- « koff, les Ribot, les Wilson, et au rez-de-chaussée « une place réservée aux anciens chefs de l'Interna- « tionale ouvrière et aux social-patriotes minis- « trables : les Plekhanoff, les Renaudel, les Scheide- « mann, les Victor Adler, qui rédigeront leurs mémoires « historiques sous la présidence du perpétuel Vander- « velde. » (1er décembre 1917.)

Il n'y a pas jusqu'aux poètes décadents qui ne s'en mêlent :

« Russie, Russie, c'est toi le Messie de l'aube qui « pointe.

« Dans tes lourdes pattes asiatiques craquera la « vieille Europe, etc., etc. »

Bref, la révolution russe enterre le vieux monde et bâtit le nouveau, en distribuant les rôles selon son entendement.

J'entendrai toujours Zinovieff, le plus démagogue de tous les bolcheviks, clamer dans la grande salle

blanche du Smolny, les premiers jours de l'avènement du bolchevisme : « Nous venons de créer la garde rouge, nous comptons bien qu'elle se battra sur les barricades à Berlin et place de la Concorde à Paris. »

Le bolchevisme n'a jamais été pacifiste. A la garde rouge s'est substituée l'armée rouge. Et, depuis lors, un néo-militarisme s'épanouit en Russie, d'autant plus dangereux qu'il garde la logomachie humanitaire et se dissimule sous un masque socialiste. Issu d'un coup d'État politique, d'un acte de violence, s'implantant à force de décrets, le régime des Soviets russes cherche à se propager dans le monde également par la violence. Il n'a pas d'autres moyens à sa portée, et c'est pourquoi le gouvernement des Soviets est l'adversaire résolu du désarmement général, le persifleur de toutes les procédures d'arbitrage entre les peuples, l'ennemi implacable de la Ligue des nations.

L'article 15 du nouveau programme bolcheviste, élaboré au congrès du parti un an et demi après l'avènement de Lénine, ne laisse aucun doute à cet égard :

« La guerre impérialiste ne pouvait nullement « aboutir à une paix équitable : elle ne pouvait même « pas se terminer par la conclusion, entre les gouver- « nements bourgeois, d'un traité tant soit peu durable. « Elle se transforme à nos yeux en guerre civile « menée par les masses laborieuses, le prolétariat « en tête, contre la bourgeoisie.

« La vigoureuse poussée incessante du prolétariat, « notamment ses victoires dans divers pays, incite

« les exploiteurs à la résistance et provoque la création de nouvelles formes d'alliances capitalistes internationales (ligue ou société des nations, etc.). « Cela produit inévitablement des guerres civiles et « des guerres révolutionnaires menées soit par des « pays où le prolétariat au pouvoir se défend, soit par « des populations opprimées qui luttent contre le « joug des puissances impérialistes.

« Dès lors, la devise des pacifistes préconisant le « désarmement international sous le régime du capitalisme, les tribunaux d'arbitrage, etc. est pire « qu'une utopie révolutionnaire. Elle vise à tromper « les travailleurs, à obtenir le désarmement du prolétariat et à détourner celui-ci de son devoir de « désarmer les exploiteurs. » (*Isvestia* de Moscou, 26 février 1919.)

Fidèles à leur méthode de justifier par des considérations théoriques leurs moindres actes, les bolcheviks se devaient d'exposer amplement « leur politique dans la création de l'armée ». C'est sous ce titre que Trotzky publiait ses thèses dans les journaux officiels (notamment dans la *Commune du Nord* du 28 février 1919). On n'aura pas de peine à démêler, sous des phrases plus ou moins emphatiques, un esprit néo-militariste dont est pénétré tout ce document extrêmement curieux :

« Aussitôt que la lutte des classes se transforme en « une guerre civile et brise le droit bourgeois et les « institutions bourgeoises, l'idée de la milice nationale perd toute sa signification, de même que le

« parlementarisme démocratique devient une arme « entre les mains de la réaction. La période actuelle « de la révolution prolétarienne est une guerre civile « que le prolétariat a déclarée à tous les pays bour- « geois et à toutes les armées bourgeoises, sans voir si « celles-ci sont démocratiques ou non. La victoire du « prolétariat, dans cette guerre civile, aura comme « résultat inévitable la création d'un gouvernement « de prolétaires...

« Nous devons créer une armée d'ouvriers et de « prolétaires des champs qui recevra son instruction « en dehors des casernes, dans des conditions répon- « dant aux habitudes de la classe ouvrière... Nous « aurions la meilleure armée si nous la fondions sur le « principe de l'instruction militaire obligatoire des « paysans dans des conditions analogues à leur tra- « vail habituel. Une pareille armée, formée au fur et « à mesure de l'industrialisation du pays et de la pré- « paration du corps commandant, deviendrait l'ar- « mée la plus invincible du monde. Nous avançons « dans cette voie et nous atteindrons notre but tôt « ou tard. »

Trotzky s'étend ensuite sur l'organisation des troupes régulières et la préparation militaire générale. Et ces passages ne sont ni les moins instructifs ni les moins curieux de ses thèses. Mais là où éclate toute la duplicité du bolchevisme, c'est dans la question du commandement. On veut faire croire à l'étranger que l'armée rouge est dirigée par le prolétariat, qu'elle est animée d'un souffle communiste, encadrée par

des bolcheviks amis de la liberté universelle et qu'à l'instar de l'armée révolutionnaire de 1792, elle représente le triomphe de nouvelles idées. Mais Trotzky est entouré d'un état-major d'officiers supérieurs ayant appartenu à l'ancien régime, dont beaucoup ont une grande valeur et dont l'ambition trouve là un terrain autrement propice que sous le tsarisme. Trotzky sait bien défendre leur cause :

« Si même nous avions la possibilité de créer en « peu d'années un nombre suffisant de nouveaux chefs, « il n'y aurait aucune raison de refuser le concours « de ceux des anciens officiers qui se sont ralliés aux « Soviets et même de ceux qui se sont vus contraints « à nous servir consciencieusement. L'idée qu'une « armée prolétarienne doit avoir ses propres officiers « prolétaires n'est qu'une pure fantaisie. »

Certes Trotzky allègue qu'il suffit de maintenir l'esprit d'une armée dans le sens soviétiste pour qu'elle reste purement prolétarienne, malgré ses cadres de ci-devant. Mais c'est comme pour la dictature du prolétariat, dont les dictateurs ne sont pas des prolétaires.

D'ailleurs le programme nouveau du parti bolcheviste, que nous avons déjà cité, expose dans son article 34, d'une façon suffisamment explicite, les principes fondamentaux du militarisme soviétiste, et on y lit :

« La collaboration à l'œuvre d'organisation de « l'armée et à la direction des opérations stratégiques, « de spécialistes en matière d'art militaire ayant passé

« par l'école de l'ancien régime est de toute néces-
« sité. »

On peut être de telle ou telle opinion sur la valeur combative de l'armée rouge créée par le gouvernement des Soviets, mais on ne peut pas nier qu'elle forme un élément essentiel de la politique léniniste. Qu'un désarmement général international soit aujourd'hui décrété d'un commun accord par tous les gouvernements composant la Ligue des Nations, il y aura un pays qui ne désarmera pas, qui conservera son armée actuelle, c'est la Russie des Soviets. Elle ne désarmera pas, parce que ce serait contraire aux principes de ses chefs, qui estiment que le désarmement rendrait difficile sinon impossible la guerre civile mondiale. D'ailleurs le soldat de l'armée rouge ne consentira pas à rentrer dans son foyer tant que durera le régime des Soviets. Par ces temps de famine et de chômage provoqués par la désorganisation générale de l'industrie et du commerce, seul le soldat est, de tous les citoyens de la république des Soviets, assuré d'être nourri et vêtu.

D'ailleurs les prétextes ne manqueraient pas pour conserver l'armée rouge. C'est toujours au nom du socialisme que les bolcheviks opèrent. On partirait en croisade pour socialiser l'Europe trop « embourgeoisée ».

« Seule, dit l'article 16 du nouveau programme, la
« révolution communiste prolétarienne est capable
« de faire sortir l'humanité de l'impasse où l'ont enga-
« gée les guerres impérialistes.

« Quelles que soient les difficultés de la révolution « quels que soient ses échecs temporaires possibles et « les assauts de la contre-révolution, rien ne pourra « empêcher en définitive la victoire prolétarienne, qui « est inévitable. »

Ainsi l'objectif de la politique des Soviets est précisé avec toute la netteté voulue, et bien entendu cette révolution, que les bolcheviks préconisent comme panacée pour le monde entier, ne doit y prendre que la forme soviétiste. Le porte-parole de Lénine, feu Sverdloff, président du Comité exécutif des Soviets, formula cette idée en une phrase saisissante :

« La révolution mondiale triomphera comme révo-« lution bolcheviste ou elle ne triomphera point. »

Et les flagorneurs de Lénine voient déjà leur idole nommée président de la République universelle des Soviets, tandis qu'à l'étranger bien des cerveaux se laissent prendre, hélas, à ce mirage !

CHAPITRE II

LE DUUMVIRAT : LÉNINE-TROTZKY

D'autres traits que celui du messianisme caractérisent la mentalité des bolcheviks russes. Comme à souhait, ils sont condensés dans les deux représentants-types du régime soviétique : Lénine et Trotzky.

Petit mais trapu, le geste bref et sans grâce, Lénine tourne comme une toupie sur l'estrade réservée aux orateurs. Sa tête, presque complètement dénudée, est solidement plantée sur un cou trop court ; sur sa vaste face de Mongol, de tout petits yeux curieux pétillent malicieusement, et une nuance de mépris pour ses prochains leur donne je ne sais quoi d'inquiétant.

Son débit est un peu monotone, mais il le relève, dès qu'il parle de ses ennemis, par des inflexions de voix terriblement incisives, entrecoupées de petits rires sarcastiques.

Son langage est dépouillé de tout artifice oratoire. Il est primitif, à la portée de tous : les mêmes phrases, les mêmes idées se répètent au courant du discours, presque dans les mêmes termes, et l'on comprend que

l'orateur le fait sciemment, qu'il veut « enfoncer le clou » dans la tête de ses auditeurs. Les formules sont brèves, très claires, jamais pittoresques.

Un paysan madré, têtu, sachant ce qu'il veut, intraitable quand il le faut, mais souple sous les apparences, grand louvoyeur, prêt à s'esquiver sans qu'on s'en aperçoive : tel m'est apparu, à maintes et maintes reprises, dans les réunions publiques et au comité central des Soviets, le chef du gouvernement bolcheviste.

Il appartient à cette catégorie des Russes dont Dostoïevsky disait que « frappés subitement par une forte idée, ils en restent écrasés, parfois pour toujours. Ils n'ont jamais la force de la surmonter, mais ils croient en elle passionnément, et toute leur vie se passe ensuite comme dans les dernières convulsions, sous la pierre tombée sur eux. »

Cette « forte idée » était pour Lénine, comme pour tant de ses disciples, la lutte de classe.

Lénine est un primitif. Dès qu'il fut en possession de la doctrine de la lutte de classe, il rejeta, de propos délibéré, toute recherche scientifique et morale. Il ne voit et ne veut pas voir autre chose dans la société actuelle, et, quel que soit l'événement qui se produise devant ses yeux, si complexe qu'il soit, avec un simplisme désarmant, il le dissèque sans prendre garde aux déchets, jusqu'à ce qu'il croie y avoir trouvé un des aspects de la lutte de classe.

A cet exercice quotidien il s'est desséché singuliè-

rement et épouvanterait le plus sceptique par son rationalisme élémentaire.

Il ne voit dans la vie que le rapport des forces, il bannit de ses préoccupations toute idée de justice ou de morale, et il ne remarque même pas qu'à force d'être matérialiste en tout et pour tout, il est devenu cynique et cruel, sinon dans sa vie privée, — car dans la vie privée il est très affable, mari et fils exemplaires, — à coup sûr dans la vie publique.

Complètement fermé d'ailleurs à toute manifestation d'art, il n'a jamais pu, malgré ses efforts parfois touchants, comprendre la musique ou la littérature. (Dans les œuvres de Tolstoï, il n'a pas trouvé autre chose que l'expression complète de la lutte de classe.)

Il évolue avec d'autant plus d'aisance dans le dédale de la politique intérieure.

Lénine est un « politicien ». Il a du « flair ». Il sait dégager parfois avec une précision surprenante les lignes générales de la politique intérieure de son pays. Il fut presque seul dans son parti à préconiser le coup d'État qui l'a hissé au pouvoir, et quand on lit, à deux ans d'intervalle, ses séries d'articles dans lesquels il exposait au grand jour les points faibles du régime Kerensky et les chances de succès d'un soulèvement, on reste vraiment surpris de sa perspicacité.

Depuis qu'il est au pouvoir, il fait des prodiges d'équilibre afin de s'y maintenir. Tantôt il flatte et protège une couche de la population, les « prolétaires » par exemple, contre une autre, les paysans riches ; tantôt, au contraire, par des mesures appropriées, il

poussé les paysans riches contre ceux qu'il défendait hier, le tout avec un art incontestable.

Il est vraiment le plus grand opportuniste qu'on ait jamais vu. C'est là que nous touchons du doigt la qualité essentielle de Lénine en tant qu'homme politique.

Il a une volonté d'airain. En exil, il était toujours chef ou plutôt dictateur d'une chapelle, et, parmi les socialistes russes à l'étranger, personne n'ignorait que, dans la fraction léniniste, il fallait se soumettre ou se démettre.

Il considère toujours les hommes qui l'entourent comme des pions sur un échiquier. Quand il ne peut pas se servir de quelqu'un, il se désintéresse de lui complètement, à moins que cette personne ne devienne un ennemi politique dangereux. Mais il faut lui rendre cette justice que, contrairement à Trotzky, foncièrement méchant et vindicatif, il ne garde pas rancune.

Son but suprême a été d'arriver au pouvoir, afin d'entreprendre une grande « expérience sociale » — le mot est de lui, — et c'est pourquoi il s'y cramponne, et, malgré la rigidité apparente de ses principes, ne recule devant aucune palinodie pour rester le chef du gouvernement.

Quel mépris du peuple il faut avoir pour l'envisager comme matériel humain d'une « expérience sociale » !

Son apologiste, Maxime Gorky, affirme, il est vrai, que le peuple russe ne mérite pas un autre sort ; nous laissons sur la conscience du chantre de la pitié cette appréciation pour le moins inattendue !... Ceux qui ont du respect pour leur peuple protesteront.

Lénine a beau affirmer qu'il agit dans l'intérêt des humbles, il a beau dire qu'il est en possession d'une panacée, il n'en reste pas moins vrai que c'est à coups de trique qu'il veut engager les Russes dans la voie des réformes sociales, et lorsqu'il invoque la solidarité soi-disant prolétarienne, lui, gentilhomme russe, pour inciter les autres nations à l'imiter, là encore, avec son cynisme habituel, il ne voit dans les peuples étrangers que le matériel humain qui servirait à prolonger son expérience au delà de la Russie, pour sauver son gouvernement d'une faillite.

En réalité, Lénine n'a enrichi la pensée humaine d'aucune idée nouvelle. On chercherait en vain, dans ses ouvrages écrits tant avant que pendant la révolution, autre chose que des commentaires plus ou moins ingénieux de la thèse de Karl Marx.

Même quand il écrivit en 1918 son livre sur la prétendue supériorité du régime des Soviets, il ne trouva pas d'autres arguments en faveur de sa thèse que des citations de Karl Marx. Hélas ! la pauvreté de la pensée caractérise la révolution russe dans toutes ses périodes.

D'ailleurs la plupart des chefs bolchevistes offrent un amalgame bizarre d'un délire messianique bien russe et du rationalisme desséchant germanique. Quelques-uns ont fréquenté l'université allemande. Tous ont reçu leur éducation socialiste dans les écrits marxistes et économiques de langue allemande. Admirateurs sans bornes de la social-démocratie allemande, ils ne lui ménageaient pas leurs éloges avant

la guerre, et, dans tous les congrès internationaux, s'en constituaient les lieutenants fidèles. Ils apprirent par des vulgarisateurs allemands que la France est le pays des petits bourgeois, pays en décadence, incapable de s'industrialiser, et destiné à être le satellite d'une grande puissance quelconque. Les socialistes allemands leur ont enseigné également un mépris profond pour le mouvement ouvrier français et tout spécialement pour le syndicalisme. La culture allemande, jointe à la doctrine du matérialisme historique de Karl Marx (simplifiée d'ailleurs par les bolcheviks jusqu'à l'absurde) en a fait des amoraux. C'est uniquement la force qu'ils admirent ; c'est uniquement les rapports des forces qu'ils voient dans une société et c'est par là qu'ils mesurent l'infériorité ou la supériorité d'une nation.

Durant la guerre, ils furent singulièrement sensibles aux arguments apportés par la propagande allemande, surtout ceux d'entre eux qui avaient vécu en Suisse jusqu'à la chute du tsarisme. Si on enlève de leurs déclamations le vernis internationaliste et anticapitaliste, on constate avec surprise qu'ils partagent, sur les origines et les responsabilités de la guerre, toute la conception officielle de la *Wilhelmstrasse*.

Ils ne cachaient pas leur admiration pour le « génie d'organisation allemand ». Quand Lénine rédigea le programme économique de la révolution prolétarienne, comment procéda-t-il? Il s'empara des méthodes de réglementation et d'étatisme introduites par les puissances centrales et les transplanta sur le sol

natal, parce que « ce qui a été réalisé par l'Allemagne des hobereaux pourrait être parfaitement réalisé en Russie par les Soviets ».

Si encore les révolutionnaires russes s'étaient bornés à imiter l'organisation allemande dans le domaine économique ! Cela leur eût profité. Mais, convaincus que la structure économique et sociale de l'Allemagne était infiniment supérieure à toutes les autres, et que l'État allemand était, au point de vue industriel, le plus avancé et le plus moderne dans la société, ils en ont conclu sans ambages que l'Allemagne était destinée à abattre tous ses ennemis. Cette foi en la victoire allemande, cette résignation à la défaite de la Russie, beaucoup d'autres intellectuels russes, il est vrai, l'ont partagée ; mais chez les marxistes habitués à ne considérer que le côté matériel du problème, elle est devenue un dogme.

Les bolcheviks, au surplus, prétendent que Lénine est le seul disciple de Karl Marx qui ait gardé la doctrine dans toute sa pureté, et Lénine tient beaucoup à cette renommée. Mais, en théorie comme dans la vie, sa souplesse de politicien le rend bien moins intransigeant.

Quand des socialistes de la IIe Internationale se réunissent à Berne, il les stigmatise de « social-traîtres », et quand des syndicalistes français vont à Washington pour la journée de huit heures, il les traite de « jaunes » et de « larbins » du capital.

Mais lorsqu'il engage des négociations avec des

financiers américains ou norvégiens, afin de leur céder d'importantes concessions dans le nord de la Russie, il dit : « Question d'affaires. » Il n'ira pas à Berne, mais il entretenait les relations les plus affables avec l'ambassadeur de Guillaume II à Moscou et laissa condamner à mort, sans sourciller, un révolutionnaire ardent qui participa au complot contre cet ambassadeur d'un gouvernement impérialiste : « Question de politique extérieure » !...

Calculateur froid, en définitive, mais qu'emporte souvent un tempérament de brigand de la Volga, il tolère, sinon encourage les crimes de ses subordonnés. Chef d'une oligarchie, bien plus éloigné du peuple en réalité que ne le sont les socialistes qu'il persécute, foncièrement russe, il reste imprégné du système autocrate légué par l'ancien régime.

Un jour viendra où on s'apercevra qu'il est impossible de baser un régime sur l'immoralité. Nul n'incarne mieux cette immoralité élevée au niveau d'un principe, que le chef du gouvernement des Soviets.

Si Lénine est un primitif, Trotzky est un affiné et déroute parfois par l'imprévu de ses attitudes.

Quand il apparaît à la tribune après le grand chef, le contraste est frappant : on voit le cabotin. Il parle mieux que Lénine, son langage est très châtié ; il s'écoute visiblement et enfile des phrases comme des perles, cherchant avant tout un effet oratoire : sa voix, qu'il veut rendre métallique, sonne trop sou-

vent faux. Je l'ai entendu, à plusieurs reprises, lancer des apostrophes qui n'étaient autre chose que des traductions fidèles de telle ou telle phrase célèbre de Danton ou de Saint-Just. Il trahit là le fond de son âme et les mobiles qui déterminent tous ses actes.

Ce à quoi il aspire, avant tout, c'est de laisser son nom à l'histoire par n'importe quel moyen, car il est vaniteux et dévoré par l'ambition.

Il n'était pas bolchevik avant la révolution. Il s'efforçait toujours de former une fraction ou une chapelle à lui, mais il n'a jamais pu de sa vie trouver des disciples. Il lui manquait la force de persuasion de Lénine.

Intolérant, trop personnel et très antipathique dans la vie privée, car très méchant, il ne pouvait conquérir le cœur des socialistes ses frères. Son plus grand malheur est l'existence de Lénine.

Lorsqu'il se rendait de New-York en Russie, il n'était pas bolchevik. Son incarcération à Halifax par les Anglais, qui ont incontestablement commis là une grande faute politique, contribua beaucoup à le jeter dans les bras des extrémistes. Mais il serait devenu bolchévik sans cela : à peine débarqué sur le continent, il se rendit compte, par la lecture des premiers journaux révolutionnaires russes, qu'il ne pouvait jouer un grand rôle que s'il adhérait au parti d'opposition irréductible.

Comprimant son orgueil, il consentit à être le second de Lénine, espérant supplanter le chef, le moment venu.

Et lui, minimaliste d'hier, adversaire de Lénine dans des questions théoriques et, pratiques de toute importance, non seulement épousa les formules bolchevistes, mais, emporté par son tempérament et le désir de briller à bon compte, il surpassa tout le monde par la démagogie la plus impudente.

Je le verrai toujours sur le tréteau du cirque Moderne, devant la foule de soldats démobilisés, clamer qu'il ne laisserait aux bourgeois en tout et pour tout qu'une paire de pantoufles.

Par nature, il est moins cynique que Lénine. Celui-ci ne s'embarrasse jamais et, dans la paix de Brest-Litovsk, par exemple, il déconcertait tout le monde par la gouaillerie avec laquelle il acceptait les conditions des Allemands.

Trotzky, par contre, ayant solennellement promis de faire une guerre sacrée, une guerre révolutionnaire, ne savait pas comment dissimuler son bluff et continuait à s'enivrer de phrases pompeuses, jusqu'au jour où son chef suprême crut nécessaire de l'exécuter publiquement dans les colonnes des journaux officiels, en traitant sa phraséologie de « gale révolutionnaire ».

Alors Trotzky s'effondra et poussa la lâcheté jusqu'à s'abstenir dans le vote pour et contre l'acceptation de la paix de Brest-Litovsk, ce qui lui valut des commentaires très peu obligeants de la part de tous ses acolytes.

Mais Trotzky a, comme tous les bolcheviks, « misé » sur la victoire « inéluctable », « mathématique » de

l'Allemagne : c'était chez lui la conclusion de l'étude profonde du matérialisme marxiste.

Pour tout témoin de la révolution, elle était exaspérante, cette mentalité de vaincus, surtout parce qu'elle se dissimulait sous des formules ultra-internationalistes et démocratiques.

Aussi bien, la diplomatie bolcheviste en fut tout imprégnée. Pourquoi sont-ils allés à Brest-Litovsk, les représentants du gouvernement des Soviets? Parce qu'ils ont promis, démagogues impudents, à la masse des soldats qui se prélassaient dans les garnisons des grandes villes, la paix immédiate, et c'est à ce prix que cette masse les hissa au pouvoir. Mais dans quel état d'esprit y sont-ils allés? Est-ce en propagandistes internationalistes, comme ils voulaient en persuader le monde? Non, ils s'y sont présentés en vaincus, avec la conviction profonde de l'inévitable victoire allemande sur laquelle ils avaient misé, trop convaincus pour essayer de s'appuyer sur l'Entente. Quelles qu'aient pu être les fautes diplomatiques de l'Entente à ce moment, il ne faut pas oublier qu'elle fut trahie par les bolcheviks, non pas à cause d'une incompatibilité des conceptions sociales, mais bel et bien à cause de la soumission humiliante de ces ultra-révolutionnaires devant la force germanique. Rien ne peut atténuer l'effet de l'aveu fait par Trotzky lui-même dans un discours prononcé dix mois après la paix de Brest-Litovsk, à la réunion solennelle du Conseil exécutif des Soviets et autres organisations révolutionnaires convoquées le 3 oc-

tobre 1918 à Moscou, pour envisager la situation créée par l'approche de la victoire de l'Entente. Trotzky disait :

« Pendant toute la première période de la guerre, « l'Allemagne dominait le monde sans interruption. Sa « domination augmentait toujours. L'Allemagne accou- « tumait tout l'univers à croire que sa supériorité et « son impérialisme étaient immuables. L'industrie de « guerre allemande, l'organisation de sa noblesse en « caste, la supériorité de la discipline et de l'intelli- « gence du peuple allemand, tout cela réuni créait « une machine de guerre, devant laquelle s'inclinaient « les forces réunies de la France, de l'Angleterre, de « l'Italie, de la Russie et des autres petits alliés. « L'Allemagne dictait, par la gueule de ses canons, sa « volonté au monde entier, et il semblait à tous qu'elle « subjuguât, pour une époque indéterminée, toute « l'Europe : elle s'était emparée d'un énorme terri- « toire en France, elle sapait la suprématie navale de « l'Angleterre par ses innombrables sous-marins. *Il « semblait que la suprématie de l'Allemagne fût assu- « rée pour des générations entières, sinon pour l'éter- « nité.* » (*Isvestia*, 4 octobre 1918.)

Voilà dans quel état d'âme ce révolutionnaire entama les négociations avec le gouvernement de Ludendorff : en vaincu et non en internationaliste.

Pourtant, sur la foi de promesses formelles données à maintes reprises par le gouvernement des Soviets, la Russie tout entière était en droit d'exiger que les bolcheviks fissent une guerre révolutionnaire à l'Alle-

magne, « la guerre sacrée ». Mais quand l'heure d'agir et d'organiser cette guerre fut arrivée, on assista à un spectacle édifiant : alors que les journaux bolcheviks, par des manchettes flamboyantes, appelaient les fidèles à la résistance, leurs colonnes s'ornaient d'articles massifs et doctes, dans lesquels le chef du gouvernement, Lénine en personne, prouvait la vanité, l'inutilité, la cruauté de toute résistance, et flagellait les « phraseurs » révolutionnaires. Non seulement il ne voulut pas organiser la guerre de guerrillas, mais il entrava tout effort des sincères (le procès de Dybenko l'a démontré). Si bien qu'aux yeux mêmes des plus illuminés, le rôle de Lénine et de Trotzky commençait à sembler suspect. J'ai entendu, dans les couloirs du palais de Tauride, fin février, la nuit où le conseil exécutif des Soviets votait la paix, un matelot bolchevik, qui participa aux émeutes de la flotte de la mer Noire de 1905, crier, au comble de la surexcitation, devant une quarantaine de délégués : « Lénine agit comme un agent allemand. » Et même Radek, un des négociateurs de la paix, écrivait dans le *Communiste* (nº 4) :

« Nous nous rendons à la merci de l'impérialisme « allemand. Mais ce n'est pas le geste de Brest-« Litovsk (formule ni paix ni guerre) qui a rendu la « chose possible. La responsabilité retombe sur ceux « qui capitulent et remettent la lutte à demain, sur « ceux qui aident l'impérialisme allemand par leur « silence. »

En vérité, si on résume toute cette histoire de la

paix de Brest-Litovsk, on voit bien que Lénine et Trotzky ont fait là un essai d'alliance avec l'Allemagne impérialiste. Leur système ordinaire les a conduits à la dissimuler sous une phraséologie marxiste.. Lénine s'évertuait à démontrer à ses fidèles qu'il ne s'agissait que d'obtenir une trêve, afin de mieux cultiver « l'oasis » socialiste qu'est devenue la Moscovie dans le désert mondial de l'impérialisme. Mais l'attitude plate de ces révolutionnaires devant l'envoyé de l'empereur Guillaume, le comte Mirbach, prouvait bien que la collaboration avec les impérialistes allemands était à cette époque la base de la politique extérieure des Soviets. Et rien ne prévaudra contre le fait que Trotzky et Lénine ont fait fusiller les révolutionnaires qui avaient fomenté le complot contre l'ambassadeur impérial von Mirbach.

A l'encontre de Lénine, qui n'a pas de besoins, qui ne vit que pour son idée bien étriquée, Trotzky aime la vie.

Il est ouvert aux manifestations artistiques ; dilettante en tout, il touche à tout, il n'a rien approfondi.

Journaliste de talent, il n'a cependant pu arriver à définir la théorie du bolchevisme, ce qui reste le privilège incontestable de Lénine. D'ailleurs, tout ce qu'il a écrit depuis la révolution est singulièrement médiocre, et fort au-dessous de ses écrits antérieurs. Son livre sur l'avènement du bolchevisme, dicté à Brest-Litovsk, a désillusionné tous les bolchevistes.

Pas plus que Lénine, d'ailleurs, il n'a apporté aucune idée nouvelle.

A Brest-Litovsk, il a donné la mesure de son savoir, et ses interminables discours rappelaient étrangement la manière des étudiants de Moscou et de Pétrograd, qui passaient la nuit autour d'une tasse de thé, dans des discussions fumeuses ne comportant jamais de conclusion.

Mais, comme homme d'action, il est incontestablement remarquable.

Doué d'une puissance de travail que n'égale que celle de Lénine, il remue tous les milieux où il passe.

Ayant étouffé le sentimentalisme, cet homme est devenu l'un des plus cruels de la Russie, cruauté d'autant plus dangereuse qu'il est terriblement vindicatif. Lénine, plus malin, tolère les crimes, les encourage même, mais reste toujours dans les coulisses.

Lénine laissa fusiller Alexandrof, le jeune révolutionnaire sincère qui ourdit le complot contre le comte Mirbach, en même temps que contre l'organisation officielle de la terreur, mais Trotzky est allé assister à l'exécution, et il glaça le cœur des bolcheviks en arrivant en pleine nuit au conseil exécutif des Soviets pour annoncer de sa voix métallique la nouvelle que chacun redoutait d'entendre : « Alexandrof est fusillé; il est mort comme un héros ! »

Il a sur la conscience un crime plus terrible : il fit arrêter le capitaine Stchastny, un homme qui avait rendu un grand service au peuple en sauvant les unités de la flotte baltique. Il l'accusait d'avoir ourdi un complot contre le pouvoir des Soviets. Il lui refusa le droit de faire comparaître des témoins, malgré les réclamations de ses fidèles matelots. Mais il

se présenta comme accusateur devant le tribunal suprême, composé de ses propres fonctionnaires, et, sans preuve aucune, fit condamner le malheureux à mort, après l'avoir bâillonné. (Cette épouvantable tragédie est relatée d'une façon remarquable dans la brochure publiée par l'homme intègre qu'est L. Martof : *A bas la peine de mort* ! dont la traduction française a paru à Paris.)

Avec Lénine, Trotzky a cela de commun qu'il est autant que lui avide de pouvoir. Il n'est pas aimé des bolcheviks. Mais il s'est rendu indispensable en consacrant toute son activité à l'organisation de l'armée.

Là, il s'est découvert l'âme militariste.

Avec la même impudence qu'il montra en d'autres occasions, il renia tous les principes antimilitaristes qu'il professait autrefois, sous le régime Kerensky ; il rétablit l'ancienne discipline à la prussienne, dont était toujours animée l'armée russe. S'étant entouré des officiers supérieurs de l'ancien régime, qui lui obéissent, les uns par crainte de représailles et les autres par ambition, il est en train d'inaugurer un nouveau militarisme, dont les dangers ne pourront échapper à personne.

Quand il passe en revue ses soldats, leur distribue des décorations et leur donne l'accolade, tout comme autrefois le grand-duc Nicolas, on a vraiment l'impression que le peuple russe est resté aussi passif qu'il l'était jadis, et que seuls les décors ont changé. Peut-être Trotzky rêve-t-il de devenir le Napoléon de la Russie révolutionnaire...

CHAPITRE III

LE PROLÉTARIAT FANTÔME

Mais Lénine et Trotzky se défendent bien de vouloir constituer une oligarchie nouvelle : ils prétendent agir au nom de « Sa Majesté le Prolétariat », dont ils seraient les élus et les représentants.

A les entendre, la révolution aurait traversé des étapes qu'ils résument avec une simplicité séduisante: en mars 1917, le prolétariat aurait renversé le tsarisme, mais la bourgeoisie se serait emparée du pouvoir. Elle aurait subi ensuite l'assaut des ouvriers et des « sans terre » groupés dans des Comités, dits Soviets. Cette lutte de classes se serait poursuivie avec acharnement, pendant tout le printemps et l'été de 1917. Soumis d'abord à un certain contrôle du Soviet de Petrograd, le gouvernement capitaliste aurait montré les dents, cherchant à écraser le mouvement ouvrier paysan, par la tentative militaire ratée de Korniloff. Le prolétariat se serait enfin emparé du pouvoir en novembre 1917, et, entraînant à sa suite les « sans terre », aurait établi sa dictature radieuse. Depuis lors, sur la ruine de la bourgeoisie et

du capital, un régime socialiste et communiste se serait implanté en Russie, sous la forme d'une République des Soviets.

Bref, la révolution russe aurait réalisé, de 1917 à 1919, docilement, comme un écolier qui écoute son maître, le programme rédigé, avant 1848, par Karl Marx dans son Manifeste Communiste.

Qui pourrait méconnaître l'attrait singulier qu'exerce une telle interprétation des faits sur les masses laborieuses de tous les pays? Ce drapeau rouge hissé au-dessus du Kremlin, — voilà le mirage qui fait acheminer tant d'illuminés sincères sur la route du bolchevisme.

Voyons pourtant : voilà un pays essentiellement agricole. Sur 131 millions d'habitants qui peuplaient, au moment de la révolution, l'immense territoire de la Russie d'Europe, on comptait seulement 19 millions de citadins et 112 millions de ruraux. Et, parmi ces 19 millions de citadins, on trouvait à peine 2 millions de prolétaires industriels, réduits aujourd'hui à un chiffre ridicule de 850.000. Si même vous ajoutez à ce chiffre 800.000 ouvriers et employés de chemins de fer, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans l'océan de la Russie rurale.

Certes, ce pays n'était pas dépourvu de toute armature industrielle. On ne manquait pas de statistiques démontrant les rapides progrès économiques accomplis par lui dans la dernière décade qui a précédé la guerre. C'est tout de même un fait important que, pour la première fois dans l'histoire de la Russie,

le tonnage de la houille transportée par chemins de fer en 1911 a dépassé celui des céréales. La Russie s'engageait dans les voies de la civilisation industrielle.

Les effectifs ouvriers enflaient sensiblement durant cet essor. Rien que pendant les quatre dernières années (de 1910 à 1914), l'accroissement, dans les établissements soumis à l'inspection, atteignait 20 %. Mais, comme nous venons de le dire, l'ensemble des ouvriers, dans les 14.046 établissements enregistrés, n'atteignait pas, au moment de la déclaration de guerre, 2 millions d'individus, exactement 1.960.800, dont 89,1 % d'adultes. Et par-dessus le marché, c'est l'industrie textile, et non point la métallurgie du fer, qui détenait en Russie l'hégémonie dans la production. On comptait en effet, vers 1915, environ 500.000 ouvriers dans cette branche, dont 281.000 femmes. Voilà bien une indication qu'il importe de retenir, car, en Europe occidentale, c'est justement le contraire depuis un demi-siècle.

Supposons cependant que, d'aventure, ces deux millions d'ouvriers aient pu faire la loi aux 131 millions d'habitants. Eh bien, les allégations des théoriciens bolchevistes, qui, dans un but facile à deviner, représentent le régime actuel comme celui de la dictature du prolétariat, ces allégations ne tiendraient pas debout. Car les deux millions de prolétaires russes n'avaient point la formation ni la mentalité des ouvriers de l'Occident.

Les résultats des enquêtes les plus minutieuses

prouvent qu'au moment de la chute du tsarisme, la majorité des ouvriers russes appartenaient encore à la première génération des paysans qui avaient abandonné leurs champs pour les faubourgs ; un cinquième, tout au plus, étaient de vrais prolétaires, c'est-à-dire qu'ils n'avaient conservé aucun lien avec la masse rurale.

C'est ainsi, par exemple, que, selon les données des différentes enquêtes, sur 100 ouvriers occupés dans des établissements industriels pris un peu au hasard dans des régions diverses, figuraient[1] :

Années.	Paysans.	Autres classes.
	(P. 100.)	
1884	91,5	8,5
1899	94,2	5,8
1902	87,3	12,7
1912	91,8	8,2

Quelle mentalité ces ouvriers fraîchement issus de la masse rurale pouvaient-ils avoir? La philosophie des producteurs leur était encore tout à fait étrangère. Ils considéraient les choses en consommateurs, et tout établissement industriel leur semblait destiné à être un objet de partage. Le rêve de leurs frères attachés à la glèbe n'était-il pas l'allotissement universel? Quoi? Lénine proclamait la maturité de ce prolétariat, alors que c'est à peine si la civilisation industrielle l'avait effleuré? alors qu'il n'avait pas

1. Les données des enquêtes dont nous nous servons dans ce chapitre sont résumées par Soukhanoff (actuellement fonctionnaire des Soviets) dans : *le Prolétariat et les Champs*, Pétrograd, 1918.

encore franchi ce stade inférieur de l'évolution industrielle où, pour l'ouvrier, la machine est une ennemie et l'usine une prison?

Les chiffres du tableau ci-dessus, bien qu'ils portent sur un nombre relativement restreint d'ouvriers, sont caractéristiques ; la proportion y est constante. Les 9/10 de la classe ouvrière russe sont issus de la campagne, et si ces chiffres ne suffisent pas comme preuve, en voici d'autres qui les complètent heureusement, car ils montrent que, toujours d'après des enquêtes scientifiques, les parents de la grande majorité des ouvriers russes ne travaillaient pas dans les établissements industriels :

Enquêtes.	P. 100 des ouvriers dont les pères travaillaient dans l'usine.	P. 100 des ouvriers dont les pères ne travaillaient pas dans l'usine.
1884 (pour trois districts de Moscou.	55,0	45,0
1897 (province de Wladimir, sur 117.000 ouvriers).	38,0	62,0
1899 (manufacture de Zindel à Moscou, sur 1.411 ouvriers) .	44,4	55,6
1909 (à Moscou, sur 34.785 ouvriers.	44,4	55,6

D'après la même enquête, la moyenne des ouvriers dont les pères étaient déjà employés dans l'industrie atteint 44,4 % (pour l'industrie textile de Moscou, 43,4 % ; pour les usines mécaniques, 46,0 %).

Ce qui empêchait la formation du prolétariat industriel, c'était le flux et le reflux continuel des

paysans s'enfermant dans les usines pour une durée plus ou moins longue, et retournant ensuite dans leur village. Non pas qu'ils s'en allassent participer aux travaux des champs, comme on se l'imaginait à l'étranger et même en Russie. Le pourcentage de ceux qui s'adonnaient à cette pratique était bien faible.

	Partis aux travaux des champs.	Restés.
	(P. 100.)	
1884 (pour Moscou, sur 17.729 ouvriers)	11,9	88,1
1889 (pour Moscou, sur 1.216 ouvriers)	12,6	87,4
1909 (pour Moscou, sur 34.715 ouvriers)	5,6	94,4

Au surplus, ce pourcentage qui, on le voit, variait de 5 à 12 %, tendait à diminuer au moment de la guerre.

Une fois engagé dans l'usine, le paysan russe y restait ordinairement toute l'année, si bien que, sous le rapport du mode du travail, on pouvait le considérer, à la rigueur, comme un vrai prolétaire ; mais il gardait ordinairement son lopin de terre qu'il faisait cultiver par sa famille, à qui il envoyait ses économies ; l'état des récoltes l'intéressait bien plus que la marche de son usine qu'il n'envisageait qu'au point de vue du salaire et comme un appoint temporaire.

Lénine a beau appliquer la phraséologie marxiste au prolétariat russe, qu'il ne connaissait pas, ayant

passé ses meilleures années en Suisse, l'ouvrier russe, même dans les agglomérations comme Pétrograd, vivait rarement avec femme et enfants. Allait-il s'embarrasser de sa famille, qui restait à la campagne pour travailler son exploitation agricole, tandis que lui gagnait l'argent nécessaire pour faire vivre les siens? Même parmi l'aristocratie ouvrière russe — ce sont les imprimeurs de Moscou — les deux tiers seulement faisaient venir leurs familles, et combien continuaient à envoyer leurs économies chez eux ! Etranges prolétaires, en vérité, qui, à certains égards, pouvaient être considérés comme des exploiteurs : en effet, ces chefs de famille, dont les proches exploitaient leurs champs, se faisaient aider souvent, à leur tour, par des salariés agricoles...

On n'a pas idée à l'étranger de l'instabilité qui était la règle générale en Russie parmi le personnel ouvrier. A Bakou, par exemple, l'immense majorité des ouvriers ne restaient pas plus de cinq années sur les chantiers, et s'éparpillaient ensuite. Un autre exemple plus curieux encore : l'enquête faite dans le Manchester russe, à Ivanov-Voznessensk, établit que 55,2 % de la population ouvrière y vivaient moins de cinq années, 28,6 % n'y restaient pas plus d'un an, et le reste n'y venait que pour quelques mois. Même chez les imprimeurs de Moscou, 26,7 % seulement exerçaient leur métier plus de cinq ans et 26 % moins d'un an.

Aussi bien la jeunesse dominait-elle parmi le prolétariat russe ; l'âge moyen de l'ouvrier de Bakou

était de 26 ans ; dans les grandes manufactures de Zindel, 13 % seulement du personnel avaient plus de 40 ans. Enfin, d'après le recensement fait à Moscou, à Pétrograd et à Bakou, on ne comptait pas plus de 20 % d'ouvriers ayant dépassé la quarantaine.

Or, ces conditions, nettement défavorables, s'étaient singulièrement aggravées pendant la guerre.

Il existait, en effet, une minorité d'ouvriers, pour lesquels l'agriculture n'était pas autre chose qu'une assurance pour la vieillesse, qui avaient rompu tous les liens avec le village natal, qui étaient nés ouvriers, vrais enfants du faubourg, minorité submergée dans cette armée industrielle, dont l'ensemble formait une classe transitoire. Ils avaient pu, malgré les difficultés sans nombre que dressait devant eux l'ancien régime, se forger des organisations syndicales. On pouvait observer, avant 1914, la formation, dans les grands centres comme Pétrograd d'une élite ouvrière souvent remarquable. Mais la guerre brisa l'élan, éparpilla les meilleurs ouvriers sur le front, et jeta dans les usines, lors de la mobilisation industrielle, une armée de paysans salariés qui noyèrent les faibles effectifs de syndiqués.

Pendant la guerre, en effet, le grand centre des fabrications de munitions, Pétrograd, a vu augmenter considérablement, comme d'autres capitales, le nombre de ses ouvriers, notamment dans la métallurgie, l'industrie chimique et l'industrie du papier. Dans les autres branches on a enregistré une dimi-

nution des effectifs, ce que démontre le tableau suivant :

INDUSTRIE.	AU 1er JANVIER 1913.			AU 1er JANVIER 1917.		
	Nombre d'entreprises avec plus de 100 ouvriers.	Nombre d'ouvriers.		Nombre d'entreprises avec plus de 100 ouvriers.	Nombre d'ouvriers.	
		En tout.	Moyenne par entreprise.		En tout.	Moyenne par entreprise.
Textile......	52	46 968	903	54	42 985	796
Papier......	59	13 865	269	52	21 416	412
Bois........	27	5 025	186	23	4 715	205
Métallurgie..	81	61 863	761	172	248423	1 444
Minérale....	77	20 098	261	39	10 237	262
Alimentation	37	17 979	486	28	14 030	501
Chimique...	13	16 698	1 285	20	44 525	2 226
Divers......	2	847	423	12	5 219	493
Agricole....	14	9 069	648	14	11 126	795
TOTAL...	362	194219	5 202	414	403376	7 134

Ainsi donc, au moment de la révolution, le nombre des ouvriers de « Pétrograd la rouge » atteignait 403.376 personnes contre 194.219 à la veille de la guerre. Si l'on fixe à 100 le nombre des ouvriers en 1913, l'augmentation s'exprime de la manière suivante :

	Janvier 1913.	Janvier 1917.
Nombre des établissements . . .	100	148,2
— des ouvriers	100	207,7
Moyenne par établissement . . .	100	181,7

On s'imagine facilement quel état d'esprit devait animer cette masse intéressée à la prospérité de ses exploitations agricoles, envisageant le travail, dans les usines comme un pis-aller, s'occupant à peine de l'amélioration des conditions d'un travail essentiellement temporaire.

Le flux et le reflux continuel des travailleurs, qui caractérisaient déjà la Russie d'avant-guerre, devint plus intense que jamais. Qu'on me permette de citer un seul exemple, vraiment curieux : d'après une enquête, faite tout récemment par le Commissariat bolcheviste du Travail, et portant sur 598 établissements industriels de Moscou, le personnel de ces établissements a été changé pendant la guerre, de 1914 à 1918, plusieurs fois; dans le textile, 4,9 fois; dans les métaux, 4,5 %; dans l'industrie chimique, 4,5; dans l'industrie du bois, 5,1 %; dans l'industrie minérale, 5,8 fois; dans l'alimentation, 3,3 % et ainsi de suite[1].

Vraiment, il ne fallait pas être grand clerc en matière sociale ni même orner son bureau de travail des trois tomes du « *Capital* », pour comprendre que le prolétariat russe, surtout celui de Pétrograd, noyé dans la masse de paysans ayant afflué pour les besoins de la défense nationale, devait trahir à chaque pas son impréparation pour une révolution économique.

D'ailleurs, la statistique du mouvement gréviste

1. Voir la *Statistique du travail*, Moscou, 15 octobre 1918.

russe démontre que la Russie de l'ancien régime a de tout temps connu des grèves politiques qui l'emportaient sur les grèves professionnelles et économiques. Voici un tableau bien suggestif à cet égard :

PÉRIODES.	GRÈVES ÉCONOMIQUES.		GRÈVES POLITIQUES.		P. 100 des grèves politiques.	
	Nombre de grèves.	Nombre de grévistes.	Nombre de grèves.	Nombre de grévistes.	Grèves.	Grévistes.
					P 100.	P.100.
1905 à 1907.	9 298	2 096 000	14 378	2 615 000	60,7	55,5
1907 à 1911.	1 374	279 000	546	113 000	28,4	28,8
1912 à 1914.	3 449	999 000	4 899	2 111 000	58,7	67,9
1915 à 1916.	1 882	1 160 000	456	466 000	19,5	28,6
TOTAL en	16 003	4 534 000	20 279	5 305 000	53,3	51,6
1917.....	621	210 000	1 317	682 000	68 »	76,4

Ainsi donc, dans la dernière décade, plus de la moitié des grèves déclenchées en Russie avaient un caractère nettement politique. Or, en 1914, la veille de la guerre, la vague des grèves politiques devenait particulièrement puissante : on enregistre, jusqu'à la déclaration de guerre, 72,6 % de grèves politiques, outre les mouvements de janvier et de mai. Les grèves éclatèrent au mois de mars, notamment dans tous les grands centres, à Bakou, à Petrograd, à Moscou, à Riga, à Kieff, à Rostov-sur-Don, à Vilna ; parmi les mobiles de ces mouvements, on peut indiquer la répression contre la presse ouvrière, la disso-

lution de l'union syndicale des métallurgistes, la réponse du gouvernement à l'interpellation faite à la Douma à propos des massacres de la Léna, et surtout les épidémies surgies dans les usines de Pétrograd. Rien que dans les établissements de Poutiloff, sur les chantiers de la Néva, quatre grèves eurent lieu en 1914 ; les usiniers de Pétrograd avaient eu même recours à un lock-out qui dura du 20 au 26 mars.

On comprend que cette masse, apte à constituer une armée pour une révolution politique, était, en même temps, la proie désignée de toute surenchère démagogique. Nous allons voir quel rôle elle a joué dans la révolution, et comment elle a été exploitée par les nouveaux dirigeants de la Russie.

Mais, peut-être, les explications qui précèdent contribueront-elles déjà à ce que le mirage qu'exerce le prolétariat russe soit quelque peu dissipé.

CHAPITRE IV

LA DÉBILITÉ DE LA BOURGEOISIE ET L'AVÈNEMENT DES SOVIETS

Au fait, le prolétariat russe n'a même pas *renversé* le tsarisme, pas plus que la poignée de bolcheviks, disséminés à cette époque par-ci par-là, n'a joué aucun rôle dans la grande révolution initiale.

N'oublions pas que l'ancien régime était tellement miné, qu'il a suffi d'une légère convulsion, *provoquée par une crise de subsistances*, pour qu'il s'écroulât lamentablement. Et cependant il eût pu être abattu bien plus tôt, si l'état de prostration dans lequel se trouvaient toutes les classes de la population (et le prolétariat tout particulièrement) n'eût pas été si fort dans la capitale comme en province. Dangereux indice pour un peuple qui allait être appelé à se gouverner lui-même !

Un an après la chute du tsarisme — presque jour pour jour — cette même population devait se prononcer sur une question de vie ou de mort pour la Russie : sur la paix de Brest-Litvosk. Ah ! cette poi-

gnante et triste nuit de février au palais de Tauride, où le conseil exécutif des Soviets venait de se réunir pour voter, sur l'ordre de Lénine, la signature du traité ! Aux alentours du palais illuminé, désert complet ; par-ci par-là des ombres inquiétantes guettant le passant intrépide, pour le dévaliser. Pas une délégation ouvrière ne s'était présentée pour s'enquérir des résultats du vote, encore moins pour manifester sa volonté ou simplement ses désirs. Dans les casernes, à travers les fenêtres éclairées, j'apercevais des soldats jouant éperdument aux cartes. Sur les murs de la ville, deux douzaines d'affiches, l'une plus alléchante que l'autre, annonçaient des bals populaires.

« La mobilisation générale des forces dansantes est décrétée », lisais-je sur l'une.

« Les vêtements ne sont plus obligatoires », insinuait une autre.

Les ouvriers des faubourgs de Pétrograd « la rouge » et les matelots qui avaient trop longtemps navigué sur la terre s'amusaient cette nuit-là.

On a peine à se figurer un contraste plus saisissant entre la grandeur tragique des événements et cette indifférence !

D'ailleurs le prolétariat eût-il été prêt qu'il n'aurait pu accomplir la mission que lui assigne la logomachie bolcheviste.

Quoi qu'on dise, la *révolution russe*, rendue nécessaire par des siècles d'esclavage, est une formidable *révolte des paysans* contre le régime féodal et ne résulte guère d'un mouvement ouvrier.

Elle secoue de fond en comble tout l'Est de l'Europe. En tant que force destructive, ayant mis fin à la féodalité et à l'autocratie orientales et préparant des voies vers la démocratie, elle doit être saluée par tout homme épris de progrès.

Désormais la monarchie absolue, ou plus exactement la période historique marquée par la domination de Saint-Pétersbourg, a vécu ; sa chute a révélé l'antinomie qui existait entre le peuple et le sommet de la société. Un jour le prince Gagarine se vantait que « 103.000 propriétaires fonciers gouvernaient 22 millions d'habitants » ; il ne comprenait pas les dangers d'un pareil régime. Les apologistes du tsarisme trouvaient naturel qu'une prétendue « fatalité historique » fît de la Russie un État en « perpétuelle formation », même géographiquement parlant, et que l'empire s'étendît tous les siècles de quelque 50.000 kilomètres carrés, tant et si bien que, selon le mot du panslaviste Aksakoff, après une existence millénaire « les murs de la maison » qu'habitaient les Russes n'étaient pas définitivement posés, ni ses fondations creusées partout ! Ils ne voyaient pas, ces apologistes, que l'équilibre instable résultant de ce qu'on laissait le peuple sous une épaisseur de misère et d'ignorance présageait un écroulement sans précédent.

« L'État s'enfle, le peuple s'étiole », constatait avec angoisse le grand historien Klioutchevsky.

Le peuple, qui n'avait jamais participé à la vie politique et sociale, une fois abandonné subitement

au libre jeu de ses instincts, devait fatalement s'égarer.

Combien avait raison le grand Jaurès, lorsqu'il écrivait :

« Les révolutions sont la forme barbare du progrès.
« Si noble, si féconde, si nécessaire que soit une
« révolution, elle appartient toujours à l'époque
« inférieure et demi-bestiale de l'humanité. Est-il
« permis d'entrevoir le jour où la forme du progrès
« humain sera vraiment humaine? » (*La Convention*, p. 1671.)

Mais si la révolution russe est essentiellement la poussée du moujik, comment se fait-il qu'elle ait placé à sa tête des chefs dont l'objectif, la mentalité, la doctrine n'ont rien de commun avec les aspirations de la masse rurale?

Étrange paradoxe, en vérité !

Il s'explique par l'absence, dans cet immense pays, de chefs représentant les ruraux entretenus par le tsarisme dans l'ignorance ; il s'explique aussi par le dogmatisme stérile de la bourgeoisie incapable, comme en France, en 1889, de prendre la tête du mouvement.

Oui, la mission dévolue à la bourgeoisie russe était sensiblement analogue à celle qu'avait accomplie la bourgeoisie française après la chute de la monarchie.

« Une classe n'est égoïste que lorsqu'elle s'oppose,
« dans son intérêt étroit, à l'avènement d'une forme
« sociale nouvelle, préparée par le mouvement des
« choses et par le travail des esprits — écrivait Jau-
« rès dans sa *Convention*. Mais quand, en dehors des

« formes de propriété constituée et qui se dégagent à
« peine de la servitude féodale et de l'arbitraire royal,
« il n'y a rien, rien que le désordre stérile et l'anarchie
« contre-révolutionnaire, une classe, qui s'oppose à
« des atteintes désordonnées, ne fait pas œuvre
« égoïste, elle fait œuvre historique et universelle.
« Elle ne sauve point seulement elle-même ; elle
« sauve toute la nation nouvelle, toute l'humanité
« nouvelle et, en préservant la terre de la révolution,
« elle préserve les germes débiles des révolutions nou-
« velles qui y tressaillent obscurément. »

On pouvait supposer, à un moment donné, que la bourgeoisie russe serait en mesure d'accomplir sa tâche.

Car, dans les années qui précédèrent la guerre, l'industrie russe était entrée dans une époque de renouveau durable, malgré la pénurie de transports et en dépit des entraves imaginées par la bureaucratie tsarienne. Ce n'était plus pour l'État que l'industrie travaillait, mais pour le *marché intérieur* éclos dans le vaste empire. Il apparaissait également que l'industrialisation de la Russie était suffisamment avancée pour que la prospérité économique du pays fût bien plus indépendante de la bonne ou de la mauvaise récolte que par le passé.

Bien mieux : poussés par la nécessité d'avoir une politique économique conforme aux progrès modernes, les industriels russes allaient forger leurs organisations autonomes. Car l'ancien régime a toujours été « libéral » à l'égard de l'industrie qu'il encourageait

de tous ses moyens, mais à condition d'exercer sa tutelle suprême et constante sur toutes les manifestations de la vie économique de l'empire. Les hommes d'affaires de vieille souche savaient par expérience que les organes de défense de l'industrie devaient se borner à implorer les subsides de l'État.

En 1901-1902, pour remédier à la crise générale, les métallurgistes s'adressaient à l'État en lui demandant d'introduire le syndicat obligatoire dans la sidérurgie. Si le gouvernement avait pu prévoir que son refus allait stimuler l'éclosion des cartels indépendants, il se fût prêté peut-être à cette expérience. Il eût agi comme vingt ans auparavant dans la question des chemins de fer, lorsque, pour briser la puissance du capital industriel en formation, représenté par les « rois du rail », selon l'expression du comte Witte, il avait racheté les compagnies et inauguré l'exploitation par l'État, se réservant le droit exclusif de tarification, ce qui lui avait permis depuis lors d'exercer sur l'ensemble de l'industrie un pouvoir très étendu.

Or, depuis 1906, une mentalité nouvelle s'était fait jour chez les industriels russes. D'une part, ils formaient des cartels : en 1902, il n'en existait que cinq : d'après des calculs, d'ailleurs approximatifs, on en comptait 112 vers 1914. Certaines industries, comme la métallurgie, étaient réglementées aussi étroitement que dans les cartels modèles de l'Allemagne. Simultanément, les industriels s'organisaient en associations ayant pour but la défense des intérêts généraux de l'industrie. On a calculé que 59,1 % de tous les comi-

tés industriels et 56,3 % de l'ensemble des comités de Bourse, qui correspondent à peu près à nos Chambres de commerce, datent de 1906.

Enfin l'industrialisation rapide des dernières années d'avant la guerre avait provoqué l'expansion des banques qui contrôlaient, au moment de la révolution, toutes les branches de l'activité industrielle du pays. L'ensemble de tous ces éléments a doté la Russie d'une ossature bien plus solide que l'on ne s'imaginait communément.

Il était d'autant plus paradoxal que la noblesse foncière continuât à former le cadre social de la bureaucratie et à peser de tout son poids sur les pouvoirs publics, alors qu'elle avait cessé, depuis longtemps déjà, d'être la maîtresse du sol russe.

Les statistiques de l'avant-guerre nous donnaient un tableau frappant de la dislocation des biens nobles au profit des négociants, des industriels et surtout des paysans. La « Banque Foncière de la noblesse » et la soi-disant « Banque des Paysans » avaient beau accorder des avances scandaleuses aux hobereaux et faire monter le prix de vente des terres, elles étaient impuissantes à arrêter le mouvement.

Se sentant entraînés par l'inexorable progrès économique, les « terriens » s'accrochaient au pouvoir et cherchaient à conserver leurs privilèges politiques, coûte que coûte. Guidés par un Comité central, dont l'existence fut tenue secrète pendant de longues années, ils fixaient au Gouvernement impérial toute sa politique intérieure. Ce sont eux qui,

dans l'intérêt exclusif de la noblesse déchue, firent dissoudre le Parlement (la Douma) en 1906. Ce sont eux qui, à la même époque, s'opposèrent à l'entrée dans le ministère des députés de la Douma. Ce sont eux qui obtinrent la modification des lois électorales de 1907 dans le sens antidémocratique.

Mais la révolution a révélé qu'il n'existait en Russie que la *haute* bourgeoisie, la *haute* finance, formant une couche bien mince. L'évolution économique, que nous venons de tracer rapidement, n'a pas été assez profonde pour faire surgir des classes intermédiaires assez robustes. La bourgeoisie moyenne n'est en formation que depuis le grand cataclysme. Faute de pouvoir s'appuyer sur les couches, pratiquement inexistantes, de la démocratie urbaine et rurale, la haute bourgeoisie devait faire faillite.

Un grand industriel me disait un jour à Pétrograd : « Oui, nous sommes encore débiles. Nous n'avons pas encore appris à nous gouverner nous-mêmes. La tutelle de l'État nous a perdus. »

Dès lors, les conditions étaient particulièrement favorables à ce qu'un parti politique s'emparât du pouvoir, — parti composé d'hommes énergiques, bien décidés, pratiquant la surenchère, la démagogie, et spéculant sur la détresse des soldats meurtris par une longue guerre.

L'instrument de ce coup d'État était le *Soviet*.

Par ses origines, un Soviet (conseil des délégués ouvriers et paysans) n'est pas autre chose qu'un

club révolutionnaire, pareil à ceux qui ont surgi pendant la grande Révolution française. A ses débuts, le Soviet de Pétrograd notamment n'avait pas un caractère homogène de classe et rassemblait, en un amalgame parfois bizarre, beaucoup de démocrates en quête d'un organisme propre à démolir, par une action soutenue, les vestiges de l'ancien régime.

Que l'on se figure dans quelle situation étrange et difficile la chute du tsarisme a surpris les esprits. Alors que les libéraux étaient à même de préparer, par le canal de la Douma d'Empire et des Comités industriels militaires, l'avènement du nouveau régime, les démocrates des autres nuances, depuis les militants socialistes jusqu'aux républicains qui voulaient s'appuyer sur le mouvement ouvrier, restaient, pour ainsi dire, sans abri.

Le gouvernement de Nicolas II étouffait implacablement toutes les initiatives. Malgré les protestations du patronat, il entravait la formation des syndicats professionnels ouvriers et profitait de la guerre pour dissoudre le peu d'organisations qui existaient encore. Si bien que la révolution survenue à l'improviste, à la suite des difficultés alimentaires, aucun corps politique ni social ne pouvait héberger ces éléments. Alors quelques intellectuels dressèrent en hâte des baraquements, selon l'expression pittoresque d'un chef révolutionnaire. C'étaient les clubs, dits conseils des délégués ouvriers et soldats ou Soviets.

Pendant les premiers mois de la tourmente, le Soviet de Pétrograd devient rapidement le centre de

l'action révolutionnaire. Il dirige le mouvement, décide des arrestations et cherche à exprimer les revendications, de la masse, qui abandonne complètement la Douma. Dès cette époque on constate la *dualité des pouvoirs* en Russie, à peine masquée par les velléités d'indépendance d'un gouvernement provisoire débile et impuissant.

Bientôt le Soviet de Pétrograd se voit obligé d'accomplir des efforts réformateurs ; non pas qu'il y fût prédestiné par sa compétence ou par sa composition, mais tout simplement à défaut d'autres organisations, dont est si riche l'Occident. Le Comité exécutif des Soviets de toute la Russie prend des initiatives, agit comme un ferment, jette des embryons de maints organismes nouveaux, et crée diverses « sections » dont quelques-unes deviennent très importantes, mais toutes *provisoires* par définition. Ce sont :

1° La Section pour la préparation de la Constituante ;

2° La Section pour réglementer les conditions du travail ;

3° La Section provinciale pour nouer les relations avec les Soviets locaux ;

4° La Section économique, qui élabore le programme dont lecture fut donnée par Tcheidzé à la Conférence de Moscou ;

5° La Section agraire ;

6° La Section de propagande ;

7° La Section de l'armée.

Pour peu qu'on examine l'activité de ces Sections, leur caractère essentiellement temporaire saute aux yeux.

Pendant les premiers mois de la révolution, la Section du travail s'occupe de l'organisation des syndicats professionnels ouvriers et de la représentation ouvrière dans les commissions d'arbitrage ; elle intervient dans les conflits entre employeurs et employés, assiste aux conférences des comités d'usines, etc. Mais à mesure que les syndicats s'organisent, les chefs du Soviet reconnaissent eux-mêmes qu'ils empiètent sur un terrain qui n'est plus le leur et s'effacent.

Il en était de même pour toutes les autres sections du Soviet.

Durant les premiers mois de la révolution, on constate des ingérences continuelles, les Soviets collaborent aux côtés de l'administration locale. Mais cela doit cesser avec l'éclosion des municipalités ; les chefs des Soviets (socialistes minimalistes) le constatent :

« Les municipalités issues du suffrage universel
« ont dans la vie locale plus d'autorité que les Soviets.
« Il ne se trouvera pas un seul démocrate pour le
« regretter, car les élections municipales se font
« d'après une loi meilleure, plus parfaite et surtout
« plus démocratique que les élections au Soviet. »
(*Isvestia*, quotidien officiel des Soviets, du 12 oct. 1917.)

De même le Soviet participe à l'élaboration et à la vulgarisation de la loi relative à l'Assemblée Constituante. Il forme 1.800 instructeurs chargés de répandre

dans les villes et les villages les principes de la Constituante. Il publie même, avant le gouvernement, le texte de la loi et rédige un commentaire à la portée de tout le monde. Toute cette activité était encore temporaire.

Le Soviet de Pétrograd constitue également une Section juridique, qui travaille en contact avec le ministère de la Justice. Tantôt elle élabore elle-même des projets de loi, pour les soumettre ensuite au ministère, tantôt, et le plus souvent, elle étudie les projets émanant du ministère pour y indiquer des remaniements à faire. C'est ainsi que par son canal passèrent les lois concernant :

« L'amnistie des prisonniers ; le rétablissement du « registre du notariat de Pétrograd ; le règlement « des affaires dont les pièces ont été brûlées pendant « la révolution ; l'interdiction de hausser les prix des « loyers; l'inviolabilité de la personne; la révision « du code pénal; la réforme de la vie municipale; « l'aide et le secours à la population civile ; la réforme « de la milice ; le port d'armes ; les dommages occa- « sionnés du fait de la révolution ; la suppression des « privilèges de castes; les baux des propriétés bâties, « et les modifications testamentaires. »

Comme tant d'autres, ces empiètements d'ordre législatif devaient cesser tout naturellement dès la convocation de l'Assemblée Constituante.

Conscient de cet état des choses, un des chefs du Soviet de Pétrograd écrivait quelques jours avant le coup d'État bolcheviste :

« L'autocratie tombée, et avec elle toute l'ancienne « bureaucratie, nous avons érigé les Soviets comme « des *baraquements provisoires*, où devait trouver « un abri toute la démocratie. Maintenant, au lieu « de ces baraquements, commence à se dresser l'édi- « fice solide du nouveau régime, et il est naturel « que les locataires quittent les baraquements pour « des locaux plus confortables, au fur et à mesure « que des étages sont prêts. » (*Isvestia*, nº déjà cité.)

On voit donc que la multiplicité des fonctions assumées par les Soviets provenait justement de ce qu'ils devaient suffire à tout, en attendant la constitution d'organismes que l'ancien régime avait empêché de se former.

Est-ce à dire que les Soviets étaient condamnés à disparaître dès la réunion de l'Assemblée Constituante? Pas plus qu'en France les clubs des jacobins ou les sociétés fraternelles après la réunion de la Convention.

Au Congrès des maximalistes, fin 1917, qui eut lieu après le coup d'État bolcheviste, des orateurs, dont Martoff, Martinoff, défendaient précisément cette conception. Ils disaient — je me le rappelle nettement — que les Soviets allaient perdre un grand nombre de leurs fonctions primitives, mais qu'ils devaient subsister encore, non pas comme rouages gouvernementaux ou administratifs, mais comme centres de la lutte révolutionnaire et de l'éducation des

masses, tant que le danger contre-révolutionnaire ne serait pas écarté définitivement.

Parcourez les recueils de M. Aulard sur les clubs des jacobins ; les grands chefs de la Révolution française, jaloux pourtant des prérogatives de la Convention et très ombrageux, s'accordaient justement à laisser jouer aux clubs ce rôle important. Jamais ils ne voulurent admettre que les clubs se substituassent aux municipalités ou aux assemblées législatives !

Un grand danger cependant menaçait la révolution russe : si on laissait les Soviets se répandre, l'État russe allait se disloquer en une poussière de comités, car le tsarisme avait laissé comme héritage la haine des institutions légales et de tout corps politique constitué.

Que faisait donc la démocratie révolutionnaire pendant les premiers huit mois, où chaque retard devait être néfaste, précipitant la Russie dans l'abîme? Se hâtait-elle de suppléer aux Soviets rudimentaires des corps sociaux réguliers? Aujourd'hui que tout intellectuel russe scrute le passé et fait son *mea culpa*, un des membres les plus éminents du parti socialiste révolutionnaire, qui détenait alors le pouvoir, fait des aveux significatifs :

« Il fallait aménager le mécanisme de l'État ; or, « nous discutions sur le caractère et la construc- « tion du pouvoir central;

« Il fallait organiser la vie locale en province, disci- « pliner la population et lui inculquer la conscience « non seulement de ses droits, mais aussi de ses obli-

« gations : or, nous nous occupions à élaborer les « formules fixant les relations entre le pouvoir cen- « tral et le pouvoir local;

« Il fallait se hâter de satisfaire les besoins immé- « diats et pressants de la population : or, nous dépen- « sions toute notre énergie dans la lutte pour la supré- « matie dans des nombreux comités, perdant com- « plètement la notion de nos droits et de nos obliga- « tions;

« Il fallait presser la convocation de l'Assemblée « Constituante : or, nous la retardions en vue de la « convoquer dans je ne sais quelles conditions « « idéales » gaspillant notre force et notre autorité « dans les séances des conférences, tantôt celle de « Moscou, tantôt la Conférence démocratique, tantôt « dans les réunions du préparlement. » (Voir le recueil *La Pensée*, Pétrograd 1918.)

Tout cela se faisait sous la dictature de Kerensky qui a personnifié le pouvoir révolutionnaire de mars à novembre 1917. Kerensky a été frappé d'une sorte de paralysie de la volonté. Il faisait figure de gouvernement, mais les lignes directrices de son plan échappent, car ce dictateur ne recourait qu'à des expédients politiques. Il se dépensait en véhémence vaine, il trépignait, il menaçait, il se grisait de mots et de pouvoir imaginaire, il s'exaltait jusqu'à l'hystérie ou louvoyait maladroitement, il se vantait — il ne gouvernait pas.

Que le pouvoir fort fût et soit indispensable pour la Russie, c'est incontestable. Seul un pouvoir vigou-

reux et actif, s'élevant au-dessus de tous les partis et de toutes les classes, eût pu doter le pays des institutions qui lui manquaient et le préserver de la dislocation. Le problème n'admettait pas de moyens termes.

En Russie plus que partout ailleurs, il eût fallu appliquer la pensée de Robespierre si admirablement traduite par Jaurès :

« La nation abandonnée au libre jeu des partis et « des classes est-elle en état de se sauver? Non, car « la classe riche est trop égoïste, et la classe pauvre, « la classe des sans-culottes, est trop ignorante encore. « Qu'est-ce à dire? C'est que, pendant la période de « crise, il faut qu'un gouvernement *fort*, portant en « soi toute l'énergie, toute la puissance de la Révolu- « tion, s'élève au-dessus des deux classes, maîtri- « sant l'égoïsme de l'une, éclairant l'ignorance de « l'autre, et préparant ainsi l'avènement de la démo- « cratie légale. » (*La Convention*, p. 1689.)

Or, qu'advint-il? Un socialiste révolutionnaire, M. Avksentieff, disait avec amertume au Congrès de son parti à Moscou, juin 1918 :

« Souvent on peut entendre dire, même par des « ministres, que si le Pouvoir ne traîne pas encore « dans la rue, il y traînera, et le premier venu pourra « se baisser, pour le ramasser et s'en emparer. »

Et aux derniers jours du régime de Kerensky, voici comment le chef du même parti, Tchernoff, définissait la situation (dans les pages curieuses de son journal quotidien publié, après le coup d'État bolcheviste, par le recueil *la Pensée*).

« La plupart des révolutions antérieures étaient « l'arène d'une lutte acharnée pour le Pouvoir. Notre « révolution russe est l'arène de la lutte pour se « défiler du Pouvoir et s'en décharger sur d'autres « épaules ».

Kerensky s'imaginait qu'il planait au-dessus de la tempête déchaînée ; il était son jouet. Et tandis qu'il ne faisait rien pour organiser la vie, le réseau des institutions extra-légales — les Soviets — s'étendait, couvrant toute la Russie. Chose incroyable : jusqu'à la première tentative de coup d'État bolcheviste (16 juillet 1917), le gouvernement provisoire croyait que Lénine — ce Lénine qui *seul* parmi tous les révolutionnaires aspirait à la dictature — ne faisait qu'une anodine propagande d'idées. Le 17 juin 1917, au 1er Congrès des Soviets, Tseretelli annonçait du haut de la tribune :

« En ce moment, il n'y a pas en Russie un parti poli- « tique qui dirait : « Donnez-nous le pouvoir, allez- « vous-en, nous occuperons votre place ». Il n'y a pas de parti politique semblable en Russie. »

Et Lénine se dressant sur son siège proclama hautement :

« Il y en a un ! »

Alors — comble de naïveté — Tseretelli reprenait :

« Je déclare qu'en ce moment les partisans de « la prise du pouvoir, le camarade Lénine y compris, « affirment qu'ils comprennent cette lutte comme « une préparation, au sein de la démocratie, d'une

« organisation nécessaire, d'une conscience correspondante. Ils disent : « Quand nous deviendrons la « majorité ou quand la majorité épousera notre « point de vue, alors il faudra s'emparer du pouvoir ».

Et qui proclamait cela? Qui donnait, somme toute, l'absolution avant la lettre au coup d'État, le jour où la majorité des Soviets deviendrait bolcheviste — car le peuple ne pouvait pas interpréter autrement ces paroles? Tseretelli, dont le rôle dans le gouvernement provisoire consistait à suppléer et à masquer par son intelligence les défaillances de pensée trop fréquentes de Kerensky.

Mais, après le premier soulèvement bolcheviste, qu'a fait Kerensky? Les bolcheviks lui tendaient obligeamment la perche; Trotzky, amateur de beaux gestes, venait de s'exclamer au Congrès des Soviets, après ce premier coup d'État raté :

« Si la dictature révolutionnaire estime que nous « avons commis un crime, elle doit nous traiter « impitoyablement, avec toute la force du pouvoir « révolutionnaire... Vous autres, avec votre attitude « passive, vous avez créé une atmosphère dans la« quelle nous étoufferons tous. »

Il parlait d'or, Trotzky — et se moquait aimablement de Kerensky. Car il savait que la dictature révolutionnaire qu'il évoquait n'existait pas et ne pouvait exister, tous ces raisonneurs n'ayant ni médité ni compris l'exemple immortel de la Révolution française.

Quoi? Appliquer à la Russie les méthodes de la Convention? Kerensky parlait de la révolution de 1792 avec frayeur : comme tous ses camarades, théologiens aigris par les disputes stériles, il ne voyait à son terme que... Bonaparte. Il adjurait les membres des Soviets (Séance du 4 juin 1917) — et il venait de prendre le portefeuille du ministère de la guerre — de ne pas répéter les erreurs de l'histoire : « On vous appelle sur le chemin qui mènera la Russie, comme autrefois la France, à une nouvelle réaction. » Et Tchernoff, à l'unisson, insistait qu'il était dangereux de « rétrécir, à l'instar de la Révolution française, la base du mouvement ». Si bien que Martoff les raillera dans une péroraison ironique :

« Lorsque j'ai entendu les camarades Kerensky « et Tchernoff évoquer la grande Révolution fran- « çaise, je me suis dit que la connaissance de l'his- « toire n'est pas la qualité la plus marquante du « cabinet reconstitué. J'ai été étonné que des minis- « tres socialistes nous aient recommandé de nous « préserver des exemples de la Révolution française, « la seule que nous connaissions. Je répète : étonné, « car cette révolution bourgeoise, après toutes les « péripéties, tous les zigzags et des pas en arrière, a « laissé à l'humanité et à son pays le plus sublime « héritage. »

Hélas ! la Russie devait trouver d'autres voies que celles de la dictature des conventionnels : la Russie est « autogène ».

On n'a pas inquiété les bolcheviks après le 16 juillet

et j'entends encore Kerensky dans son dernier discours public au Préparlement.

« On peut reprocher au gouvernement provisoire « sa faiblesse et sa patience excessives, mais en tout « cas, personne ne peut dire que le gouvernement « provisoire, depuis que je suis à sa tête, ait eu « recours à une mesure coercitive, si ce n'est lorsque « l'État était menacé directement de la ruine. »

Singulière conception ! Jusque dans l'application de ces « mesures coercitives », avec lesquelles on n'a pas le droit de jouer, Kerensky avait gardé ce dilettantisme qui est le fond de sa personnalité. Il a rétabli la peine de mort sur le front. Mais je l'entendis clamer à la Conférence démocratique qu'on « aura le droit de le maudire » s'il signe une seule condamnation capitale ! Ah ! les bolcheviks avaient beau jeu de lui riposter que les drames psychologiques, si nobles qu'ils soient, ne remplacent pas l'action d'un homme d'État.

CHAPITRE V

LES SOVIETS VUS PAR LÉNINE

Ainsi donc le gouvernement de Kerensky n'a pas compris le danger qui résultait du retard apporté à la convocation de la Constituante. Les Soviets se dressaient contre les fragiles institutions issues — trop tardivement, hélas ! — du suffrage universel. Du moment que l'on accordait aux Soviets des fonctions administratives, nul ne pouvait plus savoir où serait tracée la ligne de démarcation.

Et l'irréparable fut consommé.

A l'époque même où, selon les socialistes minimalistes, les Soviets devaient expirer d'une mort naturelle ou se confiner dans le rôle de clubs révolutionnaires, un parti politique — le parti bolcheviste, — s'en empara, afin, disait-il, d'en faire des *rouages gouvernementaux permanents* destinés à remplacer l'État.

Les prétentions des bolcheviks rappelaient étrangement celles de la Commune entre le 10 août et le 3 septembre 1792. Et la riposte incisive que Jaurès

lui fait s'applique à merveille aux partisans de Lénine.

« On pouvait répondre à la Commune : vous n'ètes « pas l'expression légale de la souveraineté, vous êtes « l'expression et comme le prolongement d'un évé- « nement révolutionnaire. Or, la secousse, la vibra- « tion de cet événement ne peut retentir à jamais « sur l'ordre politique, et il vient une heure où à la « force révolutionnaire spontanée, épuisée peu à peu « par ses effets même, doit se substituer le fonction- « nement régulier du système social. » (Jean Jaurès, *La Convention*, p. 38.)

Certes, les protagonistes des Soviets affirmaient que ceux-ci étaient en mesure d'assurer le « fonctionnement régulier du système social » dont parle Jaurès. Ils ne pouvaient dire autrement.

Encore de Suisse, Lénine, dans les lettres que publia *la Pravda*, annonçait les vertus du système des Soviets sans les avoir vus.

Arrivé dans la nuit du 3/16 avril 1917 à Pétrograd, il fit le lendemain un rapport devant les délégués de la Conférence panrusse des Soviets, qui venait de se clore. Ce rapport paraissait tellement étrange, tellement extravagant, que ses disciples en avaient honte et chuchotaient : « Il baisse décidément. » Rompant avec la discipline du parti, Kameneff l'attaqua même dans la *Pravda*.

Et cependant, peu de temps après, la conception nouvelle de Lénine devenait la base du programme officiel bolcheviste et ce qu'il avait prédit advenait.

Sa conférence fut résumée par lui-même, selon son habitude, dans huit thèses. Elles n'ont jamais été reproduites en français, me semble-t-il, et pourtant c'est un document historique et psychologique du plus haut intérêt : historique, parce qu'il constitue le premier discours-programme du futur dictateur de la Russie depuis son retour de l'exil, manifestation de l'émigré aspirant à devenir homme d'État ; psychologique, parce que Lénine, avec un don extraordinaire de prescience et une compréhension rare de la situation, établissait un programme qui fut appliqué dans tous ses huit articles sans exception.

Voici les passages qui ont trait aux principes du régime des Soviets, et qui seuls nous intéressent ici (les thèses 1 et 3 déterminent l'attitude des bolcheviks dans la guerre ; elles préconisent la lutte contre le gouvernement provisoire, le « défaitisme », la fraternisation).

« 2° Ce qui caractérise le moment actuel en Russie, « c'est qu'on *est en train de passer de la première* « *étape de la Révolution à la seconde.* La première « avait donné le pouvoir à la bourgeoisie, le prolé- « tariat n'ayant pas été suffisamment conscient ni « organisé. La seconde doit donner le pouvoir au « prolétariat et aux couches les plus pauvres des « paysans.

« Ce passage s'effectue le plus légalement du monde « (la Russie est actuellement le pays le plus libre de « tous les États en guerre) ; d'autre part, il s'opère, « sans qu'une violence soit exercée, et les masses ont

« encore une confiance inconsciente dans le gouver-
« nement des capitalistes, ces pires ennemis de la
« paix et du socialisme.

« En raison de cette particularité, nous devons
« nous adapter aux conditions spéciales de la propa-
« gande parmi les masses du prolétariat, qui vient
« seulement de s'éveiller à la vie politique.

« Acceptons ce fait, que notre parti constitue encore
« une faible minorité dans la plupart des Soviets,
« la majorité étant formée par un bloc de tous les
« éléments opportunistes et petits bourgeois.

« Expliquons aux masses que les Soviets c'est
« *la seule forme possible* du gouvernement révolu-
« tionnaire, et que notre parti, tant que ce gouver-
« nement reste sous l'influence de la bourgeoisie, ne
« peut que s'adonner à la propagande pour faire
« comprendre aux masses leurs erreurs.

« Tant que nous sommes dans la minorité, nous
« ne faisons qu'une œuvre de critique, tout en préco-
« nisant la nécessité de faire passer la plénitude des
« pouvoirs aux Soviets, afin que les masses, par la
« voie de l'expérience, se débarrassent de leurs er-
« reurs.

« Pas de République parlementaire ; après la
« constitution des Soviets ouvriers ce serait un pas
« en arrière, mais République des soviets ouvriers,
des salariés agricoles et des paysans, dans tout le pays,
« de bas en haut.

« Suppression de la police, de l'armée, des fonc-
« tionnaires.

« Fixation des appointements de tous les fonc-
« tionnaires élus et révocables à tout moment ; ces
« appointements ne devront pas excéder les salaires
« moyens d'un bon ouvrier [1]. »

Les thèses 6 et 7 contiennent les mesures d'ordre économiques.

« 8° Notre objectif *immédiat*, ce n'est pas « l'intro-
« duction » du socialisme; mais le *contrôle*, par les Soviets, de la production et de la répartition des produits. »

Quelques jours après, ému par l'hostilité et la surprise des bolcheviks, Lénine donnait des explications complémentaires.

Il affirmait, tout d'abord, que « la révolution bourgeoise et démocratique était déjà achevée », et ceci juste un mois après la chute du tsarisme !

Mais là où il était moins paradoxal, c'est lorsqu'il soutenait que la *République des Soviets était d'ores et déjà implantée en Russie*. Nous avons toujours soutenu que, dès le premier jour de la Révolution, le gouvernement provisoire arrivait à peine à travestir ce fait. Lénine écrivait, en confondant à dessein la dictature du prolétariat avec celle des Soviets :

« La dictature révolutionnaire du prolétariat et
« des paysans est déjà accomplie (dans une certaine
« mesure et sous une forme déterminée) par la révo-
« lution russe, car peu importe l'existence d'une

1. Lénine. *Mes Thèses*, Pétrograd, 1917.

« institution politique officielle réalisant cette dicta-
« ture, du moment que les rapports des forces entre
« les classes la témoignent. Le Soviet, voilà la dic-
« tature du prolétariat, telle que la vie elle-même
« l'avait forgée. »

Au fait, la pratique a créé un paradoxe : « Nous
« voyons qu'il existe, simultanément, la domination
« de la bourgeoisie (gouvernement de Lvov et de
« Goutchkoff) et la dictature du prolétariat et des
« paysans, qui ont cédé le pouvoir à la bourgeoisie et
« en constituent volontairement la queue. Car il ne
« faut pas oublier que le pouvoir de fait, à Pétrograd,
« est entre les mains des ouvriers et des soldats. »
Lénine exprimait là une parcelle de la vérité, et il en concluait que « la Russie ne peut plus avoir d'autre gouvernement que celui des Soviets ».

Le 10 avril 1917, c'est-à-dire six jours après son arrivée en Russie, le futur chef du gouvernement rédigeait le programme définitif de son parti ; ce programme ne fut rendu public que fin septembre[1].

La dualité du pouvoir attire de nouveau son attention, et il fait ressortir l'étrangeté d'une situation qui résultait de l'existence « à la fois du gouvernement provisoire et d'un autre gouvernement qui exerce le contrôle sur celui-là, c'est-à-dire, du Soviet de Pétrograd ».

Or, soutient-il, on n'a pas compris le rôle dévolu

1. Lénine. *Les Tâches du prolétariat dans notre Révolution* (projet de programme du parti prolétarien), Pétrograd, 1917.

aux Soviets qui « représentent *un nouveau type de l'Etat* ».

A ce type, Lénine oppose le type démocratique : « Le plus parfait, le plus avancé des États bour-« geois, c'est la République parlementaire démocra-« tique : le pouvoir y appartient au Parlement ; le « mécanisme, l'appareil et l'organe du gouvernement « sont connus ; la police, les fonctionnaires, immua-« bles, sont placés *au-dessus* du peuple. »

Mais un nouveau type de l'État se fait jour dans l'histoire. Relativement modeste, Lénine veut bien concéder que ce type a eu des précédents, quoique incomplets : il fait brèche dans la conception de la Russie « autogène » qui s'engagerait dans des voies inconnues de l'Europe. « Ce type *suprême* de l'État « démocratique a été donné par la Commune de « Paris, qui a substitué à l'armée et à la police, indé-« pendantes du peuple, l'armement direct du peuple « lui-même. C'est là la substance de la Commune de « Paris. »

Pareil type a surgi en Russie pendant la révolution de 1905 et de 1917 : « La République des Soviets unis « dans une Assemblée constituante (*sic*) ou dans le « Soviet des Soviets, voilà ce que la vie crée elle-« même ».

En quoi se distingue donc le nouveau système de l'ancien, périmé?

D'après Lénine, « on peut facilement revenir de la « république parlementaire bourgeoise à la monar-« chie, car toute la machine d'oppression y reste

« intacte : l'armée, la police et le fonctionnarisme.
« La Commune et les Soviets des ouvriers, des soldats,
« des paysans, etc., *brisent* et écartent cette ma-
« chine ».

En outre « la République parlementaire bour-
« geoise entrave et étouffe la vie spontanée politique
« des *masses*, écarte leur participation directe dans
« la gestion *démocratique* de l'État. Les Soviets per-
« mettent le contraire. Car les Soviets reproduisent
« le type de la Commune ».

La Commune de Paris ! Personne, sauf Karl Marx, n'a compris l'expérience de 1871, dit Lénine dans son opuscule *l'Etat à la Révolution*.

« Elle a démontré, cependant, que la classe ou-
« vrière ne peut et ne doit s'emparer des rouages
« de l'État tels quels, en vue de s'en servir pour des
« buts nouveaux : elle doit les *briser*, les *détruire*,
« sinon la révolution ne saurait être complète, —
« voilà ce qu'enseigne le marxisme du Maître, voilà
« ce qui a été incompris ou oublié par les Kautsky.
« L'État disparaît petit à petit, et avec lui la démo-
« cratie. Car la « démocratie » ne signifie pas la sou-
« mission de la minorité à la majorité. Au contraire,
« la démocratie est une forme *de l'Etat*, c'est-à-dire
« l'organisation de la violence exercée par une classe
« sur l'autre. »

Or, la dictature du prolétariat permettra de renverser les rôles : c'est la majorité (?) qui ferait violence à une minorité récalcitrante. Dès lors, l'État est nécessaire, tant que dure le passage de l'époque

actuelle au communisme intégral. Quand ce passage aura été effectué, l'État deviendra vétuste, faute de classes sociales. La Commune de Paris aurait commencé cette œuvre restée inachevée : les Soviets russes en auraient recueilli avec piété les legs.

Il est cependant curieux de noter que d'autres bolcheviks dont Lounescharsky, loin de se contenter de cette généalogie, cherchent à justifier le régime des Soviets par des précédents plus « bourgeois » ; ils rappellent que le système représentatif professionnel a été préconisé par certains juristes français, qu'ils citent avec complaisance, et affirment que les Soviets réalisent cette représentation. Au moment de la dissolution de l'Assemblée constituante, les *Isvestia* officielles inséraient volontiers dans leurs colonnes des articles, parfois bien faits, à ce sujet ; ces articles étaient destinés manifestement à influencer l'opinion des « intellectuels » hostiles au bolchevisme et à la manière forte.

Mais des socialistes prétendent que le peuple russe n'est pas prêt à « introduire » le communisme, que les masses incultes ne sauraient manier d'emblée les affaires publiques. Lénine tourne la difficulté avec un nonchaloir surprenant ; il proclame :

« Moins le peuple russe possède d'expérience organisatrice, plus résolument il faut *procéder* à l'organisation par le *peuple lui-même*[1]. »

1. LÉNINE. *L'État et la Révolution*, p. 15.

Des erreurs, des fautes sont inévitables au début, « mais mieux vaut se tromper et marcher en avant que *d'attendre* que les savants juristes appelés par M. Lvov rédigent des lois, ordonnent la convocation de l'Assemblée constituante et éternisent une République parlementaire bourgeoise, en étouffant les Soviets ».

De nouveau, Lénine soutient que l'essentiel c'est de supprimer la police, les fonctionnaires inamovibles et l'armée permanente.

Je ne veux pas insister sur le fait que le régime introduit quelques mois après par l'auteur de ces réformes, a créé une police et un fonctionnarisme autrement puissants que sous le tsarisme. Le plus typique, dans ce programme, c'est qu'il ne se préoccupe pas un instant du *mode de travail* que les Soviets auront à instaurer. Mieux, dans cette brochure aussi bien que dans les autres et dans son livre *L'Etat et la Révolution*, un mot semble proscrit du vocabulaire bolcheviste de cette époque précédant le coup d'État : c'est le mot *Travail*.

Et rien ne caractérise mieux la mentalité de cet intellectuel déclassé, imbu malgré lui de la conception catastrophique d'une révolution purement politique ! On comprend aussi combien il était difficile à ce politicien devenu chef de l'État de remonter le courant et de préconiser, après pareille « omission », la discipline et la nécessité du travail aux ouvriers dont on a négligé à un tel point de faire l'éducation économique !

A cette époque, pour se hisser au pouvoir, Lénine recourait à la pire démagogie. Il préconisait le nivellement, l'égalité dans la pauvreté. Il répétait, sans le savoir, les erreurs des robespierristes. Se souvient-on avec quelle sévérité Jaurès jugeait cet aspect de la conception jacobine?

« Ce qui attriste dès maintenant l'exposé de la « pensée sociale de Robespierre, ce qui lui commu- « nique une sorte d'aridité, c'est le parti pris ver- « tueux contre la richesse. Oui, elle a ses vices, mais « la pauvreté aussi a les siens, même quand elle n'est « pas ravalée jusqu'à la misère. Elle est souvent sor- « dide d'esprit, routinière et étroite. Il est puéril « d'opposer la chaumière de Fabricius au palais « de Crassus. Le monde, quoi qu'on fasse, s'éblouit « de la clarté des palais, il faut les élargir pour que « toute l'humanité en ait l'orgueil... Ce qui eût été « grand et beau, c'eût été d'appeler au secours de « la Révolution toutes les forces de production, « d'art, de richesse, et de dire :

« Les mesures que nous prendrons pour que tous « les citoyens aient une part de ce bien-être croissant, « de cette richesse humaine croissante, ajouteront « à l'essort de la richesse, bien loin de la contrarier. » (*La Convention*, p. 1572.)

Qu'aurait-il dit, Jaurès, de la propagande léniniste ?

Quels sont, en définitive, les avantages des Soviets?

Nous en trouverons l'énumération dans une autre brochure de Lénine [1].

« Les Soviets constituent de nouveaux rouages gouvernementaux qui procurent :

« 1° La force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas détachée du peuple, comme la force de l'ancienne armée permanente, mais qui est restée en contact étroit avec lui. Sous le rapport militaire, cette force est incomparablement plus grande que toutes les autres ; sous le rapport révolutionnaire, elle est unique;

« 2° Ces rouages assurent, avec les masses et avec la majorité du peuple, une liaison tellement étroite et continuelle, si facilement vérifiable et contrôlable, que les anciens rouages de l'État ne peuvent offrir rien de pareil;

« 3° Ces rouages, étant donné l'éligibilité et la révocabilité de leurs éléments selon la volonté populaire, et sans aucune formalité bureaucratique, sont beaucoup plus démocratiques que tous les anciens rouages ;

« 4° Ils assurent une forte liaison entre les professions les plus diverses, ce qui facilite les réformes les plus profondes, sans que la bureaucratie intervienne.

« 5° Ils assurent l'organisation de l'avant-garde, c'est-à-dire de la fraction la plus consciente, énergique et avancée, des classes opprimées, ouvrières et paysannes. De la sorte, ce sont des rouages, grâce aux-

1. Lénine. *Les Bolcheviks vont-ils se maintenir au pouvoir?* Pétrograd, 1917, p. 13, 14.

quels l'avant-garde des peuples opprimés peut mettre en mouvement, éduquer et diriger toutes les masses énormes de ces classes restées jusqu'à présent en marge de la vie politique et de l'histoire;

« 6° Ils réunissent les avantages du parlementarisme avec ceux de la démocratie directe, c'est-à-dire permettent d'exercer, en la personne des représentants du peuple, à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. »

Conclusion : « Par rapport au parlementarisme « bourgeois, ce régime est à un degré tellement avancé « du développement de la démocratie qu'il a une « importance historique mondiale. »

« La plénitude des pouvoirs aux Soviets, écrivait « Lénine dans un autre opuscule, toujours en sep- « tembre 1917, cela signifie la réforme radicale de « tout l'ancien mécanisme d'État, de toute cette « armature de fonctionnaires, qui entravent la démo- « cratie, l'élimination de ce mécanisme et son rem- « placement par un nouveau mécanisme, celui des « Soviets, populaire et vraiment démocratique. Le « système des Soviets veut dire l'avènement de la « majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, « des soldats et des paysans, c'est le moyen de frayer « le chemin à l'initiative et à la souveraineté de la « majorité du peuple, non seulement en ce qui con- « cerne le choix des députés, mais encore dans le « maniement des affaires de l'État[1]. »

1. LÉNINE. *Les Leçons de la Révolution*, Pétrograd 1918, p. 22.

Ce que préconisait à ce moment-là le futur chef de la République des Soviets, c'était la *suppression des cadres qui constituent les services publics*, en vue de l'établissement d'un régime rebelle à la bureaucratie :

« Les ministres peuvent changer, mais c'est peu de « chose, tant que la direction réelle des affaires pu- « bliques reste dans les mains d'une armée gigan- « tesque de fonctionnaires. Or, cette armée est péné- « trée d'un esprit antidémocratique, elle est liée par « d'innombrables liens avec les propriétaires fonciers « et la bourgeoisie, dont elle dépend... Cette armée ne « vit et ne respire que dans l'atmosphère de la bour- « geoisie... Tenter d'accomplir des transformations « sociales, telle que la confiscation des domaines fon- « ciers sans rachat ou des monopoles quelconques, « avec un pareil mécanisme gouvernemental, c'est « s'illusionner grandement, c'est se moquer de soi- « même et du peuple. Pareil mécanisme peut être « utile à une république bourgeoise comme la « IIIe République française, mais il n'est pas impos- « sible de l'utiliser en vue de réformes qui, je ne dirai « même pas supprimeraient, mais restreindraient « sérieusement les droits du capital et de la propriété « privée[1]. »

Ces intentions de Lénine ayant été rendues publiques, il n'est pas étonnant que les fonctionnaires, dont il a juré la mort, aient refusé de servir le nouveau chef

1. LÉNINE. *Les Leçons de la Révolution*, p. 23.

d'État, et on ne comprend pas bien comment les bolcheviks aient pu se dire victimes de « sabotage » dans les services publics...

Il est à remarquer que Lénine, à cette époque prébolcheviste, ne dédaigne pas de faire ressortir les prétendus avantages d'ordre *démocratique* de son système, de même qu'il se dit encore partisan de l'Assemblée Constituante (se rappeler que le premier décret annonçant l'avènement de Lénine au pouvoir stipulait que son gouvernement ne devrait subsister que jusqu'à la convocation de la Constituante) ; tout cela est une question d'opportunité, qui n'a rien à voir avec les principes.

Après quelques mois d'exercice du pouvoir, Lénine exaltait les vertus des Soviets en ces termes :

« 1° Ses électeurs sont les masses laborieuses et « exploitées, et la bourgeoisie en est exclue.

« 2° Toutes les formalités bureaucratiques, ainsi « que les exceptions d'ordre électif, y sont supprimées. « Les masses fixent elles-mêmes le règlement et le « délai des élections, comportant la révocabilité des « élus ; tout cela permet à la population tout entière « d'apprendre à gouverner... Tel est le type de la « démocratie russe, le type suprême. » (Discours du 28 avril 1918.)

Le mot démocratie n'est pas banni, on le voit : le soviétisme serait la surdémocratie.

Enfin le nouveau programme du parti bolcheviste,

adopté en 1919[1], donne aux intentions de Lénine leur forme définitive.

« Son article 23 confie aux bolcheviks le soin « de consolider et perfectionner le mécanisme de « la République des Soviets, qui présente une forme « d'organisation démocratique révolutionnaire par- « faite, en tout cas infiniment supérieure au parle- « mentarisme bourgeois ; elle est le type unique d'or- « ganisation politique conforme à la période de tran- « sition du capitalisme au socialisme, comme l'ont « prouvé les enseignements de la Commune de Paris « et ceux des révolutions russes de 1905 et de « 1917-1919. »

Mais il y a une différence essentielle entre cette démocratie soviétique et la démocratie tout court.

« Les républiques bourgeoises, meme les plus démo- « cratiques, basées sur la volonté nationale des peuples « ignorants et sur la division de la société en classes, « se maintiennent en réalité grâce à l'existence de la « propriété privée, par la dictature de la bourgeoisie, « c'est-à-dire d'un mécanisme d'exploitation et « d'oppression de l'immense majorité des travailleurs « par une poignée de capitalistes. » (Art. 26). C'est la démocratie occidentale. La Russie « autogène » connaît une autre démocratie :

« Le régime politique des Soviets a réorganisé « les masses des classes prolétariennes et demi-pro- « létariennes et paysannes pauvres, autrement dit

1. *La Commune du Nord*, du 1er mars 1919.

« la majorité écrasante de la population jusque-là
« opprimée par le capitalisme, et en a fait la base
« permanente et unique de tout l'appareil politique
« dans son ensemble, d'un bout à l'autre, c'est-à-
« dire un mécanisme central tout aussi bien que ses
« rouages locaux. »

Sur le papier cela se tient : et on pressent la conclusion :

« Ce régime politique des Soviets a réalisé sur une échelle infiniment plus étendue que jamais l'autonomie régionale et locale, sans avoir besoin de recourir à la nomination de représentants de l'autorité centrale. »

L'objectif des bolcheviks est donc radieux : c'est « de travailler sans relâche à la mise en pratique effective, dans toute sa plénitude, de ce type parfait d'organisation démocratique ».

Mais voilà que les auteurs du programme exécutent une brusque manœuvre de retraite. En attendant l'Eden promis, le système soviétique, cette « démocratie » nouvelle, se base, lui aussi, sur l'inégalité des conditions sociales ; seulement, les rôles sont renversés.

« Art. 27. — Contrairement à la démocratie bour-
« geoise, qui s'efforçait de déguiser son organisation
« politique en classes sociales, le pouvoir des Soviets
« reconnaît ouvertement l'impossibilité d'éviter l'or-
« ganisation des États en classes sociales, tant que
« n'aura pas complètement disparu la division de la
« société humaine en classes et, avec elle, la néces-

« sité de l'existence du pouvoir politique en général. »

En d'autres termes : « Vive la dictature ! » le reste viendra ensuite. Dans un passage alambiqué, le programme soutient la nécessité de cette dictature et ne cesse de répéter qu'il s'agit là d'une mesure essentiellement temporaire.

« De par sa nature même, le régime des Soviets « n'hésite pas à priver les exploiteurs de leurs droits « politiques, partant de la conviction que la liberté « n'est qu'un mensonge lorsqu'elle s'oppose à l'éman- « cipation du travail du joug capitaliste. Le problème « qui s'impose au parti prolétarien consiste préci- « sément à faire bien comprendre — tout en poursui- « vant la destruction des remparts de la résistance « des exploiteurs, et la lutte intellectuelle contre les « préjugés profondément enracinés concernant la « valeur absolue (de nature incontestable) des droits « et des libertés bourgeoises — que la privation des « droits politiques et la restriction de la liberté sous « toutes ses formes ne s'imposent que comme une « nécessité provisoire, à titre de moyens temporaires, « pour réprimer les tentatives des exploiteurs tendant « à la conservation ou à la restauration de leurs pri- « vilèges, au fur et à mesure que disparaît la « possibilité de l'exploitation d'un homme par son « semblable, l'on verra disparaître la nécessité des « mesures temporaires précitées ; le parti veillera « jusqu'à ce que sonne l'heure de leur abrogation « définitive. »

Mais quand sonnera-t-elle, cette heure de l'abroga-

tion définitive de la dictature? Hélas, les auteurs du programme ne daignent pas nous renseigner.

Sans craindre une contradiction aussi flagrante, ils proclament de nouveau que les Soviets ont réalisé l'égalité des humains, alors que quelques lignes plus haut ils rétrécissaient singulièrement la notion des humains jouissant de la plénitude des droits.

« Art. 28. — Durant des siècles, la bourgeoisie « démocratique préconisait l'égalité des humains « indépendamment des sexes, des religions, des races « et des nationalités. Mais le capitalisme ne permettait « nulle part la réalisation de cette égalité ; tout au « contraire, il a provoqué, dans sa période impérialiste, « le renforcement dans la plus grande mesure de la « subjugation de races et de nationalités entières. Si « le pouvoir des Soviets a été le premier au monde à « réussir la réalisation complète de l'égalité des « humains, ce n'est que parce qu'il incarne le pouvoir « des travailleurs. La tâche qui s'impose actuellement « au parti consiste en tout premier lieu dans l'effort « intellectuel qu'il a à faire pour inculquer aux masses, « en les éduquant, la conviction de la nécessité de « déraciner les derniers vestiges de l'inégalité de « jadis, autrement dit les préjugés particulièrement « enracinés dans les couches les moins éclairées du « prolétariat et des paysans. »

Enfin, le programme revient sur l'idée tant choyée de Lénine, que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ne devraient point être séparés, comme si la Russie ne souffrait, sous le tsarisme précisément, de l'absence

d'une ligne de démarcation nette entre les deux pouvoirs, — absence qui est la source de tant de tyrannies.

« Art. 29. — Assurant aux masses travailleuses, « dans une mesure beaucoup plus large que sous le « régime de la démocratie bourgeoise et du parlemen- « tarisme, la possibilité d'élire et de révoquer leurs « députés de la manière la plus facile et accessible « pour les ouvriers et les paysans, la Constitution des « Soviets supprime en même temps les côtés négatifs « du parlementarisme, côtés mis en relief encore à « l'époque de la Commune de Paris, notamment la « séparation entre le pouvoir législatif et le pouvoir « exécutif, l'inaccessibilité du Parlement aux mas- « ses, etc. La Constitution des Soviets rapproche des « masses le mécanisme gouvernemental, en adoptant « pour unité électorale, comme cellule fondamentale « de l'État, non les divisions territoriales, mais des « unités productrices (usines, fabriques, etc.) » (*La Commune du Nord*, du 1er mars 1919.)

Remarquons que Lénine, aussi bien que le programme officiel bolcheviste, se gardent bien de faire ressortir le fait que, pratiquement, la création des Soviets n'est pas possible sur toute l'étendue de la Russie.

Certains bolcheviks cependant ne se gênaient guère pour mettre en lumière cet aspect du problème. Dans les *Isvestia* du 21 février 1918, un auteur fort bien documenté indiquait avec juste raison qu'il existe en Russie un grand nombre de villes où le prolétariat industriel fait complètement défaut. Il citait à l'appui

une statistique qui établit que, dans 701 villes russes, la population ne dépasse pas plus de 20.000 habitants, que dans 122 autres villes elle varie entre 20.000 et 50.000 habitants. Leur population comprend des fonctionnaires, des commerçants, des artisans, mais point d'ouvriers. « Il est évident, concluait-il, qu'il ne peut pas être question de remplacer les municipalités de ces villes par des Soviets. Ou il faut se passer de toute administration, ou bien il faut laisser subsister les municipalités. »

De même, il touchait du doigt les dangers d'ordre fiscal qui résulteraient en cas de suppression des municipalités dans ces villes. Comment et par qui faire percevoir les impôts? Il est vrai que sa question n'avait pas beaucoup d'importance, car, en province, les gens munis d'un sceau d'un Soviet quelconque et accompagnés de gardes-rouges rançonnent tout simplement la population, au lieu de percevoir des impôts légaux.

Enfin, les paysans sont restés rebelles à l'organisation des Soviets : ceux qui fonctionnent sous ce nom dans les campagnes n'ont rien de commun avec l'organisation des villes et répondent aussi peu que possible aux principes léninistes.

L'édifice des Soviets, si l'on s'en rapporte à la Constitution officielle, est, en définitive, érigé de la manière suivante [1] :

1. Voir l'exposé fait par Zinovieff aux ouvriers américains. (*L'Internationale communiste*, Moscou, avril 1920.)

L'Unité est le Soviet local ou Conseil des députés ouvriers, soldats rouges, et paysans.

Dans les villes, le Soviet est élu comme suit : chaque établissement industriel envoie un délégué par tant d'ouvriers, et chaque syndicat local en choisit un certain nombre d'autres. Ces délégués sont désignés sur des listes de partis politiques. Les délégués de l'armée rouge sont élus par leurs unités.

Dans les campagnes, chaque village possède son Soviet local, qui envoie des délégués aux Soviets des villes, qui élit à son tour le Soviet du district. Ceux-ci forment de la même manière le Soviet de la province.

Quiconque exploite le travail d'autrui ne peut voter.

Tous les six mois, les Soviets des villes et des provinces choisissent des délégués qu'ils mandatent au Congrès panrusse des Soviets, qui est, théoriquement, l'autorité suprême du pays. Le Congrès est établi pour six mois. La ligue politique prend dans son sein les deux cents membres qui forment le Comité exécutif central, chargé d'appliquer les mesures prises par le Congrès.

Le Congrès désigne aussi un Conseil, celui des commissaires du peuple.

Les mandats de ces derniers sont révocables à tout moment par le Comité exécutif central. Les membres des Soviets peuvent de même être rappelés par leurs commettants.

Ces Soviets ne sont pas seulement des organes *législatifs*, mais aussi des organes *exécutifs*. Ils ne se

bornent pas à confectionner les lois ; ils sont chargés de les promulguer et de les appliquer.

Pendant les périodes comprises entre les réunions du Congrès panrusse des Soviets, le pouvoir suprême appartient au Comité exécutif central. Ce Comité se réunit au moins tous les deux mois et, dans l'intervalle, la direction des affaires est confiée au Conseil des commissaires du peuple.

Tel est, théoriquement, le système des Soviets.

CHAPITRE VI

LA LÉGENDE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Nous venons de voir de quelle manière Lénine expose le système des Soviets. Les bolcheviks déclarent donc que la portée de leur expérience sociale est universelle. Ils excellent dans l'art d'interpréter favorablement leurs faits et gestes, qui de loin agissent comme un mirage séduisant, irrésistible, sur tant d'esprits par trop crédules. Leur propagande est des plus habiles, des plus ingénieuses.

C'est ainsi qu'ils font miroiter aux yeux de l'étranger cette illusion que, grâce aux Soviets, toutes les affaires publiques sont dirigées pour le peuple et surtout par le peuple.

Le Soviet central, notamment, serait une sorte de nouveau Parlement, Parlement du travail, bien supérieur, par ses méthodes et par sa composition, à toutes les institutions issues du suffrage universel. De son séjour à l'étranger, Lénine a emporté la conviction que les parlements de l'Occident ne sont

que des « parlotes » et qu'il importe de créer une représentation nationale autrement sérieuse; en l'occurence, au Parlement « bourgeois » s'oppose le Soviet central.

Selon les dernières lignes de l'article 29, par lequel se termine le chapitre précédent, on voit que la Constitution des Soviets est censée approcher des masses le mécanisme gouvernemental, en adoptant pour « unité électorale, comme cellule fondamentale de l'État... des unités productrices. (Usines, fabriques, etc...) »

Sans même discuter ici si vraiment l'usine peut être considérée comme cellule de l'État, quiconque a vu de quelle manière se pratiquent les élections au Soviet central doit déclarer en toute franchise que ce mode d'élection n'est entouré d'aucune garantie de sincérité, et qu'au surplus il n'est pas apte à assurer la représentation de la volonté de la nation. C'est par voie d'intimidation que les bolcheviks se ménagent la majorité dans les usines.

Aucun Parlement au monde n'a connu des escamotages pareils à ceux qui se pratiquent lors des élections des Soviets.

C'est ainsi, par exemple, qu'à propos du IIIe Congrès des Soviets, qui a ratifié la paix de Brest-Litovsk, le journal de Maxime Gorky a fait un calcul fort amusant. Il y avait 1.500 délégués, qui étaient censés représenter 37.500.000 individus, chiffre stupéfiant, étant donné le délai extrêmement court de la convocation, et surtout la dislocation de la Russie à cette

époque. Mais on a vu mieux : la province de Vladimir avait envoyé un nombre de délégués correspondant à 9.500.000 habitants, alors que la population n'y dépassait pas 2 millions d'individus. D'après le nombre des délégués de la marine, la flotte de la mer Noire aurait compté 300.000 marins, celle de Helsingfors 25.000! Enfin, et c'était le comble : 50 délégués du front avaient assisté au Congrès, à raison d'un délégué par 250.000 électeurs. Il en résultait que la Russie aurait eu, au moment de la ratification du traité de Brest-Litovsk, une armée de 12.500.000 hommes.

Le plus drôle est que les bolcheviks ne dissimulent pas leurs mystifications. En même temps que le programme bolcheviste annonçait la supériorité des Soviets sur les Parlements périmés, Zinovieff, dans son rapport lu devant le Congrès, faisait un tableau bien saisissant de la composition du Soviet central :

« Nous avons formé le Comité exécutif selon un « mauvais principe, disait-il. On y a réuni beaucoup « de militants conscients, et néanmoins nous savons « que, sur 200 membres du Soviet, *on ne compte pas « plus d'un ou deux ouvriers ou paysans qui soient en « liaison directe avec les masses*. Qui siège là?

« Des commissaires du peuple, des membres de « différents comités, tous camarades qui ont une « grande responsabilité dans tous les domaines, mais « qui, fatalement, perdent le contact avec la grande « masse.

« Nous avons conçu les Soviets comme un Parle- « ment ouvrier et paysan, qui aurait dû être le plus

« près possible des masses, dans lequel on aurait dû « sentir battre le pouls de la vie à chaque minute « donnée, et qui aurait dû refléter les tendances « et les aspirations des masses paysannes et « ouvrières. Jusqu'à présent, nous sommes loin de « cet idéal. »

Zinovieff adjurait le Congrès de faire le nécessaire pour donner un peu de vie à l'organisme suprême qui couronne l'édifice des Soviets : il ne pouvait pas dire que cet état de choses était inhérent au régime et qu'en définitive il a été voulu par les maîtres de l'heure.

Pendant de longs mois j'ai assisté en observateur impartial à toutes les séances du Soviet central, je peux certifier qu'*aucune discussion sérieuse* n'a jamais été soulevée dans ce Parlement « ultra-moderne » et qu'il ne fournit aucune espèce de travail. L'opposition n'y est pas permise, tandis que les dévots du gouvernement votent tout projet de loi qui leur est présenté par les commissaires. La procédure habituelle y est singulièrement monotone : un des commissaires lit les projets et décrets, un autre prend la parole pour en faire l'apologie ; après quoi, à mains levées, l'assistance se prononce. Souvent Lénine se borne à la lecture d'un décret publié et ayant déjà acquis force de loi, appliqué depuis plusieurs jours, et j'ai entendu Trotzky déclarer avec nonchalance que toute autre procédure relève du « crétinisme parlementaire ». (La *Pravda* du 16 avril 1919.)

Ainsi donc, le Soviet central, ce prétendu Parlement du travail, — où d'ailleurs le quorum n'est presque jamais atteint, la plupart de ses membres étant occupés dans l'administration ou ailleurs, — se contente d'apposer son estampille sur les décrets tout prêts.

Dès lors, où est donc l'officine où s'élaborent tous les décrets, où est le vrai siège du gouvernement? Ce n'est pas au Soviet, mais au *Comité central du parti bolcheviste*.

C'est lui qui exerce la prétendue « dictature du prolétariat ».

On ferait fausse route si l'on voulait juger le régime de la République des Soviets d'après la Constitution officielle. Celle-ci n'a pas été appliquée. Elle ne prévoit pas, bien entendu, l'existence du Comité du parti bolcheviste, qui exerce le pouvoir effectif, car aux yeux des masses et surtout de l'étranger, il importe de faire croire que la dictature du prolétariat est assurée par les Soviets composés de mandataires des ouvriers et des paysans. Pourtant, même des guerres extérieures ont été déclarées au nom de la République des Soviets, par simple décision de Lénine, sans en référer au Congrès des Soviets, en violation flagrante de la Constitution.

Mais de qui se composent ce Comité central du parti bolcheviste et ce Conseil des commissaires du peuple? Je les ai vus à Pétrograd, cette poignée de dictateurs « ouvriers » ; je les ai connus à Paris, quand ils étaient des émigrés. Eh bien, vous n'y trouverez pas d'ouvriers.

Ce sont des intellectuels déclassés, des universitaires, des étudiants en rupture de ban, des demi et des quarts de bacheliers. Les uns, comme Lénine, comme Tchitcherine, sont des gentilshommes ; les autres, comme Krassine, Piatakoff (commissaire soviétiste en Ukraine), sont issus de la grande bourgeoisie ; d'autres enfin, comme Trotzky, Kameneff, Zinovieff, sont de petite souche bourgeoise. Je me rappelle avec quelle joie Lénine a pu annoncer qu'il avait enfin trouvé parmi les ouvriers un militant, Kalinine, qui consentit à se soumettre à sa tutelle pour présider le Soviet central, quand ce poste, tenu pendant longtemps par le déclassé intellectuel Zverdloff, fut devenu vacant.

Certains bolcheviks, à qui échappaient les finesses démagogiques de Lénine, ne voyaient pas d'inconvénient à ce que cela fût proclamé. Le fameux Latzis, un des pivots de l'organisation de la terreur, a même écrit à ce sujet un article dans les *Isvestia* du 2 avril 1918, qui, par son ton ingénu et l'importance de ses aveux, est une chose unique dans son genre.

Après avoir constaté que, selon la Constitution, le régime bolcheviste possède un grand Parlement (le Congrès des Soviets), un petit Parlement (le Conseil exécutif des Soviets) et un Pouvoir exécutif (Le Conseil des commissaires du peuple), il en déduisait avec raison qu'il faudrait, pour respecter la loi, que le Comité exécutif légiférât et que le Conseil des commissaires du peuple appliquât les lois.

Or, constatait-il, la « vie » se rit des abstractions et des Constitutions. « Les fonctions législatives de « notre Conseil exécutif des Soviets sont de pure « forme. En réalité, c'est le Conseil des commissaires « du peuple qui légifère. *Nous ne trouverons pas une « seule loi qui ait été élaborée par le Soviet.* Toutes sont « l'œuvre des commissaires du peuple, qui les sou- « mettent au Conseil Exécutif des Soviets pour la « simple ratification. *On ne connaît pas un seul cas « où le Conseil des Soviets ait repoussé les décrets à « lui soumis.* »

Latzis n'est pas indulgent au surplus — ses victimes fusillées et torturées en savent quelque chose, — car il estime que le Conseil Exécutif des Soviets « ne fait que bavarder et qu'il est incapable de tout travail productif ». Et Lénine, qui annonçait *urbi et orbi* que le Soviet était la négation de la parlote parlementaire ! Son lieutenant est vraiment compromettant.

Latzis posait donc cette question logique à tous égards : « Que font ces 400 personnes qui constituent le Conseil Exécutif des Soviets? » La réponse n'est pas ambiguë : « La majorité flâne dans la ville. »

« On a tenté de diviser le Soviet Central en une « série de sections, mais elles faisaient double emploi « avec ces commissariats (ministères) correspon- « dants. »

D'où la proposition : supprimer les Soviets et gouverner avec le Conseil des commissaires du peuple. On comprend aisément pour quelles raisons Lénine n'a

pu prendre en considération la suggestion de ce bolchevik par trop réaliste.

Voulût-on prétendre que le régime des Soviets a dévié du but initial désigné par Lénine qu'on ne pourrait le faire, car précisément Lénine ne tendait à rien d'autre qu'à l'établissement de sa dictature personnelle.

En 1915, Lénine était adversaire du premier Soviet qui fut dirigé par Nossar et Trotzky. Loin de découvrir des vertus nouvelles dans cet organisme, il menait, contre l'idée même des Soviets une campagne mémorable dans son journal d'alors, *la Vie Nouvelle.* Il redoutait que ce club, formé de représentants de toutes les nuances socialistes, n'échappât à la puissance de son action, et il l'attaqua, sous prétexte que le Soviet ne pouvait pratiquer qu'une politique neutre. C'est bien plus tard, quand il eut compris qu'à force de propagande les bolcheviks pourraient se servir de cet excellent instrument de démolition, que son attitude devint plus bienveillante.

Lénine comprend parfaitement que les Soviets ne sont pas en mesure de remplacer les rouages gouvernementaux, mais il lui faut soigner ces clubs pour conserver les apparences d'une dictature de prolétariat. Toute la conception et toute l'ambition du grand chef bolcheviste ressort de cette phrase brutale, qui se trouve à la page 20 de sa brochure : *Les bolchevistes peuvent se maintenir au pouvoir*, publiée un mois avant son coup d'État ;

« Après la révolution de 1905, la Russie, avec ses « 150 millions d'habitants, fut gouvernée par 130.000 « propriétaires fonciers, grâce à des violences sans fin... « *Et on viendrait nous soutenir que la Russie ne pour-* « *rait pas être gouvernée par* 240.000 *membres du parti* « *bolcheviste, dans l'intérêt des pauvres et contre les* « *riches*? »

Cette profession de foi devrait être gravée sur le frontispice de tous les endroits où on prêche la soviétisation. On ne pouvait mieux dire que la révolution doit être la victoire d'une secte, conception des hébertistes en 1792. Il y a là un mépris du peuple, que beaucoup de ceux qui ne se targuent pas de le représenter ou de le défendre, ne connaissent heureusement point. Et il y a là, d'autre part, l'affirmation orgueilleuse d'une nouvelle oligarchie, qui s'impose à la Russie.

Dès lors, on comprend de quelle manière devait, dans la pensée des chefs bolchevistes, s'exercer la dictature du prolétariat, et quelle place effective fut assignée dans leur conception aux Soviets.

Le mépris de la Constitution est enraciné si profondément dans la mentalité des dictateurs, qu'ils ne se gênent pas pour étaler publiquement leurs procédés législatifs. Ainsi l'organisateur de l'économie soviétique, Larine, racontait dans les *Isvestia* du 22 septembre 1918 que, vu les divergences d'opinion parmi les bolcheviks au sujet de l'utilité des centrales de production, préconisées par lui, il avait résolu la question « par la voie anarchique : « au lieu de faire intervenir le Soviet central, il se

« contenta de publier dans le journal officiel des « décrets signés de lui, et annonça la création de ces « organismes nouveaux : « C'est par la même voie, « écrit-il, que, sans discuter avec aucune représenta- « tion, tout simplement par décret, j'ai introduit la « journée de huit heures et d'autres lois encore. »

La phraséologie de Lénine attribue aux Soviets la plénitude des pouvoirs, la Constitution de la République proclame ce principe fondamental, et nous avons vu que le programme officiel du parti bolcheviste ne s'en écarte pas. Mais cette Constitution dissimule l'essentiel : c'est que, dans la pensée secrète de Lénine, au-dessus des Soviets, les dominant et les dirigeant, devait se placer le parti bolcheviste, ou plutôt le Comité central de ce parti, composé d'un état-major intellectuel.

Tant que les Soviets étaient des instruments dociles du parti bolcheviste, on évitait d'en parler, pour ne pas avouer au prolétariat, à qui Lénine n'a pas su donner jusqu'à ce jour même la garantie des lois sociales dont jouissent les ouvriers dans les pays « bourgeois », qu'on le bernait en parlant de sa souveraineté.

Mais, dès que les Soviets provinciaux, moins disciplinés parce qu'éloignés du centre, eurent montré des velléités d'émancipation, le parti bolcheviste jeta le cri d'alarme. La *Pravda* de Moscou, du 18 septembre 1918, se fit particulièrement menaçante.

Après avoir constaté que des conflits éclataient dans un grand nombre de villes de province entre les

dirigeants des Soviets et les Comités provinciaux du parti bolcheviste, au sujet de leurs prérogatives respectives, l'organe de Lénine faisait ce grave aveu :

« Quand notre parti eut pris le pouvoir, tout le « parti dans son ensemble, et chacun de ses membres « n'eurent aucun doute qu'il resterait l'organe « suprême qui aurait le rôle dirigeant et assumerait « notamment la direction de toute l'œuvre des Soviets. « Comme cette œuvre des Soviets n'est pas autre « chose que l'édification du socialisme selon notre « programme, il est tout à fait naturel que le parti « doive contrôler cette œuvre... Pour nous, bolcheviks, « le parti est au-dessus de tout, c'est le cerveau du « prolétariat ».

La *Pradva* traçait ensuite tout un schéma démontrant comment, par une véritable hiérarchie, le Comité central du parti bolcheviste « contrôle » le Soviet central de Moscou, tandis que des Comités provinciaux du parti dirigent l'activité des Soviets locaux.

Les textes d'ailleurs ne manquent pas, et des textes officiels. C'est ainsi que, dans l'exposé fait à la conférence du parti bolcheviste réuni à Smolny le 8 février 1919, les principes de la nouvelle oligarchie, conçus par Lénine et adoptés par 400 militants, éclatent avec toute la netteté voulue. Tout d'abord, voici la définition du rôle des Soviets, qui semble conserver à ceux-ci leurs privilèges :

« Les Soviets sont des organisations politiques

« de la classe ouvrière et des paysans indigents, « servant à incarner la dictature du prolétariat durant « les périodes d'agonie des régimes politiques ren- « versés et expirant, jusqu'à leur disparition définitive. « Les Soviets rassemblent, par voie de délégation, des « dizaines de millions de travailleurs, et doivent « concentrer tous leurs efforts sur le problème de la « représentation, dans leurs rangs, de toute la classe « ouvrière, des paysans en général, et des paysans « indigents en particulier, et sans exception aucune. »

C'est encore conforme à la Constitution.

Mais aussitôt le programme annonce *la volonté ferme du parti bolcheviste d'exercer sa dictature sur les Soviets.*

« Le parti communiste est une organisation qui « ne rassemble dans ses rangs que l'avant-garde du « prolétariat et des paysans indigents, c'est-à-dire ceux « des éléments de ces classes qui collaborent sciemment « à la réalisation pratique du programme communiste.

« *Le parti communiste se propose pour but de con-* « *quérir une influence décisive dans toutes les organi-* « *sations de travailleurs, de manière à les gouverner* « *autoritairement* (*Syndicats professionnels, coopéra-* « *tives, communes rurales, etc...*) *Le parti communiste* « *vise tout particulièrement à imposer son programme* « *aux organisations politiques nouvelles, telles que* « *celles des Soviets, de façon à y exercer un pouvoir* « *discrétionnaire* » (*La Commune du Nord* du 16 février 1919.)

C'est net, c'est franc.

Voici d'ailleurs, pour compléter la pensée léniniste, avec quelle vigueur Zinovieff se prononce pour l'établissement de la nouvelle oligarchie. La thèse est exposée dans un article important publié par l'*International Communiste* de Moscou (édition française, avril 1920). L'article traite du rôle des syndicats ouvriers et établit les rangs qu'occupent dans le système des Soviets le parti bolcheviste, le soviet et les syndicats :

« Le parti communiste est une organisation qui « groupe l'avant-garde du prolétariat et de la classe « paysanne pauvre, la partie de ces classes qui, « consciemment, tend à réaliser le programme com- « muniste. Le parti communiste se donne pour tâche « de conquérir une influence prépondérante et la « direction complète dans les coopératives, dans les « communes agricoles, etc... *Le parti communiste s'ef- « force de réaliser son programme et d'exercer sa domi- « nation complète dans les organisations d'État con- « temporaines : les Soviets* (p. 1291). »

Mais comment aboutir à cette hégémonie orgueilleuse d'une secte? Les thèses adoptées le 8 février 1919 nous renseignent à merveille :

« Il est absolument nécessaire de former, dans « toutes les organisations des Soviets, des fractions « communistes obéissant rigoureusement à la disci- « pline du parti. Ces fractions doivent comprendre « tous les membres du parti communiste russe « travaillant au sein de l'organisation respec- « tive. »

Dès lors on comprend aisément la tâche que les sections bolchevistes ont à accomplir au sein des soviets et des syndicats.

« Le parti communiste lutte toujours pour sa « domination au sein des soviets, même lorsqu'il « n'y représente que la minorité théoriquement « parlant. Le cas de la lutte pour l'influence domi- « nante au sein de telle ou telle organisation poli- « tique des soviets, de deux ou trois, et même d'un « plus grand nombre de partis, n'est pas impossible. « Au point de vue des rapports du parti avec les « Soviets, on ne doit admettre aucune différence, quant « à la règle de conduite entre l'attitude des fractions « du parti, que celles-ci constituent la majorité ou « bien la minorité de tel ou tel Soviet.

« La Constitution de la Russie des Soviets, les « décrets et les décisions du pouvoir des Soviets, « sont évidemment tout aussi obligatoires pour « chaque membre du parti communiste russe que « pour toutes les organisations du Parti. Le Parti « doit conquérir un contrôle effectif sur leur activité, « en travaillant méthodiquement et avec abnégation, « sans manquements, au sein des Soviets, et en assu- « rant l'élection à tous les emplois des Soviets des « plus énergiques et des plus dévoués d'entre les « membres du Parti. »

Ce but est d'ailleurs atteint complètement.

« Après dix-huit mois de lutte, le Parti commu- « niste russe a conquis une influence dominante « presque dans tous les Soviets. Actuellement *c'est*

« *le parti communiste qui oriente la politique de presque*
« *la totalité des soviets de Russie.* »

Jaloux de leurs prérogatives, les leaders bolchevistes préconisent au surplus le contrôle très strict du parti et des soviets, sans négliger le recours à des « épurations ».

« Un grand nombre d'éléments étrangers ont
« pénétré dans l'organisation des Soviets. Les Soviets
« ont à combattre le bureaucratisme, les lenteurs du
« formalisme, la négligence, le manque de compé-
« tence d'une masse d'organisations, la myopie poli-
« tique des patriotes de clocher, etc...

« Parallèlement à cela, des symptômes morbides
« se manifestent également dans l'organisation du
« parti. Si l'on voit les meilleures forces du parti
« refluer de l'organisation du parti dans celle des
« Soviets, pour y consacrer toutes leurs forces et tout
« leur temps au travail gouvernemental des Soviets,
« d'une part, — l'on voit affluer dans le parti, d'autre
« part, des éléments insuffisamment communistes,
« et même tout simplement des filous.

« Le parti communiste russe détenant le pouvoir,
« on voit s'y faufiler, à côté d'éléments excellents, des
« éléments de carrière. C'est ce fait qui a déterminé,
« et en toute justice, la limitation du droit électoral
« actif des membres du Parti aux élections de
« représentants aux congrès panrusses du Parti. »

La dictature atteint enfin son apogée :

« Il faut procéder à un nettoyage sérieux des orga-
« nisations des Soviets ainsi que de celles du Parti.

« Il faut que tous les membres du Parti se soumettent « sans réserve à la discipline la plus rigoureuse. « Quelque importants que soient les postes admi« nistratifs de tels ou tels membres du Parti, aucun « d'eux ne doit pouvoir se soustraire au contrôle du « Parti. En outre, les organisations du Parti ne doi« vent jamais exercer une tutelle mesquine sur les « Soviets, elle doivent éviter d'intervenir pour des mo« tifs futiles dans l'activité des Soviets, et enseigner à « leurs membres que l'adhésion au parti communiste « russe n'octroyant aucun privilège, impose une « responsabilité plus lourde que dans les autres par« tis et exige de ses membres une subordination « aveugle à la discipline des Soviets. »

La voilà, la hiérarchie singulière qu'établit le régime des soviets. Les bolchevistes d'ailleurs s'insurgent contre les idées répandues à l'Occident sur les relations entre les partis socialistes et les syndicats ouvriers.

Ils n'admettent pas que les syndicats ouvriers puissent garder leur autonomie, et que le parti s'adonne surtout à l'action politique. Ce parallélisme, cette « égalité des droits » leur est insupportable. Revenant à la conception primitive des guesdistes, ils annoncent, par la plume de Zinovieff, que les syndicats ouvriers doivent être soumis au parti. C'est l'apologie de la dictature politique du parti communiste :

« Au point de vue du marxisme révolutionnaire, « le parti est la synthèse supérieure de tous les aspects « de la lutte de la classe ouvrière pour son émanci-

« pation de l'esclavage capitaliste. Le parti commu-
« niste dispose de tout un arsenal de moyens de lutte
« pour l'émancipation du prolétariat. Il lie indisso-
« lublement la lutte politique et la lutte économique,
« *il éclaire et dirige aussi bien la lutte politique que la*
« *lutte économique du prolétariat.* Il est l'avant-garde
« de celui-ci. Au moyen du flambeau du commu-
« nisme, il éclaire toutes les sinuosités de la route.
« Le parti est le cerveau de la classe ouvrière. C'est
« pour ces raisons que l'action menée par les commu-
« nistes au sein des syndicats n'est que dérivée de
« l'action du parti communiste dans son ensemble »
(*Internationale Communiste* du 9 avril 1920.)

Et pour que nulle équivoque ne puisse venir altérer les intentions bolchevistes, Zinovieff profère des menaces :

« En période de dictature, il ne peut pas être
« question, à plus forte raison, de concessions quelles
« qu'elles soient sur la théorie de l'égalité des droits »
(des syndicats ouvriers et du parti). Le moindre écart dans cette direction doit rencontrer une résistance impitoyable de la part du parti.

« C'est pourquoi les syndicats doivent, dans l'en-
« semble, se considérer comme des écoles de commu-
« nisme. Dans chaque syndicat doit exister une
« fraction communiste rigoureusement organisée et
« disciplinée.

« Les fractions communistes locales, dans toutes
« les questions de politique économique, appliquent
« purement et simplement les décisions de la fraction
« centrale et panrusse des syndicats. »

L'organisation de la dictature du parti politique, dictature qui se dit celle du « prolétariat » se précise de plus en plus.

« Chaque fraction syndicale communiste ne cons-
« titue qu'une sous-section de l'organisation locale.
« La fraction communiste centrale des syndicats
« locaux est subordonnée intégralement au Comité
« local du parti, et la fraction communiste panrusse
« des syndicats est subordonnée au Comité central
« des partis. »

En définitive, le Comité central du parti bolcheviste, qui se trouve au faîte de l'organisation, dirige toute l'activité politique et économique du pays.

Bien entendu, le syndicalisme ne peut trouver quartier devant une pareille dictature. « Les commu-
« nistes qui militent dans les syndicats ont tous
« devoir de lutter de la manière la plus active contre
« les tendances syndicalistes, sans leur faire jamais
« la moindre concession. »

Telle est la dictature qui est exercée sur le prolétariat.

Je ne crois pas, pour ma part, qu'un pareil système puisse être implanté en Europe. Il correspond à un niveau très inférieur de la culture générale, et en particulier de l'éducation ouvrière. Dans les pays moins arriérés, le mouvement ouvrier a formé ses propres chefs ; un Zinovieff ou un Tziperovitch, qui préside aux destinées des syndicats de Petrograd, et qui ne connaît le monde du Travail que par la lecture

de brochures, de propagande, ne pourraient pas nourrir l'ambition de représenter des organisations professionnelles de l'Occident. Cette imposture est, hélas, possible en Russie, où hier encore les syndicats ouvriers étaient pourchassés par les policiers de l'ancien régime. Mais, en Occident, les organisations syndicales sont et resteront indépendantes, en dépit de toute démagogie, de toutes promesses insensées et gratuites des intellectuels, fascinés par le trop facile succès de leurs proches en Russie.

Comment s'extasier devant les Soviets, alors que leur existence doit fatalement engendrer une nouvelle oligarchie? Je ne connais de meilleure critique dirigée contre ce système que celle dont Jaurès accable le système de Condorcet avec ses assemblées primaires.

« Il mettait constamment en jeu la souveraineté « directe de la nation. Toutes les élections devaient « se faire au suffrage universel direct. Il n'y avait plus « d'électeurs en second degré, plus d'assemblées « électorales. C'étaient les assemblées primaires qui « nommaient directement tous ceux qui étaient « appelés à représenter le peuple souverain, ou à « administrer en son nom. Elles nommaient les « municipalités, les administrateurs des départe- « ments, les députés ; c'étaient les assemblées pri- « maires qui nommaient les juges, les agents munici- « paux, elles nommaient les ministres, le Conseil exé- « cutif, par un mécanisme d'ailleurs assez compliqué.

« C'est la censure du peuple sur les actes de la

« représentation nationale, et *théoriquement, il semble* « *que c'est la démocratie illimitée.* A ce système, les « Montagnards faisaient trois objections essentielles. « D'abord, en constituant de grandes communes où « seraient fondues et absorbées beaucoup de petites « communes (14.000 communes allaient disparaî- « tre), on bouleversait cette vie municipale révolution- « naire qui, par son morcellement même, avait mis « en jeu la spontanéité des individus et prévenu « l'action modérée et fédéraliste des administrations « intermédiaires de district ou de département.

« *En second lieu il énervait la volonté populaire, en* « *affectant d'y recourir exclusivement Le peuple sur-* « *mené se détournerait bientôt de son propre droit, et* « *laisserait l'exercice réel de la souveraineté à quelques* « *intrigants, car il était obligé de passer sa vie dans les* « *assemblées primaires, et quelle est la loi qui pourrait* « *aboutir à travers ces complications ?*

« C'était organiser le veto de la souveraineté natio- « nale sur elle-même. » (La *Convention*, page 1584.)

Or, un parti politique peut-il s'imposer à un pays, quel qu'il soit, sans recourir à la terreur?

Quinze jours après le coup d'État, qui soi-disant implantait la dictature du prolétariat en Russie, onze bolcheviks notoires, dont les lieutenants fidèles de Lénine, les commissaires Zinovieff, Kameneff, Rykoff, Milioutine, Noghine, donnaient leur démission du Comité central du parti, en proclamant dans une lettre retentissante les raisons de leur acte :

« Nous estimons qu'il est nécessaire de former

« un gouvernement socialiste composé de tous les « partis qui sont représentés dans les Soviets... Un « gouvernement purement bolcheviste ne pourrait « se maintenir au pouvoir que par *les moyens de la « terreur politique*. C'est dans cette voie que s'est « engagé le Conseil des Commissaires du peuple. « Nous ne voulons, nous ne pouvons le suivre. Nous « voyons que cela écartera les organisations prolé- « tariennes, qui représentent les masses, de la gestion « de la vie politique et que cela conduit vers l'éta- « blissement d'un régime des irresponsabilités et « vers la débâcle de la révolution et du pays. Nous ne « pouvons point assumer les responsabilités d'une « pareille politique et nous donnons notre démission « en tant que commissaires du peuple. »

Mieux, les signataires de la lettre stigmatisaient la politique de Lénine et de Trotzki en des termes qui ne sauraient être plus violents sous la plume de l'antibolcheviste le plus avéré :

« Nous faisons cela pour pouvoir dire ouvertement « à la masse des ouvriers et des paysans que la poli- « tique du groupe qui domine le parti central conduit « à la ruine le prolétariat, et que ce groupe a commis « des actes démontrant clairement son intention « ferme de ne pas admettre la formation d'un gou- « vernement composé des partis représentés dans les « Soviets ; il veut défendre un gouvernement pure- « ment bolcheviste à tout prix, quel que puisse être « le nombre des victoires que compteront la classe « ouvrière et les soldats. »

Hélas, la conscience de ces protestataires n'a pas résisté à l'attrait du pouvoir : quelques jours après un verdict aussi impitoyable, ils retournaient dans le giron léniniste, mais leur cas psychologique ne nous intéresse guère. L'essentiel est que les bolcheviks les plus influents se rendaient bien compte où les menait la méthode de Lénine et sa prétendue dictature du prolétariat : elle les menait au tsarisme à rebours. L'avènement de la dictature d'un parti dans de pareilles conditions annonçait « l'épuration » des Soviets, des administrations, des usines, et de tous les services publics qui n'entendaient pas se soumettre à la tutelle léniniste.

Et tout cela se fait au nom du socialisme intégral !

Pourtant Lénine se rend parfaitement compte qu'aucun socialisme ni communisme n'est possible actuellement en Russie ; mais il tient à mystifier l'étranger, parce que c'est pour lui la seule chance d'acquérir les sympathies des masses laborieuses de l'Occident, fascinées par la légende que ses propagandistes ont su créer et répandre avec une habileté et une impudence sans pareilles.

Tous les fonctionnaires des Soviets font chorus avec lui, mais il y avait une époque où ils se permettaient la critique, en soulevant un peu le voile qui cachait la triste réalité.

C'est ainsi que Dridzo (Losowsky), secrétaire général de la Syndicale Centrale russe, s'élevait, dans les premiers mois de l'avènement du gouverne-

ment des Soviets, contre les illusions — ou ce qu'il croyait des illusions — de ses amis léninistes.

Le journal officiel de la C. G. T. russe contient en effet des articles dus à sa plume, dont les appréciations profondément justes ne sauront être détruites par les déclarations de ce militant bolcheviste par trop oublieux :

« La révolution d'octobre, écrivait-il, a vaincu « à Petrograd et dans une série de grands centres. « Les bolcheviks sont au pouvoir. Il s'agit de savoir « maintenant si le nouveau gouvernement va essayer « d'introduire le socialisme, ou s'il restera dans les « limites de l'Etat démocratique et bourgeois... Si « le gouvernement bolcheviste essaie de socialiser « les moyens de production et d'échange, la défaite « de la révolution, étant donné le niveau du déve- « loppement économique de la Russie, est inéluc- « table.

« Toute tentative d'introduire immédiatement le « socialisme isolerait l'avant-garde ouvrière de toutes « les couches intermédiaires, qui ont des sympathies « pour le prolétariat, parce qu'elles désirent la paix, « la terre, et non pas le socialisme; toutes tentatives « de ce genre, étant donné le marasme économique « toujours croissant, provoquerait une catastrophe. »

Et il poursuivait sa démonstration en ces termes :

« Les bolcheviks de gauche soutiennent que la « révolution d'octobre est une révolution prolétarienne et socialiste, et qu'il importe de procéder « immédiatement à la réalisation du programme

« maximum. C'est une erreur profonde : la Russie « n'est pas encore mûre pour la socialisation de la pro- « duction, et elle doit encore passer par une longue « période bourgeoise et démocratique ; c'est seule- « ment en cas d'une révolution socialiste en Europe « occidentale qu'on pourra parler chez nous du socia- « lisme non pas à coups de décrets, mais du socialisme « véritable... On n'est pas arrivé à établir un accord « entre les différentes fractions de la démocratie « révolutionnaire. Les deux extrêmes oublient — « et c'est là la tragédie de la révolution russe — que la « contre-révolution approche et que son triomphe « serait l'enterrement de toute la révolution... »

Et voici son jugement sur la doctrine :

« Il faut être aveugle pour ne pas voir que la dicta- « ture d'un parti, qui s'appuie sur une fraction de pro- « létariat et de soldats, ne peut résoudre les pro- « blèmes qui sont posés par la révolution. Ou il faut « élargir la base sociale de la révolution en s'enten- « dant avec d'autres partis socialistes, ou bien c'est « la catastrophe ; il n'y a, il ne peut y avoir de moyen « terme. » (Le *Moniteur professionnel*, organe du Comité Central des syndicats ouvriers, 24 novembre 1917.)

Un mois après, dans le même journal de la C. G. T. russe, Dridzo, revenant à la charge, affirmait que le socialisme est impossible en Russie, que « l'immense majorité des syndicats professionnels est hostile au socialisme à coups de décrets » que le Conseil des commissaires du peuple « fonctionne sans aucun con-

trôle », celui du Soviet central étant platonique. (*Idem*, nº du 2 janvier 1917.)

On a su imposer le silence à cet empêcheur de danser en rond, et on « épura » le bureau de la Centrale syndicale devenu une succursale du parti bolcheviste, mais les textes sont là ; on ne saurait les détruire.

CHAPITRE VII

L'APOLOGIE DE L'INCOMPÉTENCE

Voyons maintenant quels résultats a donnés la prétendue dictature du prolétariat.

Il importe de remarquer, tout d'abord, que Lénine a entrepris son « expérience » avec un bagage scientifique et une préparation excessivement modestes. Non pas que je conteste son intelligence, mais il aime les idées toutes faites. Il ne s'est pas donné la peine d'étudier dans les détails les conditions économiques de la société qu'il se proposait de transformer.

De même qu'avant la guerre il se nourrissait, sans les passer au creuset de l'évolution moderne, des principes énoncés il y a plus d'un demi-siècle par Karl Marx, il subit, pendant le grand cataclysme, l'ascendant des professeurs de l'Allemagne officielle.

On sait que toute une pléiade d'économistes d'outre-Rhin, faisant bonne figure à mauvais jeu, s'ingéniaient à persuader la population, et surtout l'étranger, que les mesures exceptionnelles de réglementation et l'étatisme outrancier introduits par les puissances centrales pour « durer », constituaient

un pas énorme dans la voie du progrès, et qu'au surplus, elles préparaient l'avènement du socialisme.

Dans sa tour d'ivoire de Suisse, le futur dictateur de Moscou fut frappé par cette argumentation.

Aussi, rentré en Russie, se hâta-t-il de transplanter sur le sol natal les méthodes pour lesquelles il professait une si grande admiration (je ne parle pas pour le moment de la question agraire).

« Voyons, écrivait Lénine la veille de son coup « d'État, il suffit d'un peu d'attention et de réflexion « pour se convaincre qu'il y a des moyens pour lutter « contre la catastrophe et la famine, que ces moyens « sont simples, à la portée des forces populaires, et « qu'ils ne sont pas appliqués uniquement parce « qu'ils vont léser les intérêts d'une poignée de pro- « priétaires et de capitalistes. »

Lénine avait la panacée ! Comme programme d'action, il proposait, en bon marxiste, l'étatisation de tous les domaines d'activité productrice. Par simples décrets, il suffisait d'ordonner :

1° L'étatisation des syndicats, c'est-à-dire des grandes unions de capitalistes, qui détiennent le monopole de fait de l'industrie du sucre, du naphte, de la houille, de la métallurgie, etc. ;

2° L'unification de toutes les banques en un seul établissement, et le contrôle par l'État de toutes les opérations (nationalisation des banques) ;

3° La suppression du secret professionnel commercial ;

4° La syndicalisation forcée de tous les industriels, commerçants, et du patronat en général ;

5° La syndicalisation forcée de toute la population en sociétés coopératives, sous le contrôle de l'État [1]. »

Programme grandiose, qui paraissait à Lénine si simple qu'il ne daignait même pas entrer dans les *détails techniques*. On chercherait en vain dans la brochure que je cite autre chose que des énoncés tout théoriques, des affirmations gratuites. Lénine pontifiait, il ne prouvait jamais.

N'avait-il pas, au reste, trouvé le mot magique, devant lequel toutes les difficultés s'évanouissaient comme par enchantement : la *contrainte, la terreur.*

Si ses écrits négligeaient complètement l'examen technique du programme économique, en revanche ils contenaient un véritable code pénal, où toutes sortes de mesures coercitives — avec un luxe d'imagination peu commun — furent préconisées, afin de forcer et le capital et le travail à suivre la voie tracée. C'est la méthode militariste, appliquée à la science économique et sociale. On cherche instinctivement, au bas de ses brochures, la signature d'un Ludendorff quelconque, tant ce langage est farci d'expressions tirées des choses de la guerre !

Plus tard il changera : toutes ses idées subiront, depuis le passage au pouvoir, une évolution profonde

1. LÉNINE. *Comment lutter contre l'approche de la catastrophe*, Pétrograd, 1917.

et instructive. Ayant perdu la foi dans la vertu des décrets, il cherchera à excuser son impréparation en disant que nul « ne pouvait tout savoir, et que les moyens réels de transformation sociale ne se révèlent que par la pratique » !

Mais à qui voulait-il confier le soin d'exécuter son programme? Songea-t-il à la nécessité d'attirer toutes les forces techniques et intellectuelles? Nullement.

Au pion allemand s'ajoute, en un amalgame bizarre, le démolisseur russe. « Ce qui a été réalisé par l'Allemagne des hobereaux, écrit-il, toujours dans le même opuscule, pourrait être parfaitement réalisé en Russie par les *Soviets*, *par la dictature du prolétariat*, *grâce à ses nouveaux rouages gouvernementaux*, *universels*, *modernes et antibureaucratiques.* »

Il ne se demandait pas un seul moment si le degré de préparation technique et d'éducation sociale du prolétariat russe était suffisant pour qu'il exécutât le programme économique. *A priori* il proclamait que, par le canal des Soviets « le prolétariat est apte à prendre le pouvoir, à conduire tout le peuple vers le socialisme, et à orienter et organiser le nouveau régime, à guider enfin tout le monde des travailleurs dans l'œuvre de l'organisation de la vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. »

Comment ne pas reconnaître dans cette foi bolcheviste dans le prolétariat russe, celle qu'avaient les socialistes révolutionnaires — leurs frères ennemis — dans les vertus du paysan russe « socialiste né »?

Encore, si Lénine avait voulu, à l'instar de la Révolution française, utiliser l'ancienne administration, après l'avoir adaptée à des buts nouveaux, ce qui lui eût permis d'assurer le passage d'un régime à l'autre ! Mais ce démolisseur prêchait qu'il fallait *briser* tous les rouages de l'État et, sur les ruines accumulées, ériger le nouvel édifice. Il faisait sienne la pure méthode anarchique : « Tout le pouvoir aux Soviets, cela veut dire, écrivait-il, toujours à la veille de la prise du gouvernement, la suppression de tout l'ancien mécanisme de l'État, de toute la machine bureaucratique, son remplacement par un nouveau mécanisme, celui des Soviets... qui permettra à la majorité du peuple de gouverner. »

Plus tard, après huit mois d'expérience, il se flattera, au congrès des Soviets provinciaux, de n'avoir « jamais songé à adapter les anciens cadres au nouveau gouvernement », ajoutant même : « Nous ne regrettons pas de les avoir supprimés, bien que nous fussions obligés de les reconstituer avec tant de difficultés. Les masses des paysans et ouvriers ont plus de capacité pour le travail de construction qu'on ne pouvait croire. » Et, à l'anniversaire du coup d'État, il s'écriait, dans son grand discours : « La classe ouvrière a démontré qu'elle sait, sans les intellectuels et les capitalistes, organiser l'industrie. »

Ces déclarations sont à retenir, d'autant plus que les partisans du gouvernement bolcheviste à l'étranger, peu avertis, reprochent aux intellectuels russes

d'avoir « saboté » l'œuvre révolutionnaire des Soviets ou tout au moins mis des bâtons dans les roues. En réalité, Lénine et ses amis, non seulement rendaient impossible la coopération honnête des techniciens de toutes sortes, mais, durant de longs mois, éliminaient et supprimaient systématiquement les faibles cadres d'intellectuels qui existaient en Russie, en sectaires jaloux qu'ils étaient, jusqu'à ces derniers temps où, devant les résultats désastreux de cette tactique, Lénine comprit sa faute et prêcha le fameux « compromis » en appelant à son aide les techniciens et les spécialistes — trop tardivement pourtant...

En sectaires jaloux, dis-je. C'est le mot. Les bolchevistes ont voulu gérer l'immense État russe avec les mêmes méthodes qu'ils adoptaient à l'époque où, dans l'émigration, ils prêchaient, au sein du parti socialiste russe, la soumission à leur petite chapelle.

Dans la pensée initiale de Lénine, l'œuvre économique du bolchevisme devait être précédée d'une élimination complète de tous les anciens cadres de l'administration, de toute l'ancienne bureaucratie, de toute l'élite intellectuelle, dont la concurrence était redoutée par son parti. La table rase faite pendant cette première période, les intellectuels du parti bolcheviste, devenus fonctionnaires avec des tendances présumées contraires à tout bureaucratisme, allaient, par le canal des Soviets, étatiser, nationaliser et socialiser ce qui restait, après la période anarchique, des branches d'activité économique russe.

Tel était le programme initial de Lénine. Il fut

exécuté consciencieusement par ses disciples, d'autant plus aisément que le coup d'État bolcheviste a trouvé les masses ouvrières extrêmement fatiguées, mais cependant irritées, et prêtes à se ranger sous n'importe quelle bannière, à condition qu'elle les sortît du cercle vicieux.

La dépression économique, les difficultés de ravitaillement étaient beaucoup plus accentuées que lors de la première révolution, qui coûta le trône au tsar Nicolas. Les entreprises les plus solides, les mieux assises, périclitaient; le gouvernement de Kerensky semblait assister, sinon complaisant, du moins indifférent, à la catastrophe ; contre les chefs d'industrie, on lançait l'accusation terrible de « sabotage » et les bolcheviks payaient une propagande acharnée en faveur de la « sous-production ».

Tout le monde pourtant, gouvernement, patrons, ouvriers étaient d'accord sur un point : la nécessité de prendre des mesures héroïques, extrêmes, pour sauver le pays de l'anarchie. Seulement le désaccord le plus profond, irréductible même, régnait au sujet des méthodes préconisées par les uns et par les autres.

Les patrons, habitués en général à vivre sous la tutelle gouvernementale, étaient mal préparés au rôle qui leur fut dévolu par la révolution. Ils n'étaient pas capables d'élaborer ce plan d'ensemble, ce programme, sans lequel l'ossature du pays devait s'effondrer lamentablement.

Le Gouvernement tsariste réglementa partielle-

ment la production pendant la guerre. Mais ses innombrables arrêtés concernant les réquisitions, les séquestres, les droits et les obligations de l'industrie privée et des établissements travaillant pour la défense nationale, se contredisaient si souvent, constituaient un tel amalgame confus, que les chefs d'industrie s'y perdaient, au lieu d'y trouver un fil conducteur. Si bien que, pour s'y reconnaître, une institution officielle publia même un guide, dénommé par les intéressés « Guide à travers la Jungle des Bureaux, des Conférences et des Commissions ».

La révolution survenue, il eût fallu procéder rapidement à la reconstruction du pays; après les premiers mois passés en discussions, après les tâtonnements inévitables du début et les erreurs de part et d'autre, le patronat se déclarait partisan d'une réglementation de l'industrie par l'État.

De leur côté, les socialistes minimalistes, alors leaders des Soviets, après avoir perdu leurs premières illusions, s'orientèrent résolument vers le même but. Un accord semblait s'être établi entre les uns et les autres. Le journal de l'organisation panrusse des usiniers et des fabricants s'exprimait, un mois avant le coup d'État bolcheviste, en ces termes :

« Nous sommes parfaitement convaincus que, dans « le domaine des intérêts économiques, les industriels « ont souvent plus de points de contact avec le groupement politique de Tseretelli qu'avec celui de « Milioukoff. Dans le domaine économique, qui prime « toutes les combinaisons ministérielles, les industriels

« et la classe ouvrière ont presque le même chemin
« à parcourir, actuellement, où il s'agit de reconstruire
« la vie économique. Quand on approfondit les choses,
« on constate que les deux classes, en ce moment,
« n'ont plus d'intérêts opposés. »

Seulement, il eût été nécessaire que le gouvernement apportât son concours pour ravitailler les établissements industriels en matières premières, qu'il arrêtât, d'un commun accord avec les intéressés, le mode de répartition. On aurait peine à se figurer les abus qui fleurissaient autour de l'industrie désorganisée.

Disons-le franchement : c'est surtout depuis la révolution que la Russie peut être considérée comme le pays par excellence du pot-de-vin, bien qu'elle ait été connue déjà comme telle auparavant. Pour qu'il pût continuer à approvisionner son usine en combustible ou en toute autre matière première, l'industriel fut obligé de s'adresser « aux démarcheurs » de toutes sortes, qui gravitaient autour des innombrables comités de ravitaillement.

Les matières premières faisant défaut, soit en raison de la baisse du rendement des ouvriers, soit par suite de la défectueuse répartition, l'industrie périclitait : le nombre des établissements obligés de fermer leurs portes augmentait sans cesse...

Cependant, le gouvernement de Kerensky, désemparé, sans programme économique et financier, contemplait le progrès du mal. Après avoir perdu quatre mois, il institua, fin juin 1917, un Conseil économique

supérieur, qui fut chargé « d'élaborer le plan général de l'organisation de l'économie nationale et du travail ». Sur le papier, comme tout ce que concevait le gouvernement provisoire, c'était grandiose. Dans la pratique, le nouvel organisme n'a rien fait, justement parce que sa tâche, ses prérogatives, ses ambitions étaient illimitées.

Mais le gouvernement l'eût-il voulu qu'il n'aurait pu faire grand'chose, étant donné l'attitude du prolétariat.

Un incident qui se produisit à la première conférence des Comités des usines, mai 1917, nous en dira long sur l'état d'esprit qui dominait alors les masses. Skobeleff, ministre du Travail, prononça un discours bien sobre, dans lequel il indiquait que la « réglementation du marché du travail et le contrôle de l'industrie sont l'affaire non pas d'une classe sociale quelconque, mais de l'État. Quant à ces classes, leur devoir était de prêter aide à l'État. Bien entendu, il faut que les ouvriers soient organisés en syndicats professionnels, d'après les branches d'industrie ».

Ces paroles ne furent guère goûtées.

Cependant, voilà qu'un représentant officiel du Comité Exécutif du Soviet, socialiste de gauche, développa sa conception. Il indiqua que les augmentations de salaires à jet continu n'améliorent guère les conditions ouvrières, les prix de tous les produits subissant des augmentations correspondantes. A son avis, l'État devait introduire la taxation et se charger de la répartition des produits. Il admit le contrôle du

commerce et des banques par l'État, défendit la syndicalisation obligatoire des industries, et demanda en revanche qu'on laissât aux capitalistes une part des bénéfices, si on ne voulait pas qu'ils abandonnassent eux-mêmes la direction des entreprises. Quant aux Comités d'usines, il les investissait de prérogatives, par exemple les chargeait du contrôle de l'approvisionnement des établissements en matières premières.

Eh bien, aux applaudissements frénétiques de toute l'assemblée, un délégué des usines métallurgiques de Petrograd lui riposta :

« En écoutant le représentant du Soviet, j'ai cru « entendre parler le directeur de mon usine. »

Ce qui, traduit en langage actuel, signifiait que les socialistes du Soviet, première manière, n'étaient que d'« infâmes contre-révolutionnaires ».

A tous les projets pour combattre la crise, les ouvriers, poussés par les bolcheviks, opposaient une seule revendication : le contrôle par en bas, et, en attendant, ils se croisaient les bras.

CHAPITRE VIII

LES SOVIETS D'USINE A L'ŒUVRE

Le contrôle « par en bas », c'était inéluctablement le règne des comités d'usine. Du moment que le Soviet représentait la cellule politique, il était tout à fait naturel que le Comité d'usine devînt l'alvéole économique, les deux organismes correspondant au même stade inférieur de la communauté sociale. Contrairement à la doctrine marxiste, qui réclamait l'étatisme, Lénine, prisonnier de sa surenchère, se vit obligé de recourir à ces comités, véhicules du socialisme « autogène » russe. Et il proclama la nécessité de la *gestion par voie collégiale et élective.*

Les comités d'usine existaient en Russie avant la révolution ; on cherchait, par la réunion des délégués d'atelier, à suppléer à l'absence des syndicats traqués. La révolution leur a donné une force de propulsion exceptionnelle. Dans chaque établissement industriel, on a vu se former des comités composés de représentants du personnel. Voici en quels termes un des apologistes de ces nouveaux organismes, Lievine, en décrivait la genèse, dans son rapport à la

première Conférence des Comités, qui se tint à Petrograd du 30 mai au 5 juin 1917[1].

« Ce sont les enfants de notre révolution, le sang « de son sang, la chair de sa chair. Dans les journées « de février et de mars, les ouvriers quittèrent les « usines, les fabriques, et descendirent dans la rue, « pour en finir une fois pour toutes avec l'hydre « tsariste. Partout, les fabriques et les usines s'arrê- « tèrent. Puis, une semaine ou deux après que les « fondements des premières organisations révolution- « naires politiques eurent été jetés, les masses ouvrières « revinrent aux usines. C'est alors qu'elles constatèrent « que beaucoup d'établissements étaient abandon- « nés à eux-mêmes. Les administrateurs, les généraux « (on voit par cette indication que le rapport compte « surtout des ateliers de l'État), les ingénieurs, les « techniciens, les contremaîtres, qui avaient des rai- « sons de craindre les légitimes répressions des « ouvriers pour les méfaits qu'ils avaient commis « autrefois, s'étaient enfuis... Il fallut reprendre le « travail dans ces usines sans administration. Com- « ment faire? L'administration n'est-elle pas la base, « le moteur de l'usine? Alors les ouvriers procédèrent « sans retard aux élections des Comités d'usines, à « l'aide desquels la vie normale commença à se réta- « blir. Les postes occupés jadis par les administra- « teurs, les ingénieurs, les généraux (dans les usines

1. Voir la *Première conférence des Comités de fabrique et d'usine* (compte rendu officiel), Pétrograd 1917, p. 38.

« de l'État) furent occupés par les membres des « comités d'usines. La vie elle-même les mit dans « l'obligation de diriger beaucoup d'entreprises.

« Puis la révolution rentra dans son lit et devint « plus calme. Les fuyards s'étaient aperçus que les « ouvriers étaient moins sanguinaires qu'ils ne le « croyaient, et qu'ils auraient pu être en toute justice, « et ils commencèrent à rentrer dans les usines. Les « directeurs, les ingénieurs, les contremaîtres, tous « réoccupèrent leurs postes. Quelques-uns, complè- « tement incompétents ou réactionnaires, ne furent « pas admis parmi ces ouvriers. Aux autres *on adjoi- « gnit comme aides des membres des Comités d'usines.* « C'est ainsi qu'un contrôle de fait fut établi sur tout « ce qui se passait dans l'usine. »

Ce tableau représente la situation dans les ateliers de l'État, et notamment dans l'administration de l'artillerie ; dès le mois d'avril 1917, d'ailleurs, une Conférence des comités d'usines près des entreprises de l'État fut convoquée, pour en établir le statut, dont les articles 5, 6 et 7 disaient :

« Tous les règlements concernant l'organisation « intérieure de l'atelier (la fixation de la durée du tra- « vail et celle des salaires, l'embauchage et le renvoi « des ouvriers et des employés, etc.) doivent être « fixés par le Comité d'usine, qui en informe le chef « de l'usine ou les chefs de service.

« Tout le personnel administratif, le chef de l'usine, « les chefs des services et des ateliers, tous les techni- « ciens et autres, doivent être acceptés par le Comité

« d'usine, qui annonce leur entrée en fonctions, soit « à l'Assemblée générale de l'usine, soit à l'atelier « par le canal des Comités. Le Comité d'usine a le « droit d'exiger le renvoi de personnes faisant partie « de l'administration, qui ne seraient pas en mesure « de garantir les relations normales avec les ouvriers.

« Le Comité d'usine est l'organe qui contrôle la « gestion de la direction dans les domaines adminis- « tratifs, économiques et techniques.

« Afin d'effectuer ce contrôle préventif, le Comité « d'usine nomme, parmi ses membres, des représen- « tants dans le Conseil de direction de l'usine, dans « les comités de gestion et les comités techniques, « et dans tous les services de l'établissement. Ces « représentants ont le droit de prendre connaissance « de tous les documents officiels de la direction, de « tous les devis et de toutes les pièces d'entrée et « de sortie. »

C'est de cette manière que, six mois avant le coup d'État bolcheviste, en plein régime de Kerensky, sans que l'opinion le sût, étaient gérés déjà plusieurs établissements de l'État, dépendant pour la plupart de la Direction de l'artillerie.

Mais, dans l'industrie privée, les comités d'usines n'étaient pas de force à acquérir d'emblée semblable prépondérance. Ils exigeaient, il est vrai, le contrôle ouvrier, compris par les uns comme le « droit de regard », par les autres, comme le droit de gestion. Mais, en réalité, leurs fonctions étaient bien plus modestes.

Ils cherchaient à maintenir l'activité de leur établissement, agissant surtout comme agents inconscients du patronat.

En effet, certains patrons, assez intelligents pour ne pas heurter de front la révolution, s'arrangèrent pour être dans les meilleurs termes possible avec leurs Comités. Les représentants de ces derniers, grâce à leur qualité d'ouvriers et de membres du parti bolcheviste ou du parti socialiste de gauche ou enfin de la fédération anarchiste, pouvaient sans encombre parcourir le territoire de la Russie, à la recherche du combustible, et se constituer ainsi des stocks qui purent assurer la marche de leur établissement.

Mais en même temps d'autres établissements, dont les patrons étaient moins intelligents, dont les membres des comités d'usines n'étaient pas assez « débrouillards », manquaient de combustible et de matières premières. Aucune réglementation, aucune répartition de matières premières, dont le besoin se faisait partout sentir de plus en plus impérieusement, n'était possible dans ce système, où chaque comité défendait ses propres intérêts, sans se soucier du voisin. Une sorte de *séparatisme*, où les comités se dressaient les uns contre les autres, entravait tout essai de réglementation générale.

Au moment du coup d'État, les comités d'usines de Petrograd possédaient toutefois un Comité Central panrusse. Toutes les espérances, toutes les aspi-

rations leur semblaient permises dorénavant. Pourquoi ne pas tenter sur une vaste échelle, pour l'industrie tout entière, cet essai de contrôle, qui fut déjà en partie introduit dans les ateliers de l'État? Le problème du contrôle ouvrier se posa avec une sorte de force sysmique. Aux ouvriers, il semblait la vraie panacée.

Dans sa propagande, Lénine en a fait le point central de toutes les revendications économiques. Mais la conception initiale des bolcheviks leur interdisait de donner la prépondérance aux comités d'usines. C'est par l'*Etat* que le chef bolcheviste, en vieux marxiste, entendait contrôler et réglementer l'industrie. Ce qu'il voulait, c'était l'étatisation immédiate de l'industrie et des banques.

Mais, en présence des revendications des comités d'usines, Lénine se vit obligé de modifier complètement son programme initial. N'oublions pas que, pour obtenir les sympathies des masses ouvrières, les bolcheviks, dont la doctrine initiale condamnait les comités d'usines, encourageaient ceux-ci dans toutes leurs prétentions tant qu'a duré le gouvernement Kerensky, qu'ils voulaient abattre ; ce sont les bolcheviks, en effet, qui présidaient les conférences de ces comités d'usines, ce sont eux qui poussaient à l'augmentation des salaires, dans l'espoir que cette course folle finirait par acculer le gouvernement provisoire, qu'ils cherchaient à remplacer, dans une impasse. Arrivés au pouvoir, grâce à cette démagogie, ils se trouvèrent fatalement prisonniers de leurs anciens complices.

Et puis, Lénine « misait » à cette époque sur la « spontanéité des masses ». Il fallait donner des gages au prolétariat, quitte à déchaîner tous les instincts les plus bas : le chef du gouvernement lançait alors son cri de guerre civile, resté célèbre dans les annales de la révolution : « Pillez ce qui a été pillé ». C'était plus fort et plus matérialiste que la fameuse phrase de Druet qui, elle au moins, n'engageait pas la Convention : « Soyons brigands pour le bonheur du peuple. »

Le chroniqueur patient peut se retrouver, à la rigueur, dans les variations léninistes, quand il les situe dans le milieu et explique leur origine par les opportunités du moment, mais la masse est simpliste.

Huit mois après son avènement au pouvoir, Lénine, qui avait déjà eu le temps de mesurer ses erreurs, qui avait déjà fait appel aux spécialistes et, à l'occasion, prononçait l'éloge des techniciens, stigmatisant les masses « abruties », — ce Lénine proclamait en pleine conférence ouvrière :

« Vos comités d'usines doivent cesser d'être de « simples comités d'usines (*applaudissements*) ; ils « doivent devenir les cellules essentielles de l'État « et constituer la classe dirigeante... Si chaque « comité comprend qu'il conduit la plus grande révo- « lution du monde, nous *ferons la conquête du socia- « lisme pour le monde entier* (*Ovations prolongées*) [1]. »

1. *Quatrième conférence des Comités d'usine*, procès-verbaux, Moscou 1918, p. 23.

Déjà avant le coup d'État, à la première Conférence des comités d'usines, on pouvait prévoir que les bolcheviks seraient obligés de capituler.

Larine, économiste officiel des Soviets, cherchait à se faire comprendre, en disant: « Un contrôle qui s'exerce dans des entreprises isolées ne nous satisfait pas. Il faut que le contrôle soit basé sur un plan d'ensemble règlant toute l'économie ». Il chargeait les syndicats ouvriers de fonctions importantes de contrôle. Quant aux comités d'usine, il ne leur laissait que la surveillance de la production. « Qui dit contrôle, dit réglementation de l'industrie. Cela nécessite un plan d'ensemble ; on n'irait pas bien loin en s'emparant purement et simplement des établissements industriels. »

Un autre bolchevik, Milioutine, se faisant le porte-parole de Lénine, disait que contrôle présuppose la nationalisation des grandes branches de l'industrie ; « en s'emparant des usines, les ouvriers isolés ne feront pas approcher l'heure de la réalisation du socialisme. »

Ce sont les anarchistes qui, à cette époque, donnaient le *la* dans les comités d'usines, et les bolcheviks étaient bien obligés de marcher à leur remorque dans la question du contrôle ; en revanche, ils achetaient l'aide des anarchistes les jours d'insurrection.

Un des orateurs, l'ouvrier Amossoff, ripostait aux représentants officiels du parti bolchevik en annonçant que « les comités d'usines, qu'on le veuille ou non. seraient appelés à réaliser le contrôle dans la pratique.

Ce sont ces Comités qui assument des fonctions importantes ; ce sont eux qui dirigent la vie de l'établissement », tandis que l'ouvrier Jouk traçait le système suivant : « Des Commissions de contrôle, composées des ouvriers de toute profession, constituent la cellule. Ces Commissions forment une fédération, qui est l'organe suprême économique du pays ».

Les deux thèses se sont heurtées avec violence après l'avènement de la « dictature du prolétariat ». Combien édifiantes sont les discussions au Conseil du contrôle ouvrier. (Séance du 28 novembre 1917.)

Dridzo, secrétaire de la Centrale des Syndicats, disait :

« Il faut indiquer, dans les instructions sur le con-
« trôle ouvrier, que celui-ci ne constitue pas le pas-
« sage de l'entreprise dans les mains des ouvriers de
« cette entreprise, car les actions séparatistes empi-
« rent la situation et embrouillent tout. »

A quoi le représentant des Comités des usines ripostait : « Il faut savoir sur quoi va s'appuyer le
« contrôle ouvrier et de quelle manière seront insti-
« tués les organes inférieurs de contrôle. Les Comités
« d'usines estiment que le contrôle doit être l'affaire
« du comité de chaque établissement. Ces Comités
« se réuniront ensuite dans chaque ville, pour former
« le Comité central pour chaque branche d'industrie,
« et pour opérer ensuite la coordination dans les orga-
« nismes régionaux. »

Larine, à son tour, cherchant à endiguer le courant, s'écriait : « Le contrôle ouvrier n'est pas exclusi-
« vement l'affaire des ouvriers de chaque entreprise,
« mais des ouvriers de toute la branche d'industrie...
« Les syndicats ouvriers représentent les intérêts de
« toute la classe, tandis que les comités d'usines
« ne représentent que les intérêts particuliers de
« leur établissement ; et ils doivent être soumis
« aux Syndicats. »

Alors, un des leaders principaux des comités d'usines, Jivotoff imposa sa manière de voir en annonçant que «chez nous, aux comités d'usines, on élabore des instructions qui viennent d'en bas pour embrasser toutes les branches d'industrie ; ce sont là des instructions de l'atelier, de la vie ; par conséquent, ce sont les seules instructions qui puissent avoir de la valeur. Elles montrent de quoi sont capables les comités d'usines, et par cela même elles doivent dominer tout ce qui concerne le contrôle ouvrier. »

Les syndicats ouvriers engagèrent, à partir de ce moment, la lutte contre les comités d'usines, qui se déclaraient maîtres du territoire occupé par l'établissement. Mais le gouvernement bolcheviste, qui ne cherchait qu'une chose, à savoir : se maintenir au pouvoir, se décida à donner satisfaction aux comités d'usines, bien qu'il fût de cœur avec les syndicats professionnels et qu'au fond il ne songeât qu'à l'Étatisation.

Aussi bien, le projet de loi élaboré par les Commis-

saires du peuple, dès le premier mois de leur prise du pouvoir, tout en prévoyant la constitution d'un Conseil d'économie nationale destiné à permettre « à l'État de contrôler l'industrie, l'agriculture, etc. », portait la marque de la démagogie la plus primitive.

C'est avec raison que Dridzo (Lozovsky) écrit « que ce projet ne sortait pas des limites de l'activité des Comités d'usines [1] »... Une lutte entre les représentants des syndicats ouvriers et ceux des comités d'usines allait s'engager autour du projet.

« Il nous semblait, dit-il, que la cellule première « du contrôle doit agir dans des limites tracées rigou- « reusement par les organes supérieurs de contrôle, « tandis que les camarades, qui étaient pour la décen- « tralisation du contrôle ouvrier, préconisaient l'in- « dépendance et l'autonomie des organes inférieurs « de contrôle, car ils estimaient que la masse saurait « incarner elle-même le principe du contrôle. Fina- « lement, le décret a pris une forme plus appropriée « à l'intérêt de l'État, mais tout de même ne pouvait « pas nous satisfaire. »

Dans une déclaration faite par l'auteur, au nom des Syndicats, lors de l'élaboration du projet, et déposée au Bureau du Conseil exécutif des Soviets, on trouve une appréciation sévère des Comités :

« La pratique des Comités d'usines nous a appris « que les ouvriers et les patrons arrivent parfois à « des compromis qui sont néfastes aux intérêts de

1. Lozovsky (Dridzo). *Le Contrôle ouvrier*. Pétrograd, 1918, p. 10.

« l'ensemble du prolétariat. Les intérêts d'une fabri-
« que ou d'une usine peuvent faire oublier les intérêts
« généraux. C'est pourquoi l'organe inférieur de
« contrôle doit subordonner son activité aux limites
« fixées par les instructions du Conseil panrusse du
« Contrôle ouvrier. Il importe de le dire avec une
« netteté absolue et catégoriquement, afin que les
« ouvriers de chaque entreprise n'aient pas l'impres-
« sion que l'entreprise leur appartient. »

Le décret signé le 16 novembre 1917, charge (art. 2) de l'exécution du contrôle ouvrier « tous les ouvriers de chaque entreprise, par l'organe de leurs corps élus, notamment le comité d'usine, les Conseils des délégués aux ateliers, etc. ».

Dans les conditions de l'époque, cela signifiait que les comités de chaque entreprise étaient autorisés à faire ce que bon leur semblait, sans se soucier du programme d'ensemble.

L'article 6 du décret conférait aux Comités d'usines la charge de « surveiller la production, déterminer les limites minima de la productivité de l'entreprise, prendre les mesures pour calculer les prix de revient ».

L'article 7, en outre, autorisait les Comités d'usines « à contrôler toute la correspondance des entreprises, à examiner toute la comptabilité, non seulement de l'année courante, mais celle des années passées ».

Un droit était accordé aux chefs d'industrie (ils subsistaient donc?) celui de plaider devant le Conseil suprême du contrôle, lorsque les décisions prises par les Comités d'usines ne leur paraîtraient pas équi-

tables. Ce Conseil suprême devait être composé uniquement de délégués ouvriers.

Toutefois, ce Conseil panrusse du contrôle ouvrier devait, selon l'article 12 « élaborer le plan général du contrôle ouvrier et réglementer toute l'économie nationale du pays ». En même temps, Lénine créait le Conseil supérieur d'économie nationale — composé de fonctionnaires bolchevistes, — qui, dans sa pensée, devait étatiser petit à petit toute l'industrie, indépendamment de l'action des Comités d'usines.

Ceux-ci, mécontents, en dépit de toutes les concessions du chef du gouvernement, loin de suivre le décret à la lettre, élaborèrent leur propre décret, sous forme d'un *Manuel pratique pour l'exécution du Contrôle ouvrier* qui, par ce fait, constitua le véritable catéchisme des Comités d'usines.

Je garde jalousement ces huit grandes feuilles *in-folio* en doubles colonnes de texte, qui furent répandues à profusion dans les faubourgs de Petrograd. Quel curieux, et, disons le mot, touchant document de l'époque !

Il commence par une Introduction.

« Le Contrôle ouvrier sur l'industrie, en tant que
« partie indivise du contrôle sur l'ensemble de la vie
« économique du pays, ne doit pas être considéré
« dans le sens étroit d'une revision, mais dans le sens
« le plus large de « *l'ingérance* ». Cette ingérance doit
« s'exercer sur « les capitaux dont dispose l'employeur,

« sur l'outillage et sur les matières premières en « stock ». Le contrôle comprend également « *la sur-* « *veillance la plus active* de l'exécution des comman- « des, l'utilisation de l'énergie et de la main-d'œu- « vre ». Enfin le contrôle présuppose *la part de gestion* « de la production. »

L'introduction ajoute qu'au cas « où les entrepreneurs rempliraient d'une façon peu consciencieuse ou néfaste, les obligations qui leur incombent, les ouvriers ne devraient pas hésiter à user des moyens de répression les plus énergiques »; il est vrai que les auteurs avaient oublié de dire quelle sorte d'obligations le patronat aurait à remplir.

Assez prudent pour ne pas heurter de front le Conseil des commissaires du peuple, le *Manuel* prétend simplement compléter « par en bas » l'œuvre qui se fait en haut. Œuvre indispensable pour s'acheminer vers le socialisme.

Il ne reste plus un jour à perdre. « Imposons le « contrôle immédiat par les masses, c'est-à-dire, par « *les comités d'usines*, d'accord avec les résolutions « prises dans les conférences. »

Enfin le *Manuel*, se défendant bien de vouloir préconiser le séparatisme et le particularisme, prévoit des Fédérations régionales et une Union nationale des Comités d'usines.

Puis, le *Manuel* établit le schéma suivant :

Chaque Comité d'usine doit former quatre commissions de contrôle : pour l'organisation de la production, pour la démobilisation, pour l'approvi-

sionnement en matières premières ; pour l'approvisionnement en combustibles.

Les membres du Comité d'usine sont autorisés à inviter dans ces Commissions des techniciens choisis parmi le personnel, avec voix consultative.

Enfin, le *Manuel* donne les instructions les plus minutieuses pour chacune des quatre Commissions prévues.

La Commission chargée de contrôler l'organisation de la production assume toutes les fonctions qui incombent en général aux ingénieurs. Ainsi « elle établit la liaison entre les différents compartiments de l'usine »; vérifie « l'état technique de l'outillage », examine « le coefficient de l'exploitation » ; opine sur « la défectuosité de l'aménagement » ; fixe « le nombre des ateliers, des ouvriers, l'amortissement des machines, des bâtiments, les intérêts sur le capital, les appointements des administrateurs, des employés, des ouvriers », bref aucun détail n'y est omis : *c'est l'ensemble le plus complet de la gestion technique d'une entreprise.*

Au surplus, la même Commission issue du Comité d'usine, qui garde toujours sa suprématie, s'occupe de la « partie financière ».

Elle établit la situation financière de l'entreprise « en vérifiant sur des livres de comptabilité son actif et son passif, l'encaisse disponible, les sommes à verser aux créditeurs », décide « si les fonds de roulement sont suffisants ou non ». Elle doit se prononcer sur le « degré de sincérité des bilans des so-

ciétés » et examine « si le capital social était suffisant ou s'il imprimait à la société, à ses origines, un caractère spéculatif »; « si les frais généraux se justifient », etc., etc.

La Commission de l'approvisionnement en matières premières doit avoir pour idée maîtresse « la lutte contre le sabotage » du patron. Elle fait l'inventaire des stocks dans tous les dépôts, surveille les rentrées et les sorties pour chaque atelier, donne son estampille à chaque ordre, qui sans cela n'a aucune force ; délègue un membre à la gare lors de l'arrivage des matières premières ; opine sur la nécessité de réduire la consommation d'une matière, ou de la remplacer par une autre, établit le contingent indispensable pour la marche de l'entreprise, etc., etc.

Des fonctions semblables, plus vastes et plus détaillées, sont confiées à la Commission des combustibles.

En définitive, ce n'est plus le contrôle que les Comités d'usines proposaient là, mais la *gestion complète, souveraine et discrétionnaire par les Comités d'usines*.

Mais quels lamentables résultats a donnés l'application de ces instructions et celle du décret du gouvernement !

Dridzo, dans sa brochure, ne le cache pas. Il décrit l'incroyable « gâchis » provoqué dans toutes les entreprises — gâchis qui tenait à un contrôle « introduit » par ces Comités indifférents à la règlementation

d'ensemble de toute l'industrie. Les uns ont compris que la Direction était supprimée et que les ouvriers allaient en nommer une nouvelle, les autres se croyaient devenus maîtres des entreprises qu'ils géraient par voie collégiale.

On ne comprenait surtout pas quel rôle avait encore à jouer le Conseil d'administration ou le patron : Dridzo fait valoir la contradiction qui consistait à conserver les profits capitalistes, sous forme de dividendes ou autre, tout en investissant des Comités d'usines des fonctions du patronat.

Il éclaire excellemment l'état d'esprit des Comités d'usine, qui ne prenaient nullement en considération les décrets du gouvernement central, dès que ces décrets lésaient leurs intérêts particuliers.

Par exemple, la direction de Tréougolnik avait reçu du Commissariat du Travail la circulaire interdisant le travail de nuit aux femmes ; comme cela ne lui était pas avantageux et que les ouvriers n'en étaient pas contents non plus, un accord intervint entre la Direction et le Comité d'usine ; celui-ci fit des démarches pour que la circulaire ne fût pas appliquée à leur usine.

Dans d'autres entreprises, les Comités, après avoir pris possession de l'administration et chassé les directeurs, demandèrent à ceux-ci de revenir, au bout de deux semaines d'essais infructueux de gestion par voie collégiale.

Dans d'autres, on fut obligé de fermer les portes de l'établissement, le déficit, à la suite de la mauvaise

gestion par les comités, étant devenu trop considérable.

Dans d'autres enfin, tous les efforts des Comités tendirent vers l'augmentation des salaires, les comités d'usines considérant l'entreprise comme leur fief, et les chômeurs continuant à recevoir leurs salaires (pp. 32-33-34).

Dridzo s'arrête tout particulièrement sur deux faits qui caractérisent bien les tendances des Comités d'usines.

Dans les Ateliers des Poudres, les chômeurs, lors de la réduction de la production, continuaient à toucher les deux tiers de leurs salaires, ceux qui restaient dans l'usine touchant le salaire intégral, plus les deux tiers. D'autre part, l'assemblée des Comités d'usines de Poutiloff décida que les chômeurs recevraient les deux tiers du salaire, tandis que la paye des ouvriers effectifs serait augmentée d'autant. Pourquoi? Parce que, disaient les Comités, c'est nécessaire pour établir l'équilibre !...

En même temps le haut personnel technique pourchassé faisait cause commune avec le patronat et abandonnait l'usine. Quant aux techniciens de condition moyenne, ils ont voulu aider les ouvriers. Mais Dridzo constate avec tristesse que les ouvriers se montrèrent dans la plupart des cas intraitables et leur méfiance profonde rendait la collaboration presque toujours inopérante.

L'industrie périclitait rapidement.

N'oublions pas que, rien que par la prise du pou-

voir, les bolcheviks provoquèrent la démobilisation catastrophique non seulement de l'armée, mais aussi de l'industrie. Tout passage, tant soit peu rationnel, de la gestion de guerre à la gestion de paix en fut compromis. Avec la meilleure volonté du monde, il eût été impossible de « s'outiller immédiatement », comme le demandait Lénine, pour fabriquer les charrues à la place des canons.

Comme, d'autre part, les bolcheviks s'étaient engagés délibérément, par le coup d'État fait au profit d'une minorité, dans une guerre civile sanglante, qui devait fatalement les priver de combustible et de matières premières, ils condamnaient au chômage les agglomérations ouvrières de Pétrograd, et bientôt celles de Moscou.

Aussi bien un des premiers actes de ce gouvernement soi-disant ouvrier fut la proclamation d'un *lock-out* monstre, qui frappa surtout les métallurgistes de Pétrograd. L'agonie de cette grande cité industrielle commença dès l'avènement du bolchevisme. On peut en suivre les phases dans le mouvement des effectifs ouvriers employés dans la région de Pétrograd (selon les données fournies par le commissariat du Travail à *la Commune* du Nord, du 23 février 1919).

	1er janvier 1917.	1er janvier 1918.	1er janvier 1919.
Nombre des usines.	429	»	259
Nombres des ouvriers.	405.827	331.101	132.036

Ces données ne se rapportent qu'à des entreprises occupant chacune cent ouvriers au minimum.

La diminution des effectifs ouvriers est marquée par trois dates : 20 % au 1er janvier 1918, c'est-à-dire, pour les deux premiers mois du régime bolcheviste ; 60 % au 1er avril 1918, et 70 % au 1er juin 1918. Durant la première année de la dictature du « prolétariat », on a renvoyé environ 300.000 ouvriers, surtout les métallurgistes : sur les 245.000 ouvriers métallurgistes que comptait Pétrograd au début de la révolution, il n'en restait vers le 1er avril 1918 que 64.000. Dans l'industrie chimique le personnel passe, pendant la même période, de 22.000 à 5.000 hommes. (*Vie Economique* du 4 janvier 1919.)

Voici enfin, selon la Centrale des syndicats, quels étaient les effectifs ouvriers, y compris les chômeurs dont la proportion est écrasante, dans la région de Pétrograd à la date du 1er janvier 1919 : métallurgistes 58.820 ; tisserands, 24.726 ; chimistes, 10.000 ; industrie du papier, 10.000 ; objets en bois, 9.624. Au total : 170.829, dont combien travaillent effectivement? Nul ne le saurait dire. (*Gazette rouge* du 27 janvier 1919.)

La région de Moscou, qui comptait 800.000 ouvriers, n'a pas beaucoup souffert de la démobilisation, la majorité des ouvriers y étant occupée dans l'industrie textile, mais vers la fin de 1918 le manque de coton brut déclencha la débâcle ; le chômage devint général et, depuis lors, nous assistons à la « liquidation » de l'industrie textile de Moscou. (Voir la *Vie Economique* du 4 janvier 1919.)

Toute cette masse d'ouvriers désœuvrés se dissout

dans l'immense océan de la Russie rurale, et ce retour à l'exclusivisme agricole est bien un des traits caractéristiques du bolchevisme.

Le gouvernement de Lénine savait combien tragique était la situation. Il ne tentait même pas de réagir : peu sûr de lui, voulant avant tout « durer », il laissait faire, pour conquérir le cœur du prolétariat.

Le Conseil central des comités d'usines présidait, en réalité, le contrôle selon les instructions du fameux *Manuel*. Aujourd'hui que les bolcheviks peuvent se permettre le luxe des aveux, ils ne font aucune difficulté de reconnaître « qu'en raison du manque d'expérience et de la poursuite des intérêts particuliers, les masses ouvrières n'ont pas pu créer un contrôle satisfaisant ni gérer les établissements », si bien que « *toutes leurs tentatives ne faisaient qu'engendrer l'anarchie dans la production* [1]. »

L'étendue du mal était d'autant plus grande que la majorité des entreprises avaient créé des commissions de contrôle, à l'usage des établissements qui préconisaient le fameux *Manuel*.

Quelques chiffres montreront l'ampleur du mouvement à cette époque. C'est ainsi qu'on comptait vers le 1er mars 1918, rien que dans la région de Moscou, 222 commissions ; sur 284 entreprises qui avaient répondu au questionnaire du commissariat du travail, 62 seulement ne possédaient pas encore de commissions.

1. Le *Moniteur des Syndicats ouvriers*, 20 janvier 1919, p. 9.

La baisse du rendement, la sous-production devenaient effrayantes ; aussi bien les syndicats ouvriers continuaient-ils leur lutte contre les comités d'usines, et, dès le mois de janvier 1918, un de leurs leaders, Riazanoff, faisait les déclarations suivantes :

« Les comités d'usines détruisent la solidarité des « intérêts du prolétariat, qu'ils remplacent par les « mesquins intérêts de chaque entreprise, ce qui « conduit à la désorganisation générale de tout le « mécanisme industriel du pays. La tendance à « remplacer les organisations professionnelles par « les comités d'usines est absurde, car, après la révo- « lution du mois d'octobre, le contrôle ouvrier eût « dû disparaître automatiquement et céder la place « au contrôle de l'État sur les ouvriers. Si cela « n'arrive pas d'ici un ou deux mois, les entreprises « gérées par les ouvriers auront tous les vices que « nous avons combattus lors de la gestion par le « patronat. Le seul avantage des comités d'usines « composés des délégués des ateliers, était leur force « financière, car ils existaient aux frais de l'entrepre- « neur ; maintenant cet avantage disparaît, lui aussi. « Pour spécialiser l'industrie, il faut la centraliser, « et, dans ce travail, un rôle immense doit être joué « par les organisations professionnelles ; il faut sans « tarder supprimer les comités d'usines et les trans- « former en filiales des syndicats professionnels. » (*Isvestia*, du 25 janvier 1918.)

Un an plus tard, le journal officiel du Conseil supérieur économique (*La Vie Economique* de Moscou)

traçait ce tableau de la gestion par voie collégiale :

« Dans la République des Soviets, il y a un nou-
« veau maître, le prolétariat ; mais, au fait, y a-t-il
« des maîtres?

« Dans beaucoup d'entreprises industrielles la
« gestion se poursuit comme s'il n'y avait pas du tout
« de maîtres. L'ancien patron, l'administrateur, le
« personnel technique, tous ces gens ont perdu toute
« influence et souvent sont à un tel point terrorisés,
« qu'ils craignent de faire un pas de leur propre ini-
« tiative. Quant au nouveau patron, c'est-à-dire
« les organisations ouvrières et les ouvriers eux-
« mêmes, il est encore trop faible pour être à même
« de résoudre beaucoup de questions des plus impor-
« tantes. On n'y sent pas la présence d'un chef qui
« conduit l'affaire d'une main sûre, et chaque détail
« dans une pareille entreprise nous le prouve. Une
« telle situation dans les circonstances actuelles est
« absolument inadmissible. La mentalité de larges
« masses n'est pas encore pénétrée de la conscience
« de leur devoir civique ; ce sentiment de l'esclave,
« qui cherche à arracher à l'État ou au capitaliste
« des avantages toujours nouveaux, avec ou sans
« prétexte, n'est pas encore extirpé.

« Le contrôle ouvrier dans ces entreprises ne
« s'occupe que de contrôler les pièces de comptabi-
« lité : il poursuit une chimère et ne remarque pas que,
« sous son nez, on gaspille sans pitié les richesses
« nationales. Personne ne s'aperçoit que, par exemple,

« le combustible précieux pour le moment, le naphte
« est brûlé par simple négligence.

« Le technicien-administrateur ricane en constatant cette incurie et la manière dont les « camarades » travaillent, ou bien il souffre silencieusement de tout cœur devant le gaspillage des richesses du peuple, craignant, s'il fait une observation, de tomber en disgrâce.

« Quand, pour chaque unité mise en œuvre, on dépense dix fois plus de combustible et d'énergie (comme quantité, non pas comme prix) qu'auparavant, il est manifeste que les ouvriers dilapident les richesses.

« Nous resterons toujours au même point, tant que nous continuerons à gaspiller, par mauvaise gestion, nos faibles ressources actuelles. »

Depuis lors, le gouvernement des Soviets — la militarisation du pays aidant — s'était suffisamment raffermi pour que Lénine ait pu cesser de « miser » sur la gestion par en bas. C'est dans un autre extrême qu'il allait se jeter : dans la dictature économique « par en haut ».

Tout d'abord, il obtint la dissolution de la Centrale des Comités des usines, et ensuite réduisit les prérogatives et les pouvoirs des Comités d'usines à leur plus simple expression, en les subordonnant en tout et pour tout aux syndicats professionnels

Le règlement des Comités d'usines, élaboré par la Centrale syndicale le 15 avril 1919 et ratifié par le

Commissariat du travail le 20 juin, signifie la fin du régime néfaste de ces comités.

L'article premier déclare que le Comité est « l'organe du syndicat professionnel », que chaque entreprise ne peut avoir qu'un seul comité composé uniquement des ouvriers et des employés, à l'exclusion des directeurs, des chefs de service, des techniciens, etc.

Chaque membre du Comité doit être syndiqué. Quant à leurs fonctions :

« Chaque Comité, en tant qu'organe du syndicat, fait appliquer dans son entreprise toutes les décisions concernant la réglementation de l'industrie, la législation du travail, etc., que lui font parvenir les syndicats, et leurs organes. »

En vue de quoi le Comité :

« Prend les mesures pour faire syndiquer tout le personnel de son entreprise ;

« Applique au personnel la stricte discipline prolétarienne établie par le syndicat ;

« Surveille l'application de toutes les ordonnances du Commissariat du travail relatives à la protection et aux conditions du travail ;

« Surveille l'application des mesures édictées par le Conseil supérieur économique et les Unions professionnelles, en vue de relever la productivité et de maintenir la marche normale de l'entreprise;

« Surveille la mise en vigueur des tarifs ;

« Applique le contrôle ouvrier ;

« S'occupe de fournir au personnel les produits de première nécessité ;

« Organise des écoles, des conférences, etc. »

Enfin, tout comité d'usine fait appliquer les décisions du tribunal arbitral des ouvriers en cas d'infractions à la discipline, et, en outre, il prend part à l'embauchage et au renvoi des ouvriers et des employés (non point du personnel administratif technique), selon les instructions élaborées par les syndicats.

C'était la mort des Comités d'usines, la fin du contrôle ouvrier et de la gestion par voie collégiale. La leçon russe est vraiment instructive. Au lieu de s'extasier devant un mirage, n'est-il pas temps de le méditer?

CHAPITRE IX

LES CHEMINS DE FER AUX CHEMINOTS

C'est sur l'exemple des transports que nous pourrons le mieux juger des effets du système collégial russe.

La crise des transports en Russie ! A quoi tient-elle? « Au blocus », répond la propagande bolcheviste à l'étranger. Mais le commissaire bolcheviste des voies de communication, Nevsky, nous dit autre chose :

Elle tient :

« 1° A la guerre, qui a désorganisé toute la vie « économique du pays, les transports y compris.

« 2° A la gestion sans contrôle de toute espèce de « commissaires, émissaires, envoyés extraordinaires, « généralissimes et simples gredins, bandits et filous, « terrés dans toutes les multiples institutions et « ministères, et qui, sous le couvert du gouvernement « des Soviets, voyageaient dans des coupés-salons, « armés de fusils et de mitrailleuses, parfois accom- « pagnés de trains blindés, pillaient les trains d'ap- « provisionnement, massacraient les cheminots, cau-

« saient des déraillements, tout en supposant, dans « leur ignorance, que leurs manœuvres amélioraient « les transports. » (*Moniteur des voies et communications*, Moscou, nº 5).

Joli tableau de mœurs ! N'est-il pas suffisant, ce témoignage, autorisé, breveté, si j'ose dire, devant lequel pâlit tout ce que pourrait rapporter un observateur étranger?

Dans ce désordre, il y avait pourtant un système, celui de la gestion par en bas, et c'est ce qui nous intéresse ici. Il ne s'agit plus des comités d'usines proprement dits, mais bien des syndicats des cheminots, qui tentèrent de gérer par leurs propres forces les voies ferrées russes.

Dès le début de la révolution, tout un essaim de comités de gestion, composés exclusivement de cheminots, s'éparpilla à travers les réseaux ferrés russes, et les bolcheviks étaient les plus ardents à préconiser ce système.

Au mois de juillet 1917, un ancien député de la Douma traçait devant le Conseil économique institué sous Kerensky, le tableau suivant sur la situation des chemins de fer. Si, dans ce livre, pour une fois, nous donnons la parole non pas à un bolchevik, ni même à un révolutionnaire, c'est que ces renseignements, d'ordre purement technique, furent ensuite vérifiés et reconnus comme exacts par les bolcheviks eux-mêmes. Voici ce qu'ils relataient.

Sur le chemin de fer du Nord (3.000 kil.) il existe des comités centraux, des comités régionaux, qui

sont les organismes principaux, ensuite il existe encore toute une série de comités, de nœuds, de gares de triage, etc... qui ne sont même pas enregistrés officiellement. Selon des données précises, ces comités comptent 420 agents qui reviennent à 7.742.000 roubles par an. Or, si, par hasard, on avait mis dans ces comités de mauvais employés, ils ne pourraient être d'aucune utilité. Si on y avait mis le meilleur élément, l'exploitation des chemins de fer en souffrirait, étant privée de ses meilleurs éléments, car, selon la circulaire nº 6321, les membres du Comité ne travaillent plus. Et voici ce qui se produit : « Je prends la gare de Twer ; sur huit mécaniciens, quatre ont été élus au Comité ; le lendemain on constate une quantité de locomotives grippées. Pourquoi? parce que les quatre ouvriers restants n'ont pas suffi à la tâche, et il était impossible de trouver d'autres mécaniciens. »

Pendant un mois, les réseaux sont restés sans chefs, car les chefs ne peuvent pas travailler ; ils savent, en effet, que pour toute tentative qu'ils feront pour diriger effectivement le réseau, ils seront punis, et personne ne les soutiendra.

La révolution bolcheviste allait sanctionner ces méthodes de gestion.

A sa base on trouve le système collégial et électif. La Conférence extraordinaire des syndicats des cheminots, convoquée dans la première période du régime soviétique, avait institué un service de comités exécutifs, qu'elle chargea de toutes les fonctions assu-

mées autrefois par la direction des chemins de fer.

Les comités exécutifs étaient élus par les syndicats des cheminots, et ils prenaient toutes les décisions après des discussions assez laborieuses. « Au point de vue technique, déclarait un cheminot, rapporteur à la première conférence des cheminots communistes, ce système a vite fait de prouver son insuffisance. Les chemins de fer constituent un mécanisme technique destiné au transport des hommes et des marchandises et comme tout mécanisme de ce genre ils doivent obéir à une volonté unique qui les oriente vers un but unique. Chaque pièce de ce mécanisme doit être liée organiquement aux autres, doit remplir ses fonctions sans troubler celles des autres. Le mécanisme des transports exige dans la direction une rapidité impossible à obtenir dans le système collégial et électif. »

Voici quelques exemples que je cueille à tout hasard dans une masse d'autres, et qui montrent à la suite de quelles constatations les bolcheviks étaient arrivés à condamner le régime établi par les cheminots.

Au congrès des cheminots ouvert le 20 mai 1918, à Moscou, le commissaire des voies ferrées, Koboseff, racontait que le réseau de l'Asie centrale et de Tachkent est divisé en secteurs de 400 kilomètres ; chaque secteur, en vertu du fameux principe « du droit de chacun de disposer de lui-même » jouit de l'autonomie la plus absolue, qui est même introduite dans les ateliers ; « les ouvriers, ajoutait-il, se conduisent honteusement et aucune locomotive n'est plus répa-

rée. En même temps, les cheminots du même réseau, considérant les commissaires du peuple comme entrepreneurs, présentent, au nom du Comité de gestion, des revendications scandaleuses, exigeant par exemple cinq bouteilles de vin par veillée de fête ».

Au même Congrès de Moscou, par une majorité de 69 voix contre 49, les cheminots ont accepté la résolution qui dit que la cause principale de la désorganisation des transports en Russie est l'ingérence des éléments étrangers et sa méconnaissance du service des chemins de fer, ce qui entraîne la baisse de la productivité dans tout le pays. La minorité affirmait que seule la guerre de trois ans expliquait la désorganisation et qu'on ne pouvait réorganiser les chemins de fer qu'en mettant en pratique le décret de janvier 1918, qui préconise la gestion par voie collégiale.

A la suite de ce Congrès, un cheminot dénonçait les tares du système en ces termes, dans le journal de Maxime Gorki, le 27 juin 1918 : « Dans notre époque transitoire, chacun se croit autorisé à s'ingérer dans le service des chemins de fer. Sans craindre d'exagérer, on peut dire que rare est le soviet, parmi les villes situées sur le réseau ferré, qui ne s'ingère pas d'une façon ou d'une autre dans ce service. Il y avait des cas où, sur l'insistance de telle ou telle autre institution, les comités locaux des chemins de fer révoquaient des employés expérimentés qui ne plaisaient pas au gouvernement, pour les remplacer par des gens moins expérimentés mais plus « *sûrs* ».

« Avant la révolution, sous l'ancien régime, pour
« faire partie du personnel des chemins de fer, il
« fallait être « sûr » au point de vue politique, mais
« en même temps on faisait attention aux capacités
« de l'employé. Après la révolution, quand beaucoup
« d'employés « sûrs » et capables ont été obligés de
« quitter le service, on les a remplacés par des per-
« sonnes très honnêtes, très sûres au point de vue
« politique, mais qui n'avaient jamais servi dans les
« chemins de fer, qui ne connaissaient même pas
« leur métier. Ces gens ont rapidement intoxiqué les
« chemins de fer par l'intolérance et les querelles de
« parti, et, tout en étant honnêtes et remplis de
« bonnes intentions, ils ont beaucoup contribué à la
« désorganisation.

« Les nouveaux venus, en organisant les syndicats
« et les unions des employés subalternes, des conduc-
« teurs, etc..., propageaient la haine contre les pro-
« fessionnels techniciens et contre les ingénieurs du
« service. Ils excitaient les employés subalternes
« contre le personnel technique supérieur, de sorte
« que beaucoup de travailleurs du service ont été
« obligés de quitter le réseau, bien que la plupart
« d'entre eux eussent été dévoués au mouvement
« révolutionnaire. »

Les collèges géraient les chemins de fer exclusivement dans leur propre intérêt, tout comme les Comités d'usines. Voici un récit fait à la conférence des usines nationalisées par le représentant du gouvernement bolcheviste :

« Beaucoup de gares, se basant sur la décision des « Comités, *s'approprient les recettes* ; par exemple, « sur le réseau de l'Asie et du Caucase, les voyageurs « sont obligés de prendre les tickets d'une gare à « l'autre et d'envoyer les marchandises de la même « façon, jusqu'à ce qu'ils arrivent à destination, pour « que le Comité de chaque gare puisse avoir sa part « de recettes. »

Sur une des voies du réseau de Moscou, un contremaître, en vérifiant la voie, a constaté que les boulons étaient dévissés ; il a communiqué le fait au Comité de la traction, qui a adressé des observations au garde de la voie. Alors le Comité des garde-voies, convoqué par ce garde-voie, a fait une remontrance au contremaître, le menaçant de le révoquer s'il continuait à se plaindre.

Nommé dictateur des chemins de fer, l'ingénieur Kobosef a adressé aux cheminots, le 14 mai 1918, un manifeste qui dit entre autres choses :

« *Le puissant élan du prolétariat des chemins de* « *fer a pris les formes les plus monstrueuses du corpo-* « *ratisme. La journée de huit heures et le salaire par* « *journée ont définitivement démoralisé les masses* « *inconscientes qui ont compris ces réformes, non pas* « *comme appel au maximum de productivité, adressé* « *aux citoyens libres, mais comme un droit à la paresse.*

« De puissants Comités de cheminots et des ateliers « de réseaux mènent tous les jours une honteuse « campagne d'inaction, selon le principe : « Pourquoi « travailler, du moment que nos voisins reçoivent

« le salaire par heure en se croisant les bras? » Là où « les masses ont élu au poste responsable de bons « orateurs, mais de mauvais administrateurs, je « chasserai ces personnes impitoyablement, au nom « de la dictature du prolétariat.

« Les orateurs ont la place dans notre organisation « pour la propagande, pour l'agitation, mais non pas « pour les postes d'administrateurs. »

Quelques jours après, le même commissaire attaqua la corporation des cheminots dans les termes suivants :

« Les ouvriers et les employés doivent comprendre « que l'organisation des chemins de fer n'existe pas « pour eux, que le mot d'ordre « les chemins de fer « aux cheminots ne nous convient pas. »

Toutes les questions principales doivent se décider dans le centre, car il est inadmissible que le Syndicat des cheminots soit un État dans l'État.

Pourtant ces pauvres cheminots égarés ne faisaient qu'appliquer le programme de Lénine ! Ils le disaient franchement. N'étaient-ils pas logiques, quand ils faisaient insérer dans la *Pravda* des professions de foi du genre de celle-ci (nº du 8 décembre 1917) :

« Le 23/11, à 23 heures, vient de s'organiser le « Soviet général des gares de Pétrograd, qui a pris la « résolution suivante :

« Considérant que seules les organisations démo- « cratiques — créées par les masses ouvrières et les « employés des chemins de fer — sont aptes à régler « le service, les comités des gares de Pétrograd ont

« décidé de confier toute la gestion au Soviet général.
« En effet le gouvernement dit que la plénitude de
« pouvoirs doit appartenir aux Soviets. Il déclare en
« outre que la direction et la gestion du réseau ferré
« doivent être confiées aux soviets locaux. »

Épouvantés par les perspectives de l'arrêt complet des transports, les bolcheviks se décidèrent à modifier ce régime. Mais, n'osant pas dissoudre les Comités exécutifs des cheminots, disséminés à travers tous les réseaux, ils ont eu recours à un palliatif.

A côté des Comités, et choisis par eux, des « Commissaires » allaient surveiller et diriger les transports; en même temps des spécialistes, ingénieurs pour la plupart, furent nommés dans tous les services par les autorités centrales : c'était le système collégial mixte.

Mais, loin de remédier à la crise, cette mesure aggrava encore plus la désorganisation, car une extrême confusion en résulta ; au lieu de l'unité de direction on constata, pendant toute l'année 1918, à une multiplication incroyable des pouvoirs.

Les cheminots défendaient leur « autonomie », envers et contre tous. « Le pouvoir sur les chemins de fer doit être confié aux Comités ouvriers formés sur les principes du régime des Soviets », déclarait un des leurs à la Conférence de 1918 [1]. « Seule la classe ouvrière peut et doit assurer la gestion des

1. *Procès verbaux de la première Conférence des cheminots communistes*, p. 44.

chemins de fer. Comme les transports sont le patrimoine de l'ensemble de la classe ouvrière, disait un autre, la gestion doit se faire par les Soviets des délégués ouvriers et soldats. Pas de commissaires nommés du centre, car ces commissaires ne comprendront rien aux besoins de la région, et la situation sera empirée. »

A quoi les partisans du système mixte — gestion par les cheminots avec, comme adjoints, des commissaires et spécialistes, — ripostaient : « Les syndicats professionnels sont trop faibles, leur degré de préparation technique est trop incomplet pour qu'ils puissent se charger de toute la gestion. Les Comités devraient surtout veiller à la discipline ouvrière, laissant aux spécialistes le soin de diriger l'exploitation. »

Devant la gravité de la crise, le gouvernement se décida enfin à combattre ouvertement la conception des « chemins de fer aux cheminots ».

Le président du Conseil économique supérieur, Rykoff, bras droit de Lénine, dans une déclaration publiée le 14 janvier 1919, dénonçait âprement les causes principales du mal :

« Avant tout, il est nécessaire de supprimer la « multiplicité des pouvoirs, qui existe sur les réseaux. « Jusqu'à l'heure actuelle, à côté du Commissariat « des voies de communication, qui est censé diriger « les chemins de fer, fonctionnent notamment deux « syndicats professionnels, sans parler des collèges; « ils s'ingèrent dans les services... à côté des ordres

« qui émanent du centre, des ordres lancés par les « comités locaux régissent les réseaux, si bien que « les employés désemparés ne savent plus à qui obéir.

« La défense des droits professionnels des cheminots « doit être assurée exclusivement par les syndicats « professionnels des ouvriers et employés; quant à la « gestion et l'exploitation des chemins de fer, c'est « le commissariat des voies de communication qui « doit s'en charger, sans que ses ordres, qui doivent « être obligatoires pour tout le monde, puissent être « supprimés par quiconque. »

Enfin Krassine formulait de la manière suivante les nouveaux principes adoptés par le Conseil exécutif des Soviets le 16 février 1919, et rendus publics en avril. (*Isvestia*, du 4 avril 1919.)

« Centralisation de la direction de tous les réseaux;

« Suppression des comités irresponsables par le fait ; direction personnelle avec maximum de responsabilité ; suppression de la gestion par voie collégiale ;

« Emploi des techniciens et des administrateurs;

« Le Commissariat central des voies de communication dirige tout par le canal de ses gérants;

« Tous les Comités centraux (Comité de traction, inspection générale, conseil financier, conseil technique supérieur) sont des organes consultatifs;

« Le Commissariat Central des voies de communication dispose de la plénitude des pouvoirs et il n'est responsable que devant le Conseil des commissaires du peuple. »

Krassine annonçait officiellement le retour au système de gestion qui était en vigueur à l'époque prérévolutionnaire :

Je considère comme impossible la réalisation de la réforme régionaliste destinée à remplacer l'ancien système de gestion. Il faut suspendre partout les mesures prises dans ce sens et se retirer sur les anciennes positions — en rétablissant et en maintenant l'ancien mécanisme technique.

Partout, déclarait-il, *il importe d'introduire le système de la responsabilité personnelle des fonctionnaires. Partout, il faut placer des gens compétents. Le système collégial est le système des irresponsables.*

A tous les postes, qu'il s'agisse de la direction, des ateliers, des secteurs, etc., sera placé un chef compétent, et responsable de toute la gestion. Si ce chef est bolchevik, tant mieux ; sinon on lui demandera de ne pas combattre le gouvernement des Soviets, car il *importe avant tout de supprimer la gestion par les syndicats*. Un commissaire bolchevik, d'ailleurs, surveillera l'attitude politique de ces techniciens spécialistes ; mais Krassine prévoyait, toutefois, que ce commissaire aurait le droit « de se mêler des décisions prises par ses chefs, au cas où elles ne lui sembleraient pas rationnelles ». Il doit alors en référer à l'instance supérieure, et, dans certains cas, traduire les spécialistes devant le tribunal révolutionnaire ». Par ce moyen, le gouvernement des Soviets espérait contrôler étroitement l'activité du personnel non bolcheviste.

Toutes les nominations se font par le commissariat central ; plus d'élus de comités ou de syndicats. Et bien entendu, système des primes, du tacheronnat, pour tout ce qui est du matériel roulant.

Mais, ce « retour en arrière », qu'a-t-il rendu? Parcourons la préface de Dridzo (Losovsky) à l'ouvrage sur les mesures susceptibles de relever les transports.

Dridzo stigmatise d'abord l'hypocrisie des chefs bolchevistes, en s'attachant plus spécialement au système du tacheronnat et des autres « beautés du mode des salaires purement socialistes ». Il ironise sur ces « injections sous-cutanées » que s'est faites le régime soi-disant communiste pour durer.

« Pour sauver les transports, il faut revenir à « l'exploitation du travail selon le vieux système « de Roukloff, ministre réactionnaire sous Nicolas II « Le voilà, le dernier mot de l'œuvre constructive « du socialisme, écrit-il avec amertume. En vérité, « jamais encore, sous prétexte de communisme, on « n'a fait réapparaître de vestiges aussi surannés, « aussi nuisibles du régime bourgeois et capita- « liste [1] ! »

Que faire cependant? Et il pose la question que d'aucuns considéreront comme celle de l'*avenir de la Russie* :

1. *Comment relever la productivité des chemins de fer*. Moscou 1919. Préface de Dridzo, p. 7-8.

Que vaut-il mieux faire : rester avec les principes et sans transports, ou bien avoir des transports et sacrifier les principes?

Mais tout d'abord, qu'a-t-on fait pour réorganiser les transports, tout en conservant les « principes »?

« La multiplicité des pouvoirs sur les chemins de « fer est-elle supprimée? Non. A-t-on introduit une « forme unique de gestion sur tous les réseaux? Le « Commissariat des voies de communication a-t-il « tenté, non pas sur le papier, mais par des actes, de « centraliser la gestion de tout le réseau? A-t-il fait « des tentatives pour réorganiser les services qui exis- « taient avant la Révolution? A-t-il procédé à la sim- « plification de tout le mécanisme? A-t-il renvoyé « sur la ligne les bureaucrates qui dorment dans ses « services où les ingénieurs de salons? Non, non, trois « fois non. Qu'a-t-il fait de nouveau, de révolution- « naire, dans le système de gestion? Rien. En quoi se « distinguent le nouvel appareil et ses méthodes de « travail de l'ancien, prérévolutionnaire? En rien. « Cette stérilité du Commissariat nous explique « beaucoup de choses ! »

Cette stérilité se manifeste dans tous les domaines, et il est évident que, même en sacrifiant leurs principes, les bolcheviks n'arriveront pas à dominer l'anarchie.

Ainsi donc, pas plus que les Comités d'usines, les syndicats n'étaient à même d'organiser la production par leurs propres forces.

« Tout le monde voit à présent les tristes résultats « de l'exploitation des chemins de fer exclusivement

« par les syndicats professionnels des cheminots,
« annonçaient officiellement les *Isvestia* du mois de
« mai 1918 (n° 106). Il a fallu revenir au système
« en vigueur avant la révolution, pour pallier, tant
« bien que mal, les conséquences de la gestion directe
« des syndicats. Les résultats de l'exploitation par
« les syndicats dans la navigation fluviale ne sont
« pas meilleures. »

Et l'un des théoriciens du bolchevisme, Arsky, écrivait dans *la Vie Economique* du 18 janvier 1919 :

« Le syndicat professionnel des cheminots n'arrive
« pas à accomplir la besogne dont il s'est chargé.
« La réorganisation des transports... est une œuvre
« trop lourde pour qu'elle puisse être entreprise avec
« succès par un syndicat quelconque. »

Lui, il estimait nécessaire d'appeler à la rescousse d'autres syndicats ouvriers, mais déjà le gouvernement prenait des mesures pour militariser toute la vie économique du pays.

CHAPITRE X

LA NATIONALISATION ANARCHIQUE

« Après s'être servi des comités d'usines comme véhicules du socialisme, il fallait, devant l'évidence de l'échec, recourir à l'organisation par « en haut ». On procéda donc à la « nationalisation ».

Très gravement, le théoricien soviétiste Boukharine donnait à cette occasion, dans la *Pravda* (de Moscou) du 4 janvier 1919, ce raccourci de l'histoire économique du bolchevisme :

« Première période *anarchique*, où on s'emparait « sans aucune méthode des entreprises industrielles ; « seconde période — passage à l'organisation de la « production et au contrôle ouvrier ; troisième — « actuelle — où on fait des appels en vue d'élaborer « un plan d'ensemble pour organiser toute la produc- « tion par le prolétariat. »

A ces étapes industrielles correspondent celles de l'histoire financière du bolchevisme, indiquées dans un rapport officiel lu au congrès des banques par le commissaire Blum, le 14 janvier 1919 :

« Première période, celle où on agissait avec les

« méthodes des gardes rouges (« pillez ce qui a été « pillé », selon le mot d'ordre de Lénine) ; seconde, « quand on fit appel à la vertu : « Comptez ce « qu'on vient de piller » ; troisième, actuelle, celle de « la construction organique socialiste. » (Voir le journal *la Vie économique*, Moscou, 15-16 janvier.)

Voyons ce que vaut cette « troisième période ».

A vrai dire, là encore, les bolcheviks furent devancés : les commissions de contrôle, en s'emparant des établissements, « nationalisaient » à leur manière la production, si bien que le gouvernement dans la plupart des cas n'avait qu'à sanctionner le fait accompli.

Les débris de l'industrie furent « nationalisés » sporadiquement. Dans toutes les branches d'activité économique, il se produisit ce que décrit l'auteur consciencieux d'un article sur l'industrie cotonnière :

« En premier lieu furent nationalisées les usines « abandonnées par leurs propriétaires, et c'étaient « presque toujours des entreprises qui ne valaient « plus rien. Puis on commença à nationaliser par « décret, ce qui amena le chaos complet ; le patron « de l'entreprise, sachant fort bien que tôt ou tard « on l'éliminerait, cherchait à désorganiser sa fabrique « dans l'intervalle. Quand, l'été dernier, on a définitivement tout nationalisé, la plupart des entre« prises se trouvaient dans l'état le plus lamentable. » (*Vie économique* du 1er janvier 1919.)

Actuellement, selon le rapport de Rykoff, le nombre des entreprises nationalisées sur le territoire de la

« République des Soviets », c'est-à-dire, celles qui sont dirigées ou surveillées par le Conseil supérieur économique, est de 1.125 (sans compter l'industrie du ciment et la confiserie).

Mais, vers le 15 juillet 1918, 28 % seulement des entreprises furent nationalisées par ordre du Conseil des commissaires du peuple et par le Conseil supérieur économique, c'est-à-dire par le gouvernement ; 24 % le furent par l'ordre des organisations locales et 51 % par celui des organisations régionales.

« Il en résulte, écrit Milioukine, dans la revue « *Economie Nationale*, du 15 juillet 1918, d'où nous « extrayons ces chiffres, que le processus de la natio- « nalisation partait d'en bas et que les autorités cen- « trales soviétistes lui emboîtaient le pas, n'arrivant « pas à le diriger, bien qu'elles eussent publié beau- « coup d'ordres interdisant aux organisations locales « d'effectuer elles-mêmes la nationalisation. Ces « chiffres montrent avec évidence que la disparition « de l'ancien régime était nécessaire (?) et qu'on « agissait sans attendre les prescriptions d'en haut. « Certes, on a cassé pas mal de vaisselle par ce pro- « cédé ; ce n'était pas notre faute, mais notre malheur, « le malheur de n'avoir pas pu disposer d'un méca- « nisme complet et bien coordonné. »

En dépouillant ces constatations de tout artifice, nous pouvons dire que les ouvriers, représentés par leurs comités d'usines, s'*emparaient* des établissements industriels chaotiquement — fait que les autorités soviétistes cherchaient à voiler par un euphémisme

qui ne trompait personne : « nationalisation par les organisations locales ». Et les ouvriers étaient poussés à ces actes où la « vaisselle » volait en éclats, par toute la propagande des bolcheviks, au temps où ceux-ci n'assumaient pas encore l'écrasante responsabilité du pouvoir. Ce sont là les beautés de la démagogie.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement se vit obligé de profiter de cette nationalisation sporadique et spontanée, afin de se rendre maître de l'outillage. Il commença à centraliser la production.

Sur le papier, la vie économique de la Russie des Soviets est réglée actuellement à merveille. Tout est centralisé et dirigé par le « conseil supérieur économique ». Il appartient à cet organe unique, selon les termes du décret Lénine (1/XII 1917), d'organiser l'économie nationale et les finances publiques, en coordonnant l'activité de divers ministères et celle de nombreuses institutions surgies pendant la révolution, et qui s'efforcent de contrôler et de réglementer la production et la répartition.

Ses attributions sont aussi étendues que son dessein est vaste. Tous les droits imaginables, toutes les mesures coercitives, toutes les sanctions lui sont octroyés par le même décret : confiscations, réquisitions, séquestrations, syndicalisation obligatoire, bref tout ce qui est propre à favoriser par contrainte la tâche du Conseil « dans le domaine de la production et de la répartition ».

Et combien imposants sont les services et les rami-

fications du Conseil supérieur économique ! Il compte 24 bureaux et commissions, correspondant chacun à une branche d'activité économique déterminée : par exemple à l'industrie houillère, à la traction automobile, à l'exploitation forestière, etc. Toutefois, l'ingérence directe dans la question économique n'est pas de leur ressort, mais de celui de 25 « organes régulateurs » que le Conseil s'est adjoints. La première catégorie de 24 bureaux s'occupe du Service de statistique et d'informations ; la seconde de la gestion et de la direction.

La plupart de ces « organes régulateurs » portent le nom de *centrales* : centrales des cuirs, des tissus, des métaux, du naphte, des forêts, du ciment, etc., autant de *trusts*, dans la pensée bolcheviste, qui assument le rôle du patronat supprimé, gèrent les établissements industriels nationalisés et exploitent les richesses naturelles socialisées.

Avec tous ces conseils économiques régionaux, provinciaux ou de quartier, et avec son personnel prodigieusement nombreux de bureaucrates bolchevistes, cet organisme ne manque pas d'envergure, si l'on se contente d'en lire la description dans les périodiques des Soviets.

Il a tenu plusieurs fois ses assises, dépensé des sommes formidables, devant lesquelles disparaissent toutes celles gaspillées par l'ancien régime ; ses apologistes disent que jamais pareil effort ne fut tenté par l'État industriel, commerçant et agriculteur. En quoi ils ont raison. « Le monde entier nous re-

garde », proclament les bolchevistes qui n'ont jamais péché par excès de modestie.

Eh bien, depuis le mois de décembre 1917 qu'il fonctionne, ce conseil économique, que peut-il montrer à son actif? Quelle est sa méthode, quel est son programme pratique? Un bolchevik des plus notoires, Mestcheriakof, rédacteur en chef de la *Pravda* de Moscou, satisfera notre curiosité.

Ayant participé, comme rapporteur, au congrès du mois de janvier dernier des conseils régionaux, il nous apprend, tout d'abord, que ce congrès « n'a pas décidé la chose essentielle, à savoir de quelle manière organiser, enfin (!), cet organe unique d'économie nationale, comment organiser notamment le Conseil supérieur ».

Et après avoir passé en revue les circonstances qui entravent l'œuvre des Soviets, il conclut :

« Les conseils économiques régionaux n'ont encore « ni programme définitivement élaboré, ni méthodes, « ni organisation ;

« Dans la forme actuelle, le conseil supérieur éco- « nomique n'est qu'un ministère de l'Industrie ;

« Comme tel, il n'est nullement un Conseil supé- « rieur de toute l'économie nationale ;

« Il faut donc procéder à l'organisation d'un « véritable conseil supérieur, après avoir dressé un « plan de gestion pour toute la vie économique, plan « qui serait coordonné dans toutes ses parties. » (*Vie économique* du 18 janvier 1919.)

On croit rêver !

Quoi, après un an de « socialisation » à outrance, l'organe directeur en est là? A chercher un plan de travail, un mode d'organisation? Voilà où se révèlent, dans toute leur ampleur, la faute énorme, l'étourderie criminelle de Lénine, qui croyait que les quelques vagues formules et notions élémentaires qu'il avait importées de l'Allemagne en Russie suffiraient pour que ses disciples transformassent la vie économique du pays? Et voilà aussi où on peut toucher du doigt les méfaits du régionalisme économique qui est à la base du régime des Soviets.

Déjà au mois d'août dernier, un bolchevik qui semble doué d'un sens critique fort aigu, Orlof, osait condamner, dans un périodique officiel des Soviets, toute l'œuvre économique de son gouvernement, sans égard à la susceptibilité des « législateurs » socialistes :

« L'expérience a démontré qu'il importe de réor-
« ganiser les rouages directeurs. Le conseil supérieur
« économique doit être écarté de la gestion directe
« de l'industrie, pour n'avoir que des fonctions légis-
« latives, celles du contrôle et des études. De même
« doivent être écartés de l'ingérence dans la marche
« de la production les syndicats professionnels ou-
« vriers, aussi bien que les comités d'usines. On doit
« organiser un commissariat de la production, qui
« agirait par le canal de directeurs spécialistes,
« appointés selon le principe des tantièmes et soumis
« au contrôle ouvrier et gouvernemental. » (*Bulletin du commissariat du ravitaillement*, août 1918.)

Non seulement le conseil économique est condamné dans ces lignes, mais aussi toute la nationalisation bolcheviste ; c'est un appel, à peine déguisé, au retour aux pratiques capitalistes. Mais Lénine lui-même n'a-t-il pas renié sa doctrine, le jour où il a dit à ses disciples : « Je donnerais un pot-de-vin d'un demi-milliard au capitaliste qui nous enseignerait l'art d'organiser l'industrie. » (Le *Communiste*, avril 1918.)

Cependant, ce serait mal connaître les bolchevistes que de croire qu'après une expérience aussi désastreuse ils feraient preuve d'une prudence plus grande dans le maniement des choses économiques. Avec les mêmes méthodes, la même impréparation, ils étendirent leur nationalisation absurde sur le commerce, et cela un an après la faillite incontestable et avouée de la socialisation de l'industrie.

« La nationalisation du commerce commença par « la province, sans aucune préparation... Elle bat « maintenant son plein ; pourtant les personnes qui « en sont chargées, tant au centre qu'en province, « n'ont ni directives ni instructions. Toute une série « de conférences furent consacrées à ce problème. « Moscou fut visité par les représentants de la pro- « vince, à la recherche des solutions ; ils rentrèrent « chez eux bredouilles. Il est inadmissible que chacun « puisse nationaliser le commerce comme bon lui « semble, qu'un Soviet local quelconque applique « ses propres méthodes de lutte contre le capita- « lisme. Il est inadmissible que, dans un domaine « aussi important, règne le chaos que l'on observe

« partout. Il importe de trouver la voie dans laquelle « serait engagée la nationalisation du commerce. « Malheureusement, la conférence des conseils écono- « mique n'a donné aucune instruction pratique dans « ce sens. » (*Vie économique* du 5 janvier 1919.)

L'organe directeur de « socialisation » bolcheviste est aussi impuissant dans l'industrie que dans le commerce.

Cependant, les léninistes eussent-ils été parfaits organisateurs, en possession d'un plan, des données et du savoir qui leur font complètement défaut en réalité, qu'ils ne pourraient exécuter leur dessein. Car le régime même des Soviets qu'ils avaient implanté s'y oppose foncièrement.

Pas de réglementation possible sans un pouvoir central rigoureux. Or, la République des Soviets implique fatalement l'indépendance de fait des Soviets locaux, que le gouvernement le veuille ou non. En adoptant, au début de sa dictature, cette devise effarante, antiétatique par excellence : « La plénitude des pouvoirs locaux aux Soviets locaux », Lénine allait au-devant des appétits déchaînés des bas-fonds, de la rue, qui, reconnaissants, le hissaient au pouvoir. Il n'eût jamais fait sien ce mot d'ordre anarchique s'il n'eût pas été démagogue, indifférent aux moyens.

Dans le domaine économique, le régime des Soviets, tant qu'il dure, ne permettra jamais de dépasser ce stade « anarchique » qui, selon le théoricien bolche-

viste Boukharine, caractérise les débuts du bolchevisme.

Farouches, les potentats de la province, munis d'un sceau des Soviets locaux, et entourés de bandes de jeunes gens armés, défendent leurs fiefs contre toute immixtion du pouvoir central. Vivant sur le fonds accumulé par le travail de générations entières, ils se refuseront à exécuter les décrets du Kremlin, tant qu'il restera quelque chose à partager. Et quand tout aura été gaspillé, la « socialisation » deviendra inutile, faute d'objets à socialiser...

Il suffit de lire les débats à la conférence des conseils économiques régionaux qui eut lieu à Moscou, le 12 janvier dernier, pour voir jusqu'à quel point le régime des Soviets est incompatible avec toute action économique ordonnée selon un plan unique.

Sous prétexte de faire participer les masses aux affaires publiques, de lutter contre la nouvelle bureaucratie, de sauvegarder le principe, « la plénitude des pouvoirs locaux aux Soviets locaux », un grand nombre d'orateurs s'élevèrent, au cours de cette conférence, contre la politique centralisée du conseil supérieur économique ; ils reprirent tous les arguments qu'avait invoqués Lénine à ses débuts. Et c'est le disciple fidèle du maître, Rykof, qui combattit ces bolcheviks orthodoxes.

« Les trusts industriels que nous organisons doivent « être indépendants vis-à-vis des Soviets locaux, « clamait-il désespérément. Seul, le comité supérieur « économique doit avoir le pouvoir absolu dans le

« domaine industriel, car il serait criminel de perdre
« le temps en pourparlers avec les nombreux Soviets,
« pour savoir de quelle façon gérer telle ou telle bran-
« che d'industrie, qui se trouve dans la zone de ces
« Soviets. »

Noghine, un autre interprète de la pensée actuelle de Lénine, vint à la rescousse de son camarade :

« Ceux qui ignorent l'orientation générale de notre
« pouvoir peuvent seuls dire que nous menons une
« campagne contre les Soviets. Maintenant que nous
« créons la production, il faudrait une main de fer
« pour exécuter les mesures qui nous sont imposées
« par les nouvelles conditions de vie. Nous ne sup-
« primons pas les Soviets, nous introduisons la divi-
« sion du travail entre le pouvoir central et les orga-
« nisations locales. C'est pourquoi il faut que le centre
« puisse aplanir les obstacles qui se dressent contre
« sa politique. » (*Vie économique* du 14 janvier 1919.)

Voilà donc les plus « purs » des léninistes acculés à se défendre contre le dessein ténébreux de supprimer les Soviets.

Veut-on maintenant savoir ce qu'est la « nationalisation anarchique décrétée par Lénine et appliquée par les Soviets locaux? Je prendrai un exemple typique. Tout le monde sait que la « République des Soviets » s'épuise dans la recherche du combustible. Comme le charbon du Donetz et le naphte du Caucase se trouvent dans les régions ravagées par la guerre civile, il faut se rabattre sur le bois. La situa-

tion est tellement critique que si jamais le contrôle et la réglementation de l'État les plus sévères s'imposent, c'est bien là où, par une politique prudente et sage, il importe de récupérer le précieux combustible. Or, sous le titre significatif de « Gâchis forestier », la *Vie économique* du 18 janvier 1919 explique pourquoi la population des villes russes gèle dans ses maisons et pourquoi les établissements industriels ferment leurs portes.

L'auteur se plaint tout d'abord que l'exploitation forestière, dans son ensemble, subisse toutes les affres de la « période anarchique » : mainmises désordonnées sur des entreprises, confiscations et réquisitions absurdes, gaspillages, dilapidations se succèdent sans interruption. Les scieries sont réquisitionnées et confisquées par les institutions les plus imprévues, aussi bien par les grands Soviets provinciaux que par les minuscules Soviets des communes.

« Les établissements réquisitionnés sont souvent « pillés tout simplement ; on emploie les courroies de « transmission pour fabriquer des semelles ; les tours « et les matériaux trouvent des usages surprenants. « Ce qui est dilapidé sans pitié, ce sont les matériaux « Dans un endroit, on les vend à moitié prix à la population pour le chauffage domestique, sans prendre « garde qu'ils appartiennent à une usine, à une compagnie de chemins de fer ou à l'administration ; « dans un autre, les matériaux nationalisés par un « Soviet communal ou celui du district pourrissent « sans trouver usage. Certaines centrales forestières

« de province les vendent aux marchands et aux « propriétaires de scieries. Mais tout cela n'est rien, « quand on songe au gaspillage du bois. Outre des « mainmises brutales et des confiscations, les organi- « sations locales des Soviets interdisent la coupe et le « transport du bois. »

Et l'auteur, d'un trait, nous initie aux mystères de la désorganisation soviétiste :

« Toutes les organisations centrales des Soviets qui « avaient à se faire livrer du combustible savent quels « obstacles ininterrompus elles rencontraient de la « part des Soviets locaux. Un Soviet de district « n'a-t-il pas mis l'interdit sur le bois destiné au « conseil des commissaires du peuple ? »

Chercher à inculquer aux Soviets locaux la conscience des intérêts généraux? Peine inutile : ils vous riposteront comme ce comité, à qui on reprochait d'avoir dilapidé le stock de bois réquisitionné pour une grande association professionnelle : « Il n'y avait aucune dilapidation, mais vente des occasions en bonne et due forme. »

En effet, « la vente des occasions », c'est-à-dire du bois réquisitionné, «se poursuivait à tour de bras », certifie *la Vie économique* dans le même article. Voici le récit qu'elle en fait :

« A Moscou arrivaient les représentants des comités « communaux, qui vendaient le bois ; ensuite venaient « les représentants des districts, dans les limites des- « quels se trouvent ces communes, qui vendaient « toujours le même bois à la population — bois qui

« souvent appartenait à un chemin de fer ou à une « usine, dont les efforts ne suffisaient pas pour le faire « transporter à destination. Parfois, la population « avait déjà fini par piller tout ce bois, et il n'en res- « tait que des souvenirs, tandis qu'à Moscou ou ail- « leurs, on « vendait » toujours le fameux bois. »

La *Vie économique*, qui est, je le rappelle, l'organe officiel du comité supérieur économique, ne cherche pas à consoler les lecteurs par l'espoir d'un avenir meilleur :

« Tout cela ressemble à une fable ; pourtant, « c'est l'effrayante réalité. Si pareils faits se répètent « à chaque pas en province, on peut les expliquer, « à la rigueur, par l'ignorance et la stupidité de la « population locale, qui place en tête de ses comités « des gens louches. Mais comment expliquer ce qui « se passe chez nous, à Moscou? Ces temps derniers, « des mainmises sur le bois se produisaient à chaque « instant. Dans un quartier, les entrepôts étaient « accaparés par le Soviet du quartier ; dans un autre « par la commission extraordinaire du combustible ; « dans un troisième par la section du bâtiment de « la ville ; dans un quatrième, par l'échelon armé de « la réquisition, qui opérait pour le compte du comité « du ravitaillement. Parfois les portes des entrepôts « sont déjà munies des scellés du comité forestier, « mais les organisations que nous venons d'énumérer « s'en soucient peu ; elles brisent ces scellés pour « apposer ceux qui leur conviennent. »

Les hostilités entre les organismes régionaux de

toutes les centrales de production continuent de plus belle ; les régions et les localités sont dressées les unes contre les autres: « Cette guerre est féroce », se plaignaient les bolcheviks qui n'ont pu même théoriquement, dans les trois congrès des Conseils économiques, arriver à établir un *modus vivendi* quelconque.

Voilà ce qui s'appelle la nationalisation anarchique.

CHAPITRE XI

DE QUOI VIT L'OUVRIER « COMMUNISTE »

Mais, au moins, le soviétisme a-t-il augmenté le bien-être des ouvriers russes?

Reportons-nous aux premiers jours de la révolution de 1917. L'ancien régime est tombé ; les ouvriers exaltés et joyeux cherchent à améliorer leurs conditions d'existence.

Les sympathies de l'opinion publique leur sont acquises : le tsarisme ne tolérait-il pas, dans les usines, des abus qui soulevaient l'indignation de tout homme de cœur? Les dépenses de nourriture n'augmentaient-elles pas sans cesse, alors que le niveau des salaires ne progressait, sous l'ancien régime, que très lentement? Selon les données officielles du ministère du Commerce et de l'Industrie, 41,08 % d'ouvriers adultes gagnaient un rouble par jour en 1916; cette catégorie ne formait que 8,08 % de l'ensemble; par contre le pourcentage de ceux qui gagnaient 2 roubles était passé de 28,3 % en 1914 à 41,75 % en 1916, et de ceux qui

étaient payés de 7 à 10 roubles avait monté de 0,09 % en 1914 à 3,84 % en 1916. Mais en même temps le coût de la vie enregistrait une hausse vertigineuse : dans la période du 1er juillet 1914 au 1er juillet 1916, le prix du pain avait augmenté de 80 %, celui de la viande de 100 à 120 %, etc.

Aussi bien voit-on les entrepreneurs accorder, dès le début de la révolution, les augmentations qui leur sont demandées. Mais, faute d'une organisation qui aurait coordonné les revendications, élaboré des tarifs, selon les conditions et les possibilités du marché du travail, les ouvriers agissent séparément dans leurs usines respectives, sans se soucier le moins du monde de ce qu'on pense et de ce que fait l'usine à côté, quand même elle appartiendrait à la même branche d'industrie.

Les Comités d'usines, élus parmi les délégués des ateliers, sont chargés de traiter directement avec les chefs d'industrie. On se figure aisément les difficultés et les complications surgies à cause de cette façon de faire primitive. Cependant, les entrepreneurs s'exécutent ; les salaires montent partout et, en même temps, est introduite la journée de huit heures. Pendant cette période, où ce mouvement a un caractère systématique, de janvier à juillet 1917, les salaires sont quadruplés. Seulement, la situation s'aggrave bientôt, car les salaires n'arrivent pas à rattraper le coût de la vie, augmenté pendant les mêmes mois de cinq à sept fois.

Les ouvriers se sentent vite enfermés dans un cercle

vicieux : c'est sur cette situation que spéculent les bolcheviks en quête de pouvoir. Ayant pénétré dans des comités d'usines, ils poussent vigoureusement les ouvriers à la chasse perpétuelle aux salaires. Leur calcul est simple : il s'agit d'acculer à la faillite les chefs d'industrie, de démontrer que, les usines étant dominées par le capital, aucune amélioration n'est possible ; ils prêchent la sous-production, annonçant que la production sera vite redressée quand la dictature du prolétariat aura été établie.

Les ouvriers prêtent une oreille attentive à la propagande bolcheviste. Ces grands enfants naïfs et cruels se jettent éperdument dans la lutte contre les entrepreneurs, guidés par le seul appât du gain immédiat ; on les voit arriver, parfois, porteurs de sacs pour saisir dans les coffres-forts des établissements les sommes qui leur seraient dues si les nouveaux tarifs eussent été en vigueur depuis dix, quinze, vingt mois ; l'effet rétroactif devait, à les entendre, porter parfois sur la période embrassant toute la durée de la guerre. Les chefs d'industrie qui tentent de s'expliquer sont molestés : les discussions sont trop souvent inutiles.

C'est la course vers les augmentations à jeu continu, et c'est en même temps le malthusianisme de la production, appliqué sur une vaste échelle.

Aussi bien les ouvriers saluent-ils avec enthousiasme l'avènement de la « dictature du prolétariat », car ils sentent obscurément le besoin de remettre de l'ordre dans le chaos déchaîné.

Or, quelle est la situation du prolétariat depuis qu'il exerce sa prétendue dictature? J'ai devant les yeux les résultats d'une enquête très sérieuse faite un an après l'avènement de Lénine: elle porte sur 2.173 budgets ouvriers industriels de Moscou, pendant les mois d'octobre et de novembre 1918 [1]. Si les chiffres ont changé depuis, tous les renseignements qui nous parviennent de là-bas laissent croire que les proportions extrêmement intéressantes qui y sont déterminées restent constantes.

L'enquête englobe 238 principaux établissements de Moscou de différentes branches d'industrie. Parmi les 2.173 budgets, 23,5 % portent sur des ouvriers célibataires dont 60 % femmes ; 1.661 autres budgets sont ceux d'ouvriers mariés, dont les familles restent soit à Moscou, soit à la campagne.

Or, il en ressort que le salaire d'un ouvrier célibataire ne lui permet de couvrir que 74 % de son budget mensuel ; il gagne à l'usine Rb. 462,20 alors qu'il est obligé de dépenser Rb. 624,30. Les ouvriers ayant de la famille sont dans une situation pire encore; pour Rb. 1,078 de dépenses, ils ne disposent comme salaire que de 65,5 %. En tout, *l'établissement industriel dont l'ouvrier de Moscou se croit maître ne lui permet que de couvrir les deux tiers de son budget* (exactement 66,8 %). Étrange paradoxe soviétiste en vérité !

Dès lors, comment faire face aux besoins? Il faut

1. *Statistique du travail*, janvier-février 1919.

se « débrouiller ». En effet, les recettes que donne la *Statistique du Travail* contiennent un chapitre intitulé : « D'autres rentrées ». Ces rentrées supplémentaires atteignent 50 % de l'ensemble des budgets : chez les célibataires 35,1 %, chez les mariés 52,5%. De quoi sont-elles composées? Par quel procédé l'ouvrier communiste de Moscou peut-il joindre les deux bouts? En prélevant sur ses économies, en s'endettant, en portant des objets au Mont-de-Piété, en vendant ses vêtements, en touchant des allocations, en trafiquant.

Voici d'ailleurs comment se décomposent en chiffres ces recettes « supplémentaires » de l'ouvrier de Moscou, toujours d'après la même enquête :

	Célibataires.	Mariés.
	(P. 100.)	
Salaire	74,0	65,5
Prélèvement sur les économies	12,5	17,8
Dettes, mont-de-piété	5,7	9,3
Sous-location	0,5	0,7
Vente des effets	2,2	2,2
Subsides	2,0	2,0
Bénéfices commerciaux	3,1	2,5
Total des recettes supplémentaires	26	34,5

Il est à remarquer que, d'après une autre enquête, portant sur les conditions du prolétariat de Pétrograd, pour le mois de mai 1918, les recettes supplémentaires sont plus fortes encore[1] :

Salaires, 51 % ; prélèvements sur les économies,

1. *Statistique du travail*. Moscou, 15 octobre 1918.

14 % ; vente des effets, 5 % ; dettes, Mont-de-Piété, 10 % ; autres ressources, 9 %. L'enquête n'a pas trouvé la provenance des 12 % nécessaires pour que le budget fût couvert et concluait par la constatation du déficit permanent. Vraisemblablement, elle n'a pas tenu compte des bénéfices que procure le trafic auquel s'adonnent les ouvriers.

On arrive donc à cette conclusion décevante que l'*ouvrier russe, tout en étant* dictateur, *ne peut plus vivre de son travail* !

Les enquêteurs bolchevistes sont obligés, au surplus, de faire d'autres constatations, au moins décourageantes et imprévues ; ils écrivent :

« La composition du chapitre « recettes » du bud-
« get ouvrier s'est modifiée du tout au tout par rap-
« port à l'époque prérévolutionnaire : alors qu'avant
« la révolution, cette composition était variée et
« soutenait la comparaison avec les budgets des
« ouvriers des différentes régions de la Russie et
« même de l'Europe Occidentale, aujourd'hui, ce bud-
« get est englouti par la nourriture qui, tel le Moloch,
« domine tous les autres besoins. »

En effet, rien que pour la nourriture, l'ouvrier de Moscou dépense 75,7 % de ses recettes, soit 95,5 % du salaire d'un célibataire et 97,9 % d'un ouvrier marié.

Il nous semble qu'il est instructif de reproduire la composition de ce budget avant et après la révolution :

Besoins.	Avant la Révolution. Pétrograd. P. 100.	Avant la Révolution. Bakou. P. 100.	Novembre 1918. Moscou. P. 100.
Nourriture	37,3	34,5	75,7
Ménage	14,7	12,0	3,8
Vêtements	13,8	12,8	7,8
Hygiène	3,5	4,2	3,0
Instruction	6,4	2,6	2,2
Envoi à la famille	10,9	27,6	2,2
Divers	13,4	6,3	5,3
	100	100	100

La baisse de niveau moral résultant de la situation actuelle de l'ouvrier russe ressort nettement de ce tableau. Tous les chapitres autres que la nourriture accusent des diminutions considérables.

Il y a lieu de s'arrêter sur une des raisons de cette anomalie.

L'enquête établit qu'une part très insignifiante des produits et des vêtements est achetée à l'aide des cartes alimentaires et autres. Le régime des Soviets a si mal organisé le ravitaillement et la vente des vêtements par l'État, que ces ouvriers se voient obligés, comme le reste de la population, d'aller eux-mêmes chercher chez les producteurs, les objets dont ils ont besoin à moins qu'ils ne les trouvent sur le marché libre, plus florissant que jamais, en dépit des décrets.

C'est seulement 11,5 % de la nourriture nécessaire que l'ouvrier obtient avec les cartes, c'est-à-dire, à

des prix fixés par l'État; quant au reste, il fait des voyages qui lui coûtent 24 % du prix d'achat, et en outre il paie cher. De même, dans le coût de ses vêtements, 6,1 % seulement représentent les prix fixés par l'État. De la sorte, par l'intermédiaire de l'État, l'ouvrier ne satisfait que 8,6 % de ses dépenses, « en y ajoutant même le loyer, cela ne donnera que 13 % au maximum.

Telle est la situation de l'ouvrier dans le régime des Soviets et elle s'est aggravée depuis lors.

J'entends dire : c'est la faute du blocus. Mais la vérité toute crue est que la République des Soviets possède sur son territoire une quantité suffisante de produits ; seulement les bâtisseurs du régime « communiste » sont totalement incapables d'organiser même la répartition.

La Russie des Soviets ne mange pas à sa faim ; c'est un fait reconnu officiellement, et il est superflu d'indiquer, une fois de plus, à quelle maigre ration de pain les Russes sont réduits aujourd'hui.

Pourtant le gouvernement des Soviets annonce que la récolte de 1918 fut au-dessus de la moyenne : elle a atteint dans 25 gouvernements 1.236 millions de pouds (un poud équivaut à 16 kil. 38). La récolte de 1919 fut également au-dessus de la moyenne, elle dépasse celle de l'année précédente. (Voir l'*Internationale Communiste*, nº 7-8, 1919. Moscou, p. 1102.)

Le marché extérieur est fermé. Tout peut être con-

sommé dans le pays. Comment se fait-il donc que les villes n'arrivent pas à se ravitailler?

Situation paradoxale, que les bolcheviks se chargent de nous expliquer eux-mêmes. Ils ont institué le monopole des céréales ; c'est leur service national d'approvisionnement qui procède aux achats et répartit les produits.

Eh bien, ce service n'a pu recueillir, en 1917-1918, que 30 millions de pouds de céréales, en 1918-1919 que 110 millions, et en 1919-1920 que 177. La progression que l'on peut observer ne provient nullement de l'amélioration du service mais uniquement de l'accroissement du territoire des Soviets après les victoires remportées par eux dans le Sud. Retenons le dernier chiffre : le service du ravitaillement soviétique dispose de 177 millions de pouds, alors que le pays en recèle plus de 1.236 millions !

Résultat lamentable, car rien que pour ravitailler l'armée rouge et les principaux centres industriels, Moscou, Petrograd, etc., une quantité de 300 à 400 millions de pouds est indispensable.

Ce sont là des constatations et des données que contiennent les *Isvéstia* du 22 juin 1920, journal officiel des Soviets.

Le blocus y est-il pour quelque chose? Personne ne saurait le soutenir. On sait, d'ailleurs, que la Russie n'importait jamais de céréales, mais, au contraire, vendait à l'étranger ses excédents (plus de 500 millions de pouds en moyenne chaque année).

Le commissaire Melnikoff exposait, dans le journal

même de son ministère (le *Bulletin du commissariat du ravitaillement*, nos 12, 13 et 14 de 1918), les résultats obtenus par la suppression de tout commerce libre et l'organisation des échanges directs entre les cités et les campagnes, les paysans troquant leurs grains contre les produits manufacturés :

« Il faut avouer franchement que nous n'avons « pas eu la capacité d'organiser un service qui eût « approvisionné les campagnes des objets de première « nécessité... Nous avons perdu la première campagne « parce que nous l'avons commencée sans préparation suffisante et sans nous être rendu compte de « l'immensité de cette tâche économique. Il faut « avouer que, non seulement dans la pratique, mais « même sur le papier, nous n'avons rien fait de ce « qu'il fallait avant de procéder aux opérations. Où « sont nos plans, instructions, schémas? Avons-nous « une instruction quelconque pour la théorie et la « pratique des échanges? Sommes-nous bien éloignés « des transactions commerciales de l'*humanité primitive*? »

Voilà le mot lâché : le communisme « moderne » de Lénine est une conception des peuplades primitives. Seule la crédulité illimitée du moujik peut prendre ces vessies-là pour des lanternes...

En décembre dernier, Rykof, président du Conseil supérieur économique, avouait honnêtement :

« La crise actuelle des subsistances ne provient nullement du manque de produits ou n'en provient que « partiellement, parce qu'à la famine naturelle

« s'ajoute la famine artificielle, due à notre incapacité « de fournir aux consommateurs les denrées que nous « sommes à même de trouver. En effet, dans toute une « série d'endroits, où les produits gisent sans bouger « de longs mois durant, les organisations locales sont « incapables d'organiser l'approvisionnement. Les « émeutes de paysans, qui se produisent dans une « grande partie de la Russie des Soviets sont dues sur- « tout à cette mauvaise organisation. (*Vie économique* de Moscou, du 22 décembre 1918.)

Enfin, au mois de janvier 1919, le journal officiel du conseil économique, complétant ces déclarations autorisées, disait, après avoir constaté la faillite de la politique de ravitaillement des Soviets, que « toute « la crise des subsistances aurait pu être aplanie par « une bonne organisation de la répartition. Il s'agis- « sait de faire parvenir rapidement le produit jusqu'au « consommateur. Or, la répartition boite chez nous le « plus. Nos organisations chargées du ravitaillement « ont compris leur tâche d'une manière terriblement « doctrinaire. Au lieu de faciliter les arrivages, elles « les ont entravés, en établissant des lignes de barrages « aux fils barbelés. » (*Vie économique* du 15 janvier 1919.)

Trois jours après, Lénine, dans la séance mémorable du conseil exécutif des Soviets, dut annoncer officiellement, solennellement, la faillite de toute sa conception étatique. Il renonça au service national d'approvisionnement, rétablit la liberté partielle du commerce, se bornant à ajouter : « La tâche était

au-dessus de nos forces. » Il eût mieux valu s'en apercevoir avant le coup d'État.

Mais les transports? En réorganisant les réseaux ferrés russes, ne pouvait-on pas, du coup, changer les conditions du pays?

Voyons les chiffres.

D'après *la Vie économique* de Moscou du 4 juillet 1920, le nombre des locomotives en circulation a subi, depuis la révolution, la diminution suivante :

	Locomotives.
	—
1917	17.012
1918	14.519
1919	4.577
1920	3.069

Les voilà, les méfaits du blocus, nous dira-t-on ! Si l'étranger avait envoyé en Russie les locomotives qui lui font défaut, on aurait pu réorganiser les transports.

Seulement, il ne faut pas oublier que, dans le passé, la Russie construisait elle-même la plupart des locomotives et du matériel de chemin de fer dont son réseau avait besoin. (Elle en construisait même en telles quantités qu'elle a connu des crises de surproduction.) Là aussi on constate une régression, non seulement par rapport aux années normales, mais encore par rapport aux années de guerre. Le même numéro du journal bolcheviste indique, en effet, quel

était le nombre des locomotives sorties des ateliers russes pendant ces dernières années :

1915	903
1916	599
1917.	396
1918	191
1919.	85

Si les bolcheviks sont incapables d'organiser leurs ateliers (tous étatisés) est-ce à cause du blocus?

On objectera peut-être le manque de main-d'œuvre. C'est une erreur, car dans les ateliers de Toula, par exemple, sur chaque locomotive réparée on comptait 8 ouvriers en 1916, tandis qu'en 1918 le même travail a été effectué par 41 ouvriers !

En mai 1920, Trotzky, en vue de remédier au désastre, lança son fameux ordre nº 1042. Il décrétait qu'un contingent déterminé de wagons et de locomotives devait être réparé dans un délai de six mois, instituant des primes pour toute unité livrée, et prévoyant des punitions au cas où le programme ne serait pas exécuté.

Or, je lis dans la *Gazette Rouge* de Pétrograd, en date du 30 juin 1920, de quelle manière les ateliers du chemin de fer de Nicolas (Moscou-Pétrograd) s'acquittent de leur tâche. Ils captent les locomotives qui circulent sur le réseau, enlèvent, de ces locomotives, en parfait état, les pièces qu'ils devraient exécuter, les placent sur des locomotives à réparer, et le tour est joué. C'est le système D moscovite...

Quand on a créé chez le personnel exécutant un état d'esprit qui permet de pareils faits, il ne convient pas, semble-t-il, d'accuser l'étranger de tous les méfaits possibles et impossibles et de s'en prendre au blocus.

CHAPITRE XII

LA DÉCEPTION DE LÉNINE : DE L'ANARCHIE A L'AUTOCRATIE

Nous avons indiqué, dans l'exposé de la théorie de Lénine, que, soit par calcul, soit par illusion, le chef du gouvernement annonçait à l'ouvrier russe qu'il n'avait qu'à manier lui-même les affaires publiques : point besoin de préparation, le culte de l'incompétence semblait être à la base de son système. Il laissait comprendre, aurait dit Jaurès, que « dans l'ordre du savoir, il n'était pas bon d'avoir plus de 3.000 livres de revenu et qu'une honnête ignorance était le complément démocratique d'une honnête pauvreté. »

Dans son ouvrage « *l'Etat et la Révolution* », Lénine écrivait, en effet, que « le capitalisme a simplifié à tel point la production, les chemins de fer, les postes, les télégraphes, etc., que leur gestion est réduite aux opérations les plus élémentaires d'enregistrement et de vérification. Si bien que les fonctions nécessaires à cette gestion peuvent être comprises par tout homme sachant lire et écrire, qu'elles peuvent

être remplies pour un simple salaire d'ouvrier, et qu'elles ne nécessitent nullement la présence d'un chef ou d'un privilégié ».

A la séance de la Section ouvrière du Soviet du 4 décembre 1917, qui mit aux prises les ouvriers qualifiés avec les manœuvres, j'ai entendu Lénine, d'ailleurs fort embarrassé et craintif, s'exclamer :

« Toute l'organisation de la production doit être « assumée par la classe ouvrière. Rompons une fois « pour toutes avec le préjugé que la direction de « l'État, des banques, des usines, soit une tâche « impossible pour les ouvriers... Que chaque comité « d'usine ait conscience qu'il doit non seulement « s'intéresser aux affaires de son entreprise, mais « encore constituer l'alvéole de toute la vie de l'État. « Il ne peut y avoir de plan concret de l'organisation « de la vie économique. Personne ne peut le donner. « C'est la masse qui peut seule l'élaborer par en bas, « par la voie de l'expérience. »

Je pourrais accumuler citation sur citation pour montrer jusqu'où allait Lénine dans sa flagornerie ou dans son illusion.

Or, aujourd'hui, ce même Lénine croit nécessaire d'insérer dans le programme officiel et théorique du parti bolcheviste, programme rénové au Congrès du Parti en 1919, tout un passage bafouant ses promesses et ses allégations initiales :

« Les forces productives du pays ne peuvent être « restaurées et développées que par la discipline « fraternelle des travailleurs, ce à condition qu'un

« maximum d'initiative et de sentiment des respon-
« sabilités existe quant à la production du travail.

« Pour atteindre ce but il faut un travail opiniâtre « et méthodique de rééducation des masses qui « doivent arriver à la conviction que le niveau de « leur prospérité dépend uniquement de la bonne « discipline de leur travail. Le même problème du « développement des forces productives exige une « *utilisation large* et *immédiate de tous les spécia-* « *listes* en matière de science et de technique, dont « nous avons hérité du *capitalisme*, bien qu'ils soient « pour la plupart pénétrés d'idées et d'habitudes « bourgeoises. »

Et voilà Lénine qui ajoute ces mots terribles, cette condamnation du bolchevisme, sa propre condamnation :

« *Il est du devoir du parti de combattre impitoya-* « *blement la* prétention arrogante *et pseudo-radicale* « *en réalité, comme quoi les* ouvriers seraient en état de « vaincre le capitalisme *et le régime bourgeois*, *sans* « *utiliser les enseignements des spécialistes bourgeois*, « *et sans exploiter leurs connaissances*, *en s'instruisant* « *longuement à leur école*, *en travaillant à leurs côtés*. » (*La Commune du Nord* du 2 mars 1919).

Je ne m'imagine pas, en vérité, qu'après pareille volte-face, un homme d'État aurait pu rester au pouvoir dans tout autre pays qu'en Russie soviétique. Pour arriver à des idées aussi primaires, aussi élémentaires, était-ce la peine de consommer la ruine de l'industrie?

Et ce n'est pas la seule manifestation de la pensée nouvelle de Lénine, de sa déception.

Quand, en 1919, il s'agissait de faire la paix avec les socialistes minimalistes et révolutionnaires qu'il rejetait autrefois impitoyablement, sous prétexte de leur esprit « petit bourgeois », il n'hésitait pas à faire des *distinguo* pitoyables :

« Nous disions que la dictature du prolétariat doit « signifier sa domination sur toutes les autres classes. « Mais tout en écrasant la bourgeoisie et les terriens, « nous devons attirer vers nous la petite bourgeoisie « démocratique... Nous ne pouvons pas édifier un « gouvernement sans utiliser cet héritage de la civi- « lisation capitaliste, qui constitue les cadres des « intellectuels. »

Et de nouveau la classe ouvrière est admonestée.

« Le prolétariat conscient doit comprendre que « sa domination ne signifie point qu'il doit remplir « lui-même toutes les fonctions. Ceux qui pensent « ainsi n'ont rien compris à l'expérience d'une année « de révolution. Ces messieurs feraient bien d'aller « à l'école pour y apprendre quelque chose, tandis « que celui qui a compris quelque chose se dira : « Nous utiliserons maintenant les intellectuels pour « faire l'œuvre constructive du socialisme. »

O Lénine! pourquoi n'êtes-vous pas allé vous-même « à l'école » un peu plus tôt !

Ces « messieurs » n'ayant pas tous suivi avec la rapidité voulue la volte-face de Lénine, la presse bolcheviste, après avoir flagorné le prolétariat, com-

mença à l'injurier. On allait procéder à la militarisation du travail.

Déjà au mois d'août 1918, le commissaire Federoff laissait comprendre, dans le bulletin du commissariat du Ravitaillement, qu'on faisait table rase du passé.

« Il est difficile d'admettre qu'un Comité d'usine, « issu des milieux ouvriers, dont il dépendait, puisse « être le vrai gardien des intérêts de l'État dans toute « l'entreprise et qu'il manifeste toujours le désir de « travailler pour la chose publique.

« Il est encore plus difficile de s'imaginer que les « Comités économiques régionaux et le Comité éco- « nomique supérieur fassent preuve d'énergie « et d'expérience quant au côté technique de « l'exploitation. Enfin, il est tout à fait impossible « d'admettre qu'une branche d'industrie se relèverait « si on plaçait à sa tête un Comité exécutif dont la « majorité appartient le plus souvent au syndicat « ouvrier correspondant. »

Après cette confession, que reste-t-il du soviétisme? Nous constaterons au surplus — et d'autres citations seraient fastidieuses, — que les bolcheviks arrivent à nier non seulement le principe de la gestion par voie collégiale et élective, mais aussi par les syndicats ouvriers.

Quoi qu'il en soit, la déception de Lénine est un fait trop significatif, elle a une portée trop universelle pour que nous ne tâchions pas d'en indiquer une dernière raison. Peut-être le mirage du soviétisme se dissipera-t-il alors complètement.

Pour assurer leur domination, les membres du parti bolcheviste envahirent toutes les administrations anciennes et nouvelles et formèrent vite une bureaucratie soviétiste. Que vaut-elle? Quel est l'état d'esprit de ces gens, qui assument une responsabilité écrasante, et qui réalisent la prétendue dictature du prolétariat. Quelle est leur compétence, leur capacité d'organisation? Renseignés sur ce point, nous comprendrons fort bien les raisons du volte-face léniniste.

Sous le titre frondeur de « Pensées bourgeoises », le même Federoff, un haut fonctionnaire des Soviets, nous répond dans le *Bulletin du Commissariat du Ravitaillement*, août 1918 :

« Combien d'institutions n'avons-nous pas créées, « où, du matin au soir, des centaines de personnes « s'agitent, s'interrogent, répondent, siègent, discu- « tent, accablent les stations télégraphiques de cir- « culaires, de dépêches et d'arrêtés urgents? Et « pourtant la situation économique reste la même. « Des dizaines, des centaines, des milliers de com- « missaires, grands et petits, sillonnent la Répu- « blique dans tous les sens, en trains spéciaux et « en automobiles sans arriver à un autre résultat qu'à « embouteiller les gares inutilement et à brûler la « précieuse essence.

« Et combien de pièces sont écrites et sont copiées « chez nous, des pièces d'entrée et de sortie, qui se « multiplient sans aucune nécessité ! On noircit le « papier en mauvais russe, bêtement, nuisiblement. »

Cela posé, notre bolchevik, en veine de révélations, émet ce jugement sur le fonctionnement de la dictature du prolétariat :

« Quand on regarde un peu ces choses en témoin, « il semble que la moitié de la population soit em- « ployée dans nos bureaux ; un quart fait de la « spéculation et un quart seulement s'adonne au « travail productif, « en se hâtant lentement » et « avec routine. Peut-on s'étonner dès lors que ce pays « ne devienne pas plus riche, mais s'appauvrisse? »

Les rangs des fonctionnaires du parti bolcheviste sont grossis par tous les intellectuels et demi-intellectuels à la recherche d'un abri. Mais notre auteur estime qu'il est grand temps de chasser de tous les bureaux, Comités, Soviets, Commissions centrales, sous-commissions, 80 % du personnel qui y siège et d'appeler ces gens à faire du travail productif.

« Ce qu'il nous faut, c'est la responsabilité person- « nelle des fonctionnaires, la simplification de la « comptabilité nationale. Les corps d'usines sont « vides, tandis que les hôtels à plusieurs étages sont « pleins d'écrivassiers ; quelle honte ! Si la Répu- « blique envoie dans l'autre monde les filous, elle « ne peut tolérer des administrateurs abrutis qui « cultivent des pépinières de fonctionnaires. Dans « l'occident capitaliste, un minuscule bureau d'em- « ployés gère d'énormes usines qui grouillent de « monde ouvrier. Voilà à quoi nous devons aboutir. »

Désenchanté, l'auteur se tourne vers les intellectuels du parti, qui assument la dictature.

Est-ce que notre prolétariat intellectuel est dévoré par la flamme créatrice? Il a une très grande opinion de ses capacités, mais n'empêche que, dans son ensemble, il est incapable de faire un travail pratique quelconque.

« Après avoir lu beaucoup de bons bouquins, nous « savons nous reconnaître dans les finesses philoso- « phiques et esthétiques, mais nous sommes inca- « pables de rédiger une bonne réponse pratique sur « une question pratique, nous sommes embarrassés « pour partager le travail entre deux copistes, et « estimons qu'il est ennuyeux de consulter les ou- « vrages spéciaux, consacrés aux questions que nous « résolvons dans les bureaux et pour la solution des- « quelles nous touchons l'argent du peuple. »

Mais, parmi les membres du parti qui incarne la dictature du prolétariat, il n'y a pas que des intellectuels issus de la bourgeoisie ou de la noblesse.

« Si nous nous tournons vers le fonds populaire « et examinons l'œuvre créatrice des prolétaires et « des paysans, le tableau ne sera pas sensiblement « différent. Certes, l'ouvrier et le paysan se sont « élevés jusqu'à la compréhension de leurs intérêts « quotidiens ; le Comité d'usine, le syndicat profes- « sionnel, la caisse d'assurances, la Bourse du Tra- « vail, le Comité rural, la coopérative — tout cela « lui est proche. Mais dès qu'on réclame à toutes ces « institutions autre chose qu'un appui, notamment « un travail assidu, de nouvelles méthodes, — aus- « sitôt les décors changent, et, à la bienveillance et

« à la compréhension succèdent l'avidité et la stupi-
« dité, l'égoïsme brutal et myope.

« Tout le pays semble être une agglomération « d'égoïstes et de fatalistes, qui aspirent au miracle, « incapables d'avoir une pensée vive, de s'adonner « avec joie à un travail collectif. C'est par l'énergie « surhumaine d'une poignée d'idéalistes que se « maintient l'État. Qu'elle disparaisse demain, cette « poignée, et il semble que nous nous disloque- « rons en petits morceaux, tel un corps chauffé à « blanc. »

Dans un autre endroit l'auteur constate, toujours dans le même journal officiel de son commissariat, que « nos commissaires connaissent peu la vie, dont « ils sont séparés par une formidable paperasserie, « véritable barricade. Quant à nos chefs de ser- « vice, etc., c'est-à-dire des gens qui, de fait, admi- « nistrent tous les domaines économiques, ils igno- « rent complètement la réalité. C'est pourquoi « l'ignorance et la stupidité des fonctionnaires des « Soviets sont devenues proverbiales » et on peut faire cette remarque curieuse :

« Aucun ministère ne fait naître des gens d'initia- « tive. Ils ne se forment que dans le travail libre, « c'est-à-dire dans le monde commercial et parmi les professions libérales. »

Lénine, dans son superbe mépris pour tout le passé, promettait que les Soviets, rouages vraiment « modernes », ne sauraient tolérer Ubureau. A l'entendre, il eût fallu introduire le régime des Soviets rien que

pour s'en débarrasser. Eh bien, le haut fonctionnaire à qui nous avons déjà emprunté tant de citations lui riposte aujourd'hui :

« Observez l'activité d'une grande société d'assu-
« rances par exemple ; et comparez-la à notre gestion.
« Jetez un coup d'œil dans les antichambres de nos
« petits fonctionnaires où des centaines de personnes
« font la queue de longues heures. On nous dira :
« Mais nous avons eu ça sous l'ancien régime policier ».
« Hélas ! pour des raisons que nous avons indiquées,
« les choses sont bien pires que dans l'ancien régime
« sous les Soviets. »

Bref, les fonctionnaires bolchevistes — « le cerveau du prolétariat » — administrent si bien la chose publique, que, selon la « pensée bourgeoise » toujours du même Federoff, « si dans la société capitaliste les directeurs responsables et les ingénieurs travaillaient de cette façon, messieurs les actionnaires ne pourraient pas dormir sur leurs deux oreilles. Or, nous sommes devenus tous des actionnaires du pays, tous nous sommes intéressés à voir prospérer nos entreprises industrielles. En elles est notre salut, notre avenir. Il est naturel que ce soit avec épouvante que nous observions leur débâcle complète, débâcle dont la raison première tient à notre inexpérience et à notre manque d'organisation. »

Le mal est devenu trop grand pour que le gouvernement des Soviets ne cherche pas à le combattre. A son septième Congrès, le parti bolcheviste a cru nécessaire d'en parler dans son programme. Il

explique l'avènement du nouveau fonctionnarisme à sa manière :

« Ce n'est que grâce à l'organisation du pouvoir « en Soviets, que la révolution des prolétaires a pu « raser d'un seul coup le vieil appareil bourgeois, « bureaucratique et judiciaire, jusqu'à en détruire « même les fondements. Toutefois, le niveau intel- « lectuel peu élevé des grandes masses, insuffisam- « ment instruites, l'absence de pratique gouverne- « mentale chez les individus auxquels ces masses « confient les postes administratifs les plus impor- « tants, et la nécessité d'assurer, dans les conditions « les plus difficiles, la collaboration des spécialistes « de la vieille école, ainsi que d'appeler la couche la « meilleure des ouvriers des villes au travail pour « les besoins de la guerre, — tout cela a fait partiel- « lement revivre la bureaucratie dans la mécanique « administrative des Soviets. »

Le programme bolcheviste indique, d'ailleurs, les remèdes :

« Astreindre les membres des Soviets à l'accom- « plissement obligatoire de telles ou telles fonctions « administratives publiques.

« Faire passer chacun dans ces fonctions, de façon « que chacun s'exerce petit à petit dans toutes les « branches de l'administration.

« Faire collaborer progressivement et activement « au maniement du gouvernement toute la popu- « lation laborieuse. »

Telles sont les constatations d'ordre général.

Maintenant, voyons de plus près le fonctionnement d'un des services bolchevistes, celui du ravitaillement. On aura ainsi une idée du régime des Soviets et de la compétence des organisateurs socialistes russes, et il s'agit là du service le plus facile, celui de la répartition et non pas de la production.

Parcourons les comptes rendus des inspecteurs chargés par le commissariat du ravitaillement central d'étudier la situation en province (on les trouvera *in extenso* dans les bulletins bi-mensuels de ce commissariat). En vain y chercherait-on une seule constatation rassurante. Un sombre tableau se dégage des descriptions dans le genre de celles-ci :

« Dans la *province de Iaroslaw*, le Soviet créa une « section spéciale pour le ravitaillement. Cette section « se divisa en quatorze (!) commissions, dont chacune « dirigée par un comité de trois personnes sans « compter les suppléants. Chaque commission eut son « service financier indépendant. En tête de la section « fut placé un président, mais de fait toute la gestion « fut confiée à son secrétaire, un ancien scribe de « l'intendance. Toutes ces personnes surprennent « par leur ignorance absolue, et le défaut d'hommes « cultivés ne permet pas l'espoir d'un avenir meil- « leur. »

Dans la *province de Viatka*, l'inspection constate la présence de fortes réserves de blé, « qui eussent pu nourrir toute la région du Nord ». Seulement, chaque district agit à sa guise, défendant l'intérêt

de son clocher, et la compréhension de l'intérêt général « fait défaut même au Soviet général provincial », si bien que « ces organisations entravent toute l'œuvre du ravitaillement ».

Un autre inspecteur va plus loin dans le jugement qu'il porte sur cette région : « Les comités de ravitaillement arrêtent ici tous les arrivages de blés. Les intérêts de l'État s'effacent devant les intérêts locaux, égoïstes. Les Soviets de district sont composés de spéculateurs. Presque partout, à la tête des organisations, sont des gens connaissant mal la question du ravitaillement, souvent ignorants et intéressés. »

Dans la *province de Koursk*, le service de statistique est tellement rudimentaire qu'il ne peut être d'aucune utilité. Les organisations chargées du ravitaillement n'arrivent même pas à passer des commandes aux paysans, ce qui ne les empêche pas de combattre les coopératives, en violation des prescriptions édictées par Lénine. Mêmes mœurs dans la *province de Voronège* où, au surplus, « les Soviets des districts n'obéissant guère au Soviet provincial, publient leurs propres décrets, et quant aux Soviets des communes, ils ne comptent ni avec celui du centre ni avec ceux des districts, agissant comme bon leur semble ».

Dans la *province de Tambof*, le Soviet « fonctionne les yeux bandés. C'est un tableau de la faillite complète de toutes les organisations de ravitaillement, l'incapacité enfantine n'égale que l'ignorance absolue dans le domaine qu'elles ont à créer.

Un commissaire a conté à la conférence de Moscou,

où fut discutée la crise des subsistances, un fait qui peut être considéré comme typique pour l'organisation bolcheviste.

Dans une région, les paysans, après une émeute réprimée avec la dernière violence par les bolcheviks, décidèrent d'envoyer des céréales, histoire d'amadouer le gouvernement des Soviets. C'est ainsi que plus de deux cents chariots chargés de blé furent conduits vers une gare de chemin de fer. Le représentant du service national d'approvisionnement buvait à ce moment son thé et ne daigna paraître que plusieurs heures après, pour déclarer aux paysans qu'ils devraient ramener leur blé chez eux et revenir le lendemain, ses heures de service étant passées. Naturellement, il ne revit plus personne.

Les autres orateurs citèrent des faits analogues. Dans la province de Viatka, par exemple, les paysans préparent 3.000 tonnes de céréales ; pendant six semaines, ils ne peuvent obtenir des agents du commissariat du ravitaillement l'autorisation de les expédier ; au bout de ce délai la rivière Viatka était devenue impraticable à cause de la gelée. Quelques personnes appartenant au service d'approvisionnement ayant essayé de mettre en mouvement la cargaison immobile, le Soviet les fit arrêter et fusilla un communiste connu.

D'autre part, on constate que les entrepôts et les usines étatisés auraient pu fort bien fournir aux paysans les objets nécessaires. Seulement, la capacité des organisateurs bolchevistes est telle que « la Centrale des textiles n'est pas arrivée jusqu'à présent à

inventorier les marchandises séquestrées au mois de juillet. Dans des dizaines de départements, les produits manufacturés s'entassent sans qu'on puisse les utiliser, faute d'inventaire et de comptabilité. Les fabriques se remplissent de produits textiles, la population ne reçoit rien... De même la Centrale du tabac élabore des projets de règlement pour l'écoulement du tabac, alors que la matière première pourrit en province », etc., etc. (*Vie économique* du 10 décembre 1918.)

Voici un autre fait :

« Dans les entrepôts des zemstvos se trouvent des « quantités considérables de fer, de peaux, de tissus, « d'objets fabriqués — et nous manquons de tout. Les « produits sont là depuis trois ans, ils périssent. Les « *entrepôts de toutes les administrations* sont dans un « état terrible : des matières inflammables gisent à « côté de stocks d'objets de première nécessité... « Sur des réseaux ferrés, les voies et les wagons sont « encombrés d'objets utiles pour la production, alors « que, dans les établissements industriels, les machines « sont hors d'usage. Involontairement, on se demande : « Ne serait-il pas plus avantageux de chasser tous « ces administrateurs que de les garder pour laisser « pourrir les richesses colossales du pays? » (*Pravda* de Moscou, 26 septembre 1918.)

Lénine voulait, tout d'abord, que les Soviets fissent travailler *de force* les techniciens, les ingénieurs, les économistes réquisitionnés « sous le contrôle direct et incessant des ouvriers ».

Mais l'impitoyable Federoff lui faisait remarquer que les Soviets fonctionnent de telle sorte « qu'aucun ingénieur qui respecte son savoir et son expérience n'y entrera, car, à chaque pas, une poignée d'ouvriers ignorants, soucieux de leurs intérêts étroits, entraveront son initiative. Nous avons si peu d'hommes dévoués à la cause et instruits qu'ils suffisent à peine pour occuper les fauteuils des commissaires. »

Voilà à la suite de quelles constatations le gouvernement bolcheviste finit par militariser le travail, et introduisit la contrainte et des peines comportant les travaux forcés pour toute infraction à la discipline.

Car ce qui domine la situation économique de la Russie des Soviets, c'est la question du rendement ouvrier. Malgré tous leurs efforts, les bolcheviks n'arrivent pas à inculquer le sentiment de la responsabilité à la masse ouvrière, démoralisée par eux-mêmes pendant les trois premières années de la révolution.

L'éparpillement du prolétariat russe commença dès l'avènement du bolchevisme ; une partie des ouvriers se disséminèrent à travers les villages, afin de ne pas être oubliés lors du partage du sol. D'autres s'adonnèrent à toutes sortes de besognes lucratives dans les cités, soit pour combler le budget, car nous avons vu que le salaire ne leur permettait pas de joindre les deux bouts, soit pour devenir de nouveaux riches formant les cadres de la petite bourgeoisie qui a toujours manqué à la Russie. Il ne resta à l'usine

que ceux qui préféraient à l'incertitude du lendemain le bien-être des pensionnés de l'État, puisque c'était l'État qui leur payait leurs salaires. On ne s'imagine pas quelles sommes fabuleuses le gouvernement a versées aux ouvriers, qui se considèrent comme fonctionnaires des établissements nationalisés.

Depuis plus de deux ans, le gouvernement et la Centrale des syndicats luttent désespérément pour obtenir le relèvement de la productivité, mais ils se heurtent à la mauvaise volonté des ouvriers.

A l'époque où le manque de matières premières sévissait particulièrement, et où les rues de Pétrograd étaient remplies de chômeurs, les établissements restés en activité se plaignaient de la pénurie de la main-d'œuvre. Le gouvernement avait beau ordonner l'inscription obligatoire des chômeurs sur les registres de la Bourse du travail, les ouvriers boudaient toujours.

« Malgré la dictature du prolétariat, trop d'ouvriers « envisagent leur travail de la même façon qu'à « l'époque où ils étaient exploités. Chose effrayante : « l'ouvrier qui n'est plus exploité par personne, qui « ne travaille pas plus de huit heures par jour, fait « sa besogne aussi mal qu'à l'époque où il était esclave « du capitalisme », c'est ainsi que le *Drapeau du Travail* exprimait, fin 1918, les plaintes des dirigeants soviétiques.

Je tiens à souligner cette appréciation. Il importe, en effet, de distinguer dans le domaine industriel ce qui est inhérent au régime des Soviets et ce qui tient à la disette des matières premières.

Rykoff, président du Conseil supérieur économique, a avoué un jour en pleine séance publique que la crise des subsistances s'expliquait par l'incapacité bolcheviste et non pas par le blocus (voir page 221). De même, il écrivait fin 1918 « qu'on n'utilisait pas plus de 20 à 30 % des ressources dont disposait la Russie des Soviets, alors que la situation industrielle serait tout autre si on pouvait arriver à mettre en œuvre le reste. » (*Vie économique* du 22 décembre 1918.)

On comprend donc sous l'empire de quelles contestations le gouvernement a dû interdire aux chômeurs, par un décret en date du 3 septembre 1918, de refuser le travail qu'on leur offrait.

Un fait vraiment prodigieux dans sa monstruosité nous renseignera sur le degré de démoralisation et d'indifférence de la masse.

La « section des métaux » avait élaboré tout un programme de travaux pour les treize grandes usines métallurgiques de la région de Pétrograd. L'exécution de ce programme n'exigeait que 9.705 ouvriers ; or, il est resté sur le papier, pour une foule de raisons. Lesquelles? « Le manque ou le retard dans la livraison du combustible et des matières premières ; *le manque de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée* ; les soulèvements des ouvriers poussés par les ennemis de la Russie des Soviets, ce qui a forcé de fermer temporairement toute une série de grandes usines ; *le congé d'été accordé aux ouvriers par décret Séhlapnikoff*, ce qui a entraîné la fermeture des établisse-

ments pour une période assez longue. » (*Vie économique* du 5 janvier 1919.)

Les « circonstances atténuantes » indiquées ci-dessus décèlent nettement la responsabilité des bolcheviks dans la débâcle de l'industrie, débâcle qu'ils aiment à présenter comme l'effet fatal du « caractère sismique » de la révolution. Retenons cependant cette chose à peine croyable, que dans une ville qui comptait alors 58.820 métallurgistes syndiqués, dont les deux tiers chômaient, il a été impossible de trouver 9.705 ouvriers pour réparer et construire des wagons !

Alors, le gouvernement se décida à introduire le travail aux pièces, le tacheronnat, le système des primes (entre autres sous forme de ration supplémentaire de pain), la méthode Taylor, etc., bref, selon l'expression de Dridzo que nous avons déjà rapportée, il eut recours à des « injections sous-cutanées » pour sauver le communisme. Qui a oublié pourtant la campagne acharnée que les mêmes bolcheviks menaient sous Kerensky en faveur du tarif uniforme et du nivellement de toutes les conditions? C'était un *credo* de Lénine.

D'autre part, la militarisation du travail doit, selon les bolcheviks, relever et la discipline et le rendement. Pourtant l'armée des sans-travail augmente et les bureaux de placement sont vides.

Lisez attentivement le dernier rapport en date du 20 janvier 1920 sur la situation économique, rédigé par Rykoff (il est publié *in-extenso* par la *Revue Communiste* de Paris, nº 3.)

Il répète ses constatations et ses plaintes antérieures :

« On n'utilise guère les moyens qui sont mis à la « disposition de l'industrie par le Conseil des com« missaires du peuple. Il faut absolument que toutes « les usines et toutes les fabriques métallurgiques « s'occupent de cette question, c'est-à-dire, *sachent « combien de locomotives et de wagons elles sont « capables de réparer*, en travaillant le dimanche, « afin d'améliorer de cette façon la situation de la « Russie des Soviets et celle des entreprises pri« vées (p. 203). »

Donc, toujours pas de plan d'ensemble; on en est encore à se demander quelle est la capacité des usines « nationalisées », on reste dans l'inconnu. Mais ce qui est plus grave, c'est que l'inertie et la mauvaise volonté des ouvriers ne semblent pas s'être modifiées depuis l'introduction des mesures draconiennes dans les usines.

« Dans les usines, la crise du personnel et des « ouvriers est particulièrement importante, car, dans « l'organisation même des branches spéciales de « l'industrie, qui travaillent pour l'armée, nous avons « continuellement à lutter contre le manque d'ouvriers « qualifiés. Pendant des semaines et des mois, nous « n'avons pu donner aux usines le nombre d'ouvriers « suffisant pour fournir à l'armée rouge les fusils, « les mitrailleuses et les canons dont elle avait besoin. « Et par le manque de vingt à trente ouvriers, nous « nous sommes trouvés dans les difficultés les plus

« grandes. Nous avons été les relancer à la Bourse du « travail, dans les corporations, dans l'armée, et dans « les villages. »

Une fois de plus Rykoff démontre que la crise ne tient pas au manque des matières premières, mais à la pénurie de la main-d'œuvre, qui s'éparpille toujours et qui se montre réfractaire à la discipline.

« Ce qui caractérise d'ailleurs le plus grand danger « de la crise économique actuelle que nous subissons, « c'est le gaspillage de ce que la production possède « de plus précieux : la force vive du travail. Ce symp- « tôme a pris un développement aujourd'hui formi- « dable, et c'est ainsi que de *nombreuses usines pour- « vues de combustible et de matières premières n'ont « pu continuer leur exploitation, parce que les ouvriers « leur faisaient défaut.* C'est pour ces motifs que le « gouvernement des Soviets n'a pas même pu uti- « liser des machines qui étaient à sa disposition, « qu'une grande partie des fabriques ont arrêté leur « exploitation, et que maints ateliers ne la conti- « nuent que partiellement (p. 210). »

Très nettement, Rykoff conclut que « les Soviets ont en main « *tout* » pour réussir puisqu'ils « disposent aujourd'hui de combustible et de matières premières et qu'ils possèdent « des réserves immenses en forces vives ». Et néanmoins, le ton de son rapport est lugubre, car il ne croit pas beaucoup à l'activité ouvrière.

Aujourd'hui l'usine russe retourne au régime autocratique, représenté par un commissaire du gouver-

nement qui, investi de pouvoirs discrétionnaires, dirige et surveille l'activité productrice. La dictature du prolétariat est définitivement une dictature qui s'exerce sur le prolétariat.

Le cycle est parachevé.

Et pendant que l'industrie retourne aux anciennes pratiques, sur toute l'immense terre de la Russie agricole surgit une nouvelle bourgeoisie rurale, conservatrice et redoutable.

CONCLUSION

LA POUSSÉE DU MOUJIK

Quel que soit l'aspect sous lequel on l'envisage, le régime des Soviets et la prétendue dictature du prolétariat ont donné des résultats désastreux. « L'expérience » sociale de Lénine a fait le fiasco le plus épouvantable.

Il n'en pouvait être autrement dans un pays essentiellement rural. L'élément paysan y domine, — à l'heure actuelle, plus que jamais, — car la Russie, après la débâcle de son industrie, retourne à l'exclusivisme agricole.

Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, la révolution russe demeure avant et après tout une révolution paysanne; dans un second volume nous en exposerons les causes et les conséquences. Au risque d'anticiper, nous devons souligner que cette révolution des paysans est bourgeoise par excellence et ne peut aboutir à l'établissement d'un régime socialiste ou communiste quelconque. Personne ne l'a mieux vu ni mieux exprimé que Lénine.

Ennemi et persifleur de la « socialisation » des terres, Lénine ne cessait depuis 1905 d'affirmer que, pour « délivrer la terre », abolir le régime féodal agraire russe, il n'y avait que deux moyens :

Ou créer, à côté des biens nobles, en brisant violemment l'ancienne propriété collective rurale, des catégories de paysans riches — moyen employé par Stolypine ;

Ou, en éliminant, à la fois, et la propriété collective et les biens nobles, faire naître sur la terre russe une masse de colons, comme en Amérique.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le capitalisme, loin de disparaître, devait, au contraire, s'épanouir. Or, Lénine a choisi le second moyen. Son idéal, c'est le fermier américain. Il le dit et le répète encore aujourd'hui, en faisant rééditer, à dessein, un livre écrit en 1907 et confisqué à cette époque par la censure tsariste :

« Plus décisive, plus complète sera la victoire de la révolution paysanne, plus rapidement les paysans deviendront des libres fermiers bourgeois qui donneront « congé » au « socialisme » populiste. La masse de fermiers libres peut constituer la base de l'expansion capitaliste en Russie. La marche du capitalisme qui en résultera sera plus ample, plus libre de toutes entraves, étant donné le développement formidable du marché intérieur ».

Et Lénine ajoute cette formule, qui ne comporte aucune équivoque :

« Nous avons le choix entre une république bour-

geoise des paysans devenus fermiers et une monarchie bourgeoise centralisée des propriétaires-hobereaux [1] ».

Bien entendu aucun « colon » genre américain ne foule encore le sol russe, mais, en décrétant, au nom du socialisme, l'abolition de la propriété foncière privée, et en lançant en même temps son cri de guerre civile : « Pillez », Lénine rendait possible un formidable allotissement. Par son passage au pouvoir, il a permis à toute une catégorie de « sans-terre » d'accéder à la propriété. Le partage des terres s'est effectué en Russie, grâce à lui, non pas selon les « besoins du cultivateur » et conformément à la justice sociale, comme l'avaient rêvé les révolutionnaires idéalistes, mais dans un véritable corps-à-corps, au cours duquel une sélection s'est produite, comme pour illustrer une thèse de Darwin, au profit du plus fort et au grand dam du faible...

Je sais que Saint-Just disait : « Le peuple est comme Guillaume Tell, il faut qu'il touche la pomme, sans blesser l'enfant, il faut qu'il se sauve sans se perdre. » A travers les affres de l'anarchie et du désordre stérile, l'observateur superficiel n'aperçoit pas les signes qui permettraient d'espérer que le peuple russe va sortir de sa torpeur pour s'organiser avec persévérance. Les apparences lui donnent raison. Alors que la

1. Lénine. *Le programme agraire dans la première révolution*, Pétrograd. 1917.

Révolution française, malgré toutes ses crises, fut un temps de production intense, de progrès dans tous les domaines, marqué par l'explosion de l'énergie, la révolution russe surprend par la dépression morale et sociale dont sont accompagnées toutes ses étapes.

Et tout de même le Russe d'avant-guerre disparaît ; ce Russe, qui, selon l'excellente définition de l'historien Klioutchevsky, était habitué, par la nature et le climat où il vivait, à « raisonner sur le chemin parcouru, plutôt qu'à se tracer un chemin futur », et qui « cultivait le don de dresser les bilans, au lieu d'établir des devis ».

Or, forcé de se retrouver dans le chaos social et économique déchaîné aujourd'hui, le peuple russe devient plus énergique, plus sérieux, plus accessible à la compréhension de l'intérêt général, bien que les Soviets représentent justement le triomphe des intérêts particuliers.

La période soviétiste de la révolution russe était une véritable fatalité historique. Dans un pays où la dignité humaine était méprisée, où le respect du travail n'avait jamais existé, où hier encore on massacrait les médecins et les pharmaciens quand le choléra ou la peste accomplissaient leurs ravages, il était presque inévitable que l'État se dissociât en une poussière des comités et des clubs qu'on a appelés « soviets ».

Cette période soviétiste est une phase particulièrement terrible de la révolution. Elle n'est pas belle, certes. C'est l'abcès du tsarisme qui a crevé. Il fallait

que toute la pourriture accumulée par les siècles d'oppression d'une part et de servilité de l'autre s'écoulât pour que l'âme russe pût se transformer au milieu de dures épreuves.

La structure sociale de la Russie a donc subi des changements profonds. Des classes moyennes, urbaines et surtout rurales surgissent un peu partout, grâce au transfert des fortunes, effectué lors du grand nivellement. Une bourgeoisie nouvelle est en formation.

La véritable victime de la « dictature du prolétariat » c'est, en définitive, l'ouvrier et l'artisan. Lénine, ce communiste ultraprolétarien, dans sa phraséologie, n'est que l'artisan d'une révolution bourgeoise.

Voilà ce que cache le mirage du soviétisme.

Plaignons la pauvre Russie, qui subit un tel martyre pour apprendre que l'histoire se rit des abstractions et des bâtisseurs de systèmes et qu'elle poursuit sa marche inexorable.

Mais, si même la Russie n'était pas dominée par l'élément paysan, le régime des Soviets n'aurait pu aboutir à autre chose qu'à une catastrophe.

On ne crée pas dans des laboratoires sociaux les conditions de la vie moderne. La vie ne se plie pas à la mécanisation ridicule des doctrinaires, elle se gausse des décrets, si bien rédigés qu'ils soient. Si dans une société les classes dirigeantes en décadence sont devenues incapables d'assurer leur mission, et que les classes nouvelles ne soient pas préparées moralement et techniquement à se substituer à elles, il en résulte

inéluctablement un interrègne social et la chute de la civilisation industrielle. C'est ce phénomène qui constitue le bolchevisme.

Prenons garde : la leçon russe est lumineuse. Les classes nouvelles, arrivées au pouvoir par un bond contraire à l'évolution économique, n'acquièrent l'expérience nécessaire pour le maniement de la chose publique que très lentement. Pendant toute cette période de tâtonnements, les masses, délaissant leur rôle de producteurs, vivent sur les fonds accumulés par le travail des générations précédentes.

Et un jour on aperçoit, dans cette tourmente, que sur les ruines du pays se dresse une nouvelle oligarchie, que la dictature du prolétariat a servi de tremplin à une caste de privilégiés, tandis que le peuple, résigné et passif, abandonne les Soviets, ces clubs révolutionnaires, jadis pleins de vigueur, mais devenus, comme rouages gouvernementaux, organes du partagisme et du communisme primitif, celui de l'égalité dans la misère.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Préface	7
Le messianisme révolutionnaire	27
Le duumvirat Lénine-Trotzky	48
Le prolétariat fantôme	64
La débilité de la bourgeoisie et l'avènement des Soviets	76
Les Soviets vus par Lénine	96
La légende de la dictature du prolétariat	119
L'apologie de l'incompétence	144
Les Soviets d'usine a l'œuvre	155
Les chemins de fer aux cheminots	181
La nationalisation anarchique	196
De quoi vit l'ouvrier communiste	211
La déception de Lénine : de l'anarchie a l'autocratie	225
Conclusion : la poussée du moujik	247

Imprimerie de J. Dumoulin, à Paris. — 281.11.20.

Le Braine p. 18,
Lafont p. 20

Trotzky p. 14. 40
Rappoport p. 17.
Kerensky p. 17.
Korniloff p. 17.
Rosenthal p. 18
Zola p. 24
Van der Velde p. 41.
Zinovieff p. 41